

A L'OUEST DE PARIS

Une dizaine d'architectes vont présenter un nouveau projet pour l'aménagement de la Défense

LIBRE PAGE 15

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,80 F; Tunisie, 1,80 F; Allemagne, 1,20 F; Autriche, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Côte d'Ivoire, 1,80 F; Danemark, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; États-Unis, 1,20 F; France, 1,20 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suède, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Tchécoslovaquie, 1,20 F; Turquie, 1,20 F; Union soviétique, 1,20 F; Yougoslavie, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 4201-23 Paris
Tél. Paris 01 69 97 72
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Apaisement en Tunisie

En gratifiant M. Habib Achour, ancien secrétaire de l'Union générale des travailleurs tunisiens, le président Bourguiba a commencé à clore l'un des chapitres les plus sombres de son pays depuis l'indépendance. L'image de la Tunisie « égalitaire » et « respectueuse des droits de l'homme », constamment présentée par le chef de l'État, avait, en effet, été gravement atteinte par la condamnation du dirigeant syndicaliste, le 10 octobre 1978, à dix ans de travaux forcés pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État : « écrivain » accusé d'avoir écrit et diffusé une brochure intitulée « Le peuple et son chef », dans laquelle il était accusé d'avoir incité à la révolte.

La Tunisie avait également perdu de son crédit dans les démocraties occidentales à la suite de fréquentes violations des droits de l'homme qui se traduisaient par des arrestations arbitraires, des condamnations pour délit d'opinion en dépit des garanties constitutionnelles, et même des cas de tortures dénoncés tant par la Fédération internationale des droits de l'homme que par Amnesty International. Ce fut, entre autres, le cas des « oubliés du pénitencier de Borj-el-Krouj », renvoyés en prison il y a cinq ans après que, par une décision sans précédent, le chef de l'État eut « retiré » un premier décret de grâce les concernant. Sensibles aux réactions internationales, le président Bourguiba vient de gracier six de ces opposants, ainsi que deux autres condamnés pour leur activité politique.

Le geste de clémence et d'apaisement du chef de l'État était unanimement salué. Il a été bien accueilli en Tunisie et immédiatement salué dans le monde par les organisations syndicales et internationales qui avaient le plus vigoureusement dénoncé l'arbitraire. Leur satisfaction demeure cependant limitée, en raison du caractère sélectif de la mesure d'apaisement. Le président Bourguiba a en effet gracié le chef, mais non ses lieutenants : les quatorze collaborateurs de M. Achour jugés en même temps que lui demeurent en prison, de même qu'une centaine de militants politiques et syndicalistes, dont une vingtaine, impliqués dans la diffusion du journal clandestin « Ach Chaab », doivent comparaître le 11 août devant le tribunal correctionnel de Tunis.

Que le chef de l'État ait choisi le 3 août, date de son soixante-septième anniversaire, plutôt que le 25 juillet, jour de la fête nationale, pour manifester sa clémence, signifie, aux yeux de certains, qu'il a voulu marquer le caractère humanitaire plutôt que politique de son geste. A quelques semaines du congrès du Néo-Destour, prévu pour septembre, d'autres voient, cependant, dans la décision présidentielle les prémices d'une ouverture politique et la promesse d'une fonctionnalité plus démocratique des institutions. Le fait que les Tunisiens aient la possibilité de choisir entre deux candidats par scrutin aux prochaines élections, comme c'est le cas en Algérie, constitue certes un progrès, mais, pour le moment, la Tunisie ne semble pas devoir renoncer au parti unique.

En revanche, tout en se proclamant « socialiste », elle pratique de plus en plus un libéralisme économique qui la rapproche du Maroc. Aussi, l'ouverture sensible en direction d'une partie de l'opposition qui réclame le « multipartisme » est-elle moins destinée à ouvrir la voie au pluralisme qu'à consacrer la victoire au congrès du premier ministre, M. Hedi Nouira, en tant que futur successeur de M. Bourguiba.

« Les condamnés graciés. — Outre M. Habib Achour, ancien secrétaire général de l'U.G.T.T., MM. Ahmed Ben Othman, Noureddine Ben Khedder, Mohamed Bellakoma, Gilbert Nacache, Mohamed Fikri, Abdellah Roties, Othman Ben Brahim, Alouane et Ahmed Karoui ont été graciés vendredi 3 août par M. Bourguiba.

La question rhodésienne

Un compromis semble s'ébaucher à la conférence du Commonwealth

La question rhodésienne, principal thème des débats de la conférence du Commonwealth à Lusaka (Zambie), a donné lieu, le vendredi 3 août, à des interventions d'un ton conciliant. Le président Nyerere de Tanzanie, qui dirige le groupe des cinq États africains dits de « première ligne », a en effet exposé un plan de règlement tenant compte des intérêts des Rhodésiens blancs, tandis que le premier ministre britannique, Mme Thatcher, sans dévoiler ses intentions quant à la levée éventuelle des sanctions contre Salisbury, admettait pleinement les responsabilités de Londres dans l'évolution de son ancienne colonie, souhaitait des changements dans l'actuelle Constitution du Zimbabwe-Rhodésie, et annonçait de nouvelles propositions.

Le compromis qui semble s'ébaucher suscite de vives réserves de la part du Nigéria.

De notre envoyée spéciale

Lusaka. — En condamnant une nouvelle fois l'actuelle Constitution du Zimbabwe-Rhodésie, le président tanzanien, M. Julius Nyerere, a suggéré, vendredi 3 août, devant la conférence du Commonwealth, l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui prendrait en compte la minorité blanche en lui garantissant une représentation au Parlement. Il a, en revanche, à nouveau totalement rejeté la formule présente, où les Blancs bénéficient d'une minorité de blocage et détiennent les ministères-clés. Pour faciliter les négociations, il a par ailleurs relancé l'idée d'un forum et d'un programme pour aider tous les Rhodésiens blancs « qui ne voudraient pas vivre et travailler sous un gouvernement africain ».

Le président Nyerere a énoncé trois points à son avis fondamentaux pour un règlement. Le premier est l'élaboration d'une « Constitution démocratique ». Le second consiste en l'organisation d'élections « libres et justes, supervisées par des organismes internationaux ». Le troisième point est la création de fonds pour les Rhodésiens blancs. « C'est sur ces trois points, et spécialement les deux premiers, que l'espérance que nous pourrions parvenir à un consensus et agir », a conclu le président tanzanien.

Les menaces du Nigéria

Ce consensus semble acquis du côté des pays africains, avec, cependant, une réserve du Nigéria en ce qui concerne la création du fonds.

Le premier ministre britannique, Mme Thatcher, a très favorablement accueilli la suggestion de M. Nyerere sur la représentation de la minorité blanche. Elle a également, une nouvelle fois, reconnu la responsabilité de son gouvernement dans la mise

au point d'un règlement. En revanche, elle n'a pas répondu à la suggestion du président tanzanien selon laquelle « les Britanniques acceptent tous les principes ». Londres ne semble pas du tout favorable à une telle conférence. Mme Thatcher a déclaré, vendredi : « Nous resterons non propositionnels aux négociations ». Elle a ajouté : « Nous ne sommes pas prêts à accepter une telle proposition ». Elle a également déclaré : « Nous ne sommes pas prêts à accepter une telle proposition ».

Ce discours d'un ton conciliant n'a pas entièrement rassuré les représentants des pays du Commonwealth, qui craignent que Mme Thatcher ne demande pas le renouvellement des sanctions économiques votées par la Chambre des communes depuis 1968. « Si nous n'avons pas quelque chose de plus concret sur le Zimbabwe, nous considérerons que la conférence a été un échec », ont-ils déclaré. Ils ont également déclaré : « Nous ne sommes pas prêts à accepter une telle proposition ».

Le règlement rhodésien devrait être à nouveau abordé lundi après-midi.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Point de vue

Combattre l'injustice sociale

par ANDRÉ BERGERON (*)

Nous ne sommes pas de ceux qui ne voient dans les difficultés présentes qu'un prétexte pour justifier une politique. Cela serait vraiment trop simple.

Comme nous n'avons cessé de le répéter durant la campagne électorale européenne, nous y voyons la conséquence de l'incapacité des nations à maîtriser les phénomènes économiques et monétaires, aggravés par les bouleversements qui ont et vont transformer le monde. Et naturellement, la crise de l'énergie n'arrange rien.

C'est pourquoi nous demeurons plus que jamais convaincus de la nécessité de renforcer les institutions communautaires et de harmoniser les comportements de pays dont les structures sont comparables et qui sont confrontés aux mêmes difficultés.

Si chacun tire de son côté, en ignorant les autres, les problèmes deviendront plus graves encore. Et, par enchevêtrement, tout finira par être en cause, y compris la démocratie, la liberté et la paix. L'interdépendance des économies est devenue telle, que les solutions nationales seront de plus en plus difficiles à trouver. Et disons cela nous savons bien que tout ne peut être résolu au plan communautaire.

Nous avons conscience qu'il y a le reste de l'Europe et qu'il y a le monde. Mais le poids des pays de la Communauté économique européenne pèserait d'autant plus que leurs comportements seraient

les mêmes. C'est loin d'être le cas aujourd'hui.

Au passage, qu'on nous permette de regretter la façon dont s'est passée la première session du Parlement de Strasbourg.

A peine les politiques économiques nationales sont-elles appliquées qu'elles sont contraires par des décisions émanant de l'intérieur peu peuplé, bastions de l'Union européenne, pour reprendre les termes qu'utilisaient, il y a quelques années, les membres du Club de Rome.

En tout cas, on observe de nouveau, à peu près partout, des taux d'inflation plus importants. En rythme annuel, sur la base des trois derniers mois, ils risquent, dit-on, de se situer autour de 5 % en Suisse, de 6 % en Allemagne, de 11 à 12 % en France, de 13 % aux États-Unis et en Grande-Bretagne et de 16 % en Italie.

Le phénomène n'est pas spécial aux pays « capitalistes », puisque, par exemple, en Hongrie, on vient de décider des hausses qui vont de 51 % pour l'électricité à 12 % pour les matériaux de construction, en passant par 30 % pour le mazout, 25 % pour le charbon, 50 % pour le pain et 30 % pour la viande (le Monde du 24 juillet).

À ce sujet, nous persistons à considérer que si, à la limite, on peut admettre la libération des prix industriels, du fait de la concurrence internationale et des réalités du marché, il en est tout autrement sur le plan intérieur.

(Lire la suite page 16.)

Minuit

nous vider les poches. Quant aux revenus, il y a longtemps que M. Barre nous fait vivre parmi les pâles fantômes du libéralisme économique.

Je pense plutôt que c'est de la gauderie. Il y a des moments où, devant l'accumulation des succès, il devient nécessaire pour un homme politique de se dérober à l'enthousiasme du public.

ROBERT ESCARPIT.

AU JOUR LE JOUR

Cette nuit, quand mon horloge a sonné son douzième coup, j'ai vu, comme en un rêve, tous les pompistes de France se précipiter, tournoyant en main, vers leurs distributeurs pour en modifier le réglage. Et je me suis demandé : pourquoi minuit ? Certains disent que c'est l'heure des crimes, d'autres celle des révolutions.

Les crimes, c'est beaucoup dire : notre gouvernement n'en est pas à se cacher pour

La crise bolivienne

La paralysie du Congrès pourrait favoriser un coup de force militaire

L'impasse politique était totale samedi 4 août, à La Paz, où le nouveau Congrès bolivien, élu un mois plus tôt, paraissait incapable de désigner le nouveau chef de l'État appelé à prendre ses fonctions lundi. Les rivalités entre les deux candidats les mieux placés, MM. Victor Paz Estenssoro et Hernán Siles Suazo, leaders de deux fractions hostiles du Mouvement nationaliste révolutionnaire, bloquaient toute possibilité de compromis.

Certains chefs militaires et le général Hugo Banzer, ancien chef d'État et dirigeant d'un parti d'extrême droite, ne cachent pas leur désir de mettre un terme à la confusion en prolongeant le pouvoir des forces armées. L'hypothèse d'un coup d'État était envisagée à La Paz, alors que les syndicats ouvriers se félicitaient du succès de leur mouvement de grève générale destiné à soutenir M. Hernán Siles Suazo.

De notre envoyé spécial

La Paz. — La capitale bolivienne a vécu, le vendredi 3 août, une journée de tension : les chefs militaires ont multiplié les déclarations alors que le Congrès, qui n'a pu se réunir faute de quorum, n'a pas encore désigné le chef de l'État.

Le général Victor Castillo, chef d'état-major des forces armées, a déclaré que « les forces armées pourraient se maintenir au pouvoir, contre leur volonté, si les esprits ne se calment pas et si le président n'est pas élu par le Congrès dans le délai normal ».

L'ex-président Hugo Banzer, en troisième position aux élections du 1^{er} juillet à la tête de son parti A.D.N. (Action démocratique nationaliste), a affirmé, de son côté, être « étranger aux manœuvres de coup d'État » qui lui sont attribuées, mais il estime que la perspective d'un « coup d'État est toute proche si un accord politique n'est pas atteint dans les prochaines heures ».

Ses déclarations sur la nécessité d'un gouvernement intérimaire, les forces armées et la décision de l'A.D.N. de boycotter le Congrès sont apparues clairement comme de nature à hâter une opération militaire. D'autant que l'impasse politique semble totale. Ayant obtenu lors de l'élection du 1^{er} juillet la majorité des voix, la coalition de centre-gauche U.D.P. (Union démocratique et populaire) de l'ex-président Hernán Siles Suazo se retrouve cependant en seconde position au Congrès derrière son rival l'ex-président Victor Paz Estenssoro, qui dirige l'Alliance M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire), un front de centre-droit. Le système électoral favorise les départements de l'intérieur peu peuplés, bastions de l'Alliance M.N.R., aux dépens des départements plus urbains, fiefs de l'U.D.P. : il faut vingt-quatre mille voix pour être un député à La Paz, contre

mille deux cents dans l'État amazonien du Pando.

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, il appartient au Congrès de désigner le président. Des voix se sont levées demandant un accord entre M. Paz Estenssoro et Siles Suazo, afin de permettre que le transfert du pouvoir aux civils ait lieu. Mais les deux hommes sont d'une intransigeance totale. M. Paz Estenssoro entend profiter de sa majorité au Congrès pour être élu président. Au Sénat, l'Alliance M.N.R. a nommé un bureau entièrement composé de ses représentants, ce qui a scandalisé les autres secteurs politiques.

Le commandant en chef de l'armée, le général Ramon Azaro, a précisé que « la confusion ne peut durer indéfiniment ». La troupe a été cantonnée dans les casernes et les festivités de l'indépendance prévues pour le 4 août ont été supprimées. Il semble pourtant que la majorité des forces armées souhaite réellement abandonner le pouvoir.

Quant à M. Siles Suazo, il continue à revendiquer la présidence, ayant recours à une pression extra-parlementaire qui fait dangereusement monter la tension. Les parlementaires de centre-gauche de l'U.D.P. ont commencé à boycotter le Congrès imitant ainsi la tactique de leurs ennemis d'hier, les « banzeristes » de l'A.D.N. En fait, M. Siles Suazo, qui songe à faire une grève de la faim, paraît prêt à courir le risque d'un coup d'État pour barrer la route à M. Paz Estenssoro.

Ce duel est d'autant plus dérisoire que les divergences entre les programmes des deux formations sont assez minces. L'intransigeance des deux hommes est avant tout d'ordre personnel.

THIERRY MALINIAK.

La rébellion en Afghanistan

Une mise en garde de Washington à Moscou

Pour la seconde fois en deux jours, les États-Unis ont mis en garde l'Union soviétique à propos de son rôle en Afghanistan, dont le régime doit faire face à une rébellion islamique qui s'étend à la plupart des provinces du pays.

Washington vient d'autre part d'annoncer que Moscou avait récemment envoyé plusieurs centaines de nouveaux « experts » militaires à Kaboul, sans qu'on puisse encore savoir s'il s'agit d'envoyer une contre-offensive contre les forces musulmanes ou d'organiser l'évacuation des civils soviétiques.

« Les États-Unis espèrent que le principe de non-intervention sera respecté par toutes les parties en cause dans la région, y compris l'U.R.S.S. », a déclaré, vendredi 3 août, le porte-parole du département d'État, M. Gooding Carter. « Nous considérons, comme nous l'avons déjà dit, à-t-il poursuivi, une intervention extérieure dans les problèmes intérieurs de l'Afghanistan comme une affaire sérieuse. Washington suit de très près la situation à Kaboul », a ajouté M. Carter.

Ces propos font suite à ceux de M. Breznevski, le conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité, qui avait déclaré jeudi, évoquant la prudence des États-Unis durant la crise iranienne : « Nous examinons de la même manière que d'autres s'abstiennent d'imposer des doctrines étrangères à des peuples profondément religieux et nationalistes ».

Bien qu'il n'ait pas cité nommément l'Union soviétique, M. Breznevski a été pris à partie vendredi par l'agence Tass, qui l'a accusé d'avoir de nouveau utilisé des informations importantes de toute pièce sur la prétendue « menace soviétique ». M. Breznevski, ajoute Tass, préfère « reprendre des faits inexacts » que de reconnaître, par exemple l'« agression honteuse » contre le Vietnam ou bien « l'intervention de son pays en République dominicaine ». « Mais nul n'ignore que l'U.R.S.S. ne menace ni se s'apprête à menacer qui que ce soit », conclut l'agence soviétique. — (A.F.P., Reuter.)

L'ORCHESTRE DES JEUNES DE LA C.E.E. A COURCHEVEL

Une clé de sol pour ouvrir l'Europe

Quand elle parle, l'Europe se fait difficilement écouter. Quand elle s'exprime en musique, c'est autre chose. L'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, pour la deuxième année, va, du 8 au 19 août, donner une série de concerts d'Avignon à Londres, en passant par Venise, Salzbourg, Berlin, Copenhague et Gand.

C'est à Courchevel que cette formation, présidée par l'ancien premier ministre anglais Edward Heath et dont la direction musicale a été confiée à Claudio Abbado, est venue une dizaine de jours pour répéter les œuvres de cette tournée. Ce n'est pas sans doute le paysage alpin qui a attiré d'abord les organisateurs, mais le nouvel auditorium de la Fondation pour l'action culturelle internationale en montagne (FACIM), né de l'obstination de M. Gilles de La Roque, et actuellement présidée par M. Grimoud, ancien préfet de Savoie.

Trouver à 2 000 mètres d'altitude une salle de concert de quelque cinq cents places avec une acoustique d'exceptionnelle qualité n'est pas chose commune. Pour le plateau et les cent vingt-cinq musiciens nécessaires, il a fallu gagner provisoirement sur quelques rangs de fauteuils et rebâtir une évasion-scène provisoire. Ce qui fut fait grâce à la participation de la municipalité de Saint-Bon. Malgré ces modifications, le chef pourrait presque tourner les pages de son premier violon, mais cette intimité aide à la cohésion de l'ensemble, qui a la particularité de vivre un mois seulement et de renaitre chaque année sous une autre forme.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 13.)

Un voyage vers l'Asie

NAPLES : une messe à Santa-Lucia

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

(Lire page 2.)

0510071249

Le Monde

idées

TRAVAIL FÉMININ

Harmoniser le droit et le fait

par NICOLE PASQUIER (*)

L'ÉGALITÉ des hommes et des femmes dans la vie professionnelle est une question lancinante. Les lois et règlements ont posé ce principe sur lequel tout le monde est d'accord, mais le fait est que, dans la pratique, les femmes sont souvent désavantagées. Elles ont des difficultés à accéder à certaines professions, à certaines responsabilités. Elles sont souvent considérées comme des « secondes mains ». Elles ont des difficultés à concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale. Elles ont des difficultés à accéder à des postes de responsabilité. Elles ont des difficultés à accéder à des postes de responsabilité. Elles ont des difficultés à accéder à des postes de responsabilité.

bonnes conditions, autant il est illogique d'édicter des règles générales s'appliquant à toutes les femmes. L'affectation à un poste de travail appelle une décision individuelle dans le cadre d'une législation identique pour les hommes et pour les femmes.

Il importe aujourd'hui d'harmoniser le droit et le fait.

A terme, le problème est résolu. En raison de l'évolution constante du niveau de leurs diplômes, les femmes seront de plus en plus nombreuses à occuper des postes de responsabilité.

bilité, même si elles ont globalement plus de difficultés que les hommes à y accéder. C'est l'augmentation de leur nombre, l'effet de masse qui est important. J'ai fait dans cet article et j'y place beaucoup d'espoir parce que je suis attachée à la justice et à l'égalité, mais aussi parce que je suis persuadée que les femmes apportent dans l'organisation du travail, et finalement dans l'organisation de la société, des éléments originaux dont profite la collectivité. Mais il est clair que cette assurance pour l'avenir ne saurait être un prétexte pour laisser faire aujourd'hui.

Une action d'éducation et d'information

Il faut tout d'abord veiller à la bonne application de la loi. De ce point de vue, des mécanismes complémentaires devraient pouvoir être montés pour faciliter cette application. Mais on ne peut de toute façon limiter l'action à la recherche de la sanction à tout prix. Traquer les discriminations, c'est certainement nécessaire, mais c'est également tout à fait insuffisant, car c'est s'attaquer plus aux effets qu'à la cause.

Pour aller plus loin, il faut mener une action d'éducation et d'information.

Action d'éducation : le fondement de tout changement des esprits dans ce domaine repose tout d'abord sur la modification de l'enseignement. La politique qui a été engagée il y a quelques années doit être résolument poursuivie. Dans le prolongement de l'enseignement, la médiocratie égale-

ment être de règle dans l'emploi. C'est dans cet esprit que, à la suite du conseil des ministres du 6 septembre 1978, j'ai mis en œuvre une politique de diversification de l'emploi féminin qui commence à porter ses fruits. Il ne s'agit pas de pousser les femmes vers n'importe quel métier, vers des métiers qu'elles n'auraient pas envie d'exercer, mais de permettre à celles qui le souhaitent et qui se sentent capables d'élargir, d'enrichir la gamme des métiers accessibles aux femmes.

Vous avez sans doute vu à la télévision la fille d'un menuisier reprenant le « flambeau » paternel. Ce n'est pas du théâtre, mais l'expression d'une réalité que j'ai rencontrée. De même, à l'heure actuelle, la profession de la réparation auto-

(*) Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emploi féminin).

mobile cherche à recruter cent mille personnes : elle est d'accord pour accueillir des femmes, ce qui ne se faisait pas jusqu'à maintenant. Il y a là une voie à suivre. L'intérêt est confirmé par le courrier que je reçois de jeunes femmes souhaitant entrer dans cette profession.

Aujourd'hui, le nombre des métiers ouverts aux femmes est extrêmement restreint, parce que limité à quelques « métiers féminins ». Il faut faire évoluer ce cloisonnement entre métiers féminins et métiers masculins qui permettra aux femmes de sortir d'un univers professionnel étiqué.

Action d'information : il circule à propos de l'emploi féminin beaucoup d'idées fausses et de préjugés, contre lesquels il faut lutter. Il en est ainsi des conséquences dévalorisées que sont censées avoir sur l'organisation du travail la maternité ou l'absentéisme par exemple. Il faut par ailleurs que les femmes soient mieux informées pour mieux utiliser leurs droits et tout ce qui peut les aider à une meilleure insertion professionnelle.

C'est pour approfondir ces différents points que j'ai créé à la fin de l'année dernière un groupe de travail présidé par M. Jacques Baudouin, directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi. Ce groupe a tenu sa dernière réunion le 28 juillet et il me remettra son rapport au début du mois de septembre prochain. J'ai l'intention d'en exploiter les conclusions le plus rapidement possible.

Assurer aux femmes et aux hommes l'égalité dans leur vie professionnelle : c'est une action indispensable pour l'avenir de notre société.

Le métier de mère de famille

par ALAIN PLANTÉY (*)

P ARMI les maux dont souffre la société française contemporaine, deux sont bien connus et particulièrement graves : il s'agit, d'une part, du chômage croissant qui sévit chez les jeunes et chez les femmes, d'autre part, de l'évolution inquiétante de la courbe démographique, notamment du fait de la raréfaction des familles de trois enfants et plus.

Or, il se trouve que l'Etat est en mesure d'apporter, à ces deux problèmes à la fois, une solution certes partielle, mais réelle et raisonnable : il suffirait qu'il aménage sur un point le régime d'emploi des centaines de milliers de femmes qui travaillent dans ses administrations.

Sommairement, la femme fonctionnaire qui souhaite s'occuper complètement de ses enfants est, suivant les textes en vigueur, invitée à demander d'abord un congé pendant deux ans, puis sa mise en disponibilité : elle s'y refuse généralement parce que, pendant toute cette période de non-activité, elle perd ses droits à salaire et à pension, ainsi que moitié, puis totalité de son avancement normal. Il s'agit de compléter ces dispositions en offrant la possibilité du maintien en activité, avec l'intégralité de son traitement, de son avancement et des avantages qui en découlent, à la mère désirant interrompre son service pour assurer l'éducation de son troisième enfant tant qu'il n'a pas atteint l'âge usuel d'admission dans une crèche.

Obligation serait faite aux services employeurs de recruter de nouveaux agents, nombre pour nombre, soit, de préférence en

offrant des places supplémentaires aux concours d'entrée dans la fonction publique, soit à titre transitoire, en faisant appel à des chômeuses qualifiées sur le plan professionnel. Des dispositions seraient éventuellement prévues pour étaler sur deux ou trois ans les premiers effets de cette réforme dans les secteurs où ils pourraient être gênants pour la qualité du service.

Bien entendu, mille objections administratives, budgétaires, juridiques, professionnelles seront faites à cette proposition : elles peuvent toutes recevoir réponse. C'est ainsi que ses conséquences financières se révéleraient plus modérées qu'il n'y paraît, la dépense résultant des salaires versés pendant deux ans étant grandement compensée par les économies réalisées au titre de l'indemnisation du chômage, du placement des jeunes, du recrutement des intérimaires qu'appellent les maladies infantiles. La Sécurité sociale y gagnerait des cotisations. En vitesse de croisière, le retour des bénéficiaires à leur emploi s'effectuerait par rotation, suivant des prévisions faciles sous réserve des cas de naissances successives.

Limité sans nul doute par les communes et de nombreuses entreprises publiques et privées qui, elles aussi, emploient des centaines de milliers de femmes, une telle initiative aurait un effet social bénéfique pour toute la nation : accroissement de la natalité, éducation des jeunes enfants, stabilisation des foyers, allègement des tâches féminines, et surtout reconnaissance du métier de mère de famille.

(*) Conseiller d'Etat.



Un voyage vers l'Asie

Naples : une messe à Santa-Lucia

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Naples. — A ceux qui sourent de leurs superstitions, prêts à y voir un signe d'insuffisance intellectuelle, les Napolitains opposent l'exemple de Giovanni Leone, ancien président de la République compromise dans le scandale Lockheed. Avocat napolitain et enfant du Mezzogiorno, Leone, bien sûr, n'ignorait rien de la « jettatura », du mauvais œil ou « malocchio », spécialité locale qui correspond en gros aux jeteurs de sort des campagnes françaises. En visite officielle à Fiesse, Leone tomba un jour sur des manifestants qui le conspuèrent, péripétie bien banale de la vie politique italienne. Les membres de son entourage, pourtant, et même quelques journalistes accompagnant ce jour-là le président, notèrent un détail fabuleux. Saluant d'une main la foule, Leone dirigea discrètement vers les manifestants son autre main, index et auriculaire joints, c'est-à-dire formant les « cornes » en signe de conjuration du mauvais sort.

Rita-Len, sérieusement en usage dans les « bassi » de Naples, quand elles sont le fait du président de la République italienne lui-même ? En posant cette question aux visiteurs, les Napolitains — mi-fière, mi-ralais — se rassurent précipitamment sur eux-mêmes.

toire à tous les trafics qui font vivre ici une bonne centaine de milliers de personnes. Certes, la contrebande et la « Camorra » (mafia locale) sont aussi vieilles que Naples, et l'on parle naturellement de la « Malavita », le pègre, le milieu comme d'une institution officielle. Ici, comme ailleurs, pourtant, les temps changent depuis peu et ce n'est pas dans le bon sens. J'en veux pour preuve la dernière péripétie survenue dans la vie de Maria.

Elle gare, un soir, son Alfa Romeo au pied d'un immeuble où des amis l'attendent. En dix minutes, la voiture disparaît, chargée à la grue sur une remorque de la fourrière municipale frappée aux armes de Naples. La remorque, bien entendu, est fautive, et les employés municipaux de petite taille déguisés. Maria ne s'agitait qu'à moitié d'un scénario bien banal au pied du « Malavita ». Comme font tous les Napolitains en pareilles circonstances, elle envoie son avocat vers la via Forcella prendre contact avec un « responsable » de la « Malavita » et négocier la restitution payante de l'Alfa Romeo. Le plupart des cambriolages de Naples débouchent sur une tractation indirecte entre voleur et volé, où chacun trouve son compte. Cette fois pourtant, les pourparlers échouent net. La voiture, explique à l'avocat un « notable » du milieu, a sans doute été chargée, après marquage des numéros, sur un bateau en partance pour l'Arabie Saoudite. Hélas ! Les responsables de ces exportations automobiles clandestines — nouveau trafic napolitain — appartiennent à une jeune génération de la « Malavita » qui ne respecte plus les règles. Tout Naples se désole en évoquant cette modification des mœurs.

Au regard de cette nouvelle vague napolitaine, les contrebandiers que nous retrouvons ce matin-là au port de Santa-Lucia, à l'ombre du Castel del Vovo, participent d'une tradition plus rassurante. Spécialisés depuis longtemps dans le

trafic des cigarettes américaines, ce sont d'abord de fameux navigateurs. Leurs vedettes rapides, toutes peintes du même bleu et aménagées en vraies camionnettes de la mer, sont fabriquées sur place dans des chantiers navals liés à la « Malavita ». Chaque matin, on peut voir les flottilles fonder sans complexe vers le large au-devant de mystérieux rendez-vous. Les compétitions et les courses de vitesse qui les opposent à la police obéissent à des codes embrouillés, dont on serait bien en peine de démêler les règles. Hier encore, les célèbres parcs à moulins de Naples, follement construits face aux égouts de la ville et qui furent en 1973 responsables de l'épidémie de choléra, servaient de labyrinthes providentiels aux contrebandiers et d'appartements invisibles. En dépit des risques sanitaires considérables que faisaient courir ces moulins archipollués à la population, la « Camorra » s'opposait donc longtemps au démantèlement des parcs. Ceux-ci ont aujourd'hui disparu après de chaudes luttes.

Le « métier », me dit-on, devient donc sans cesse plus difficile à Santa-Lucia, et les contrebandiers perdent le sourire. Sur instructions récentes du ministère des finances, la police financière de Naples — contre l'avis des « carabinieri » et des douaniers — a choisi de « serrer la vis », renforçant son contrôle sur l'une des rares industries florissantes de la Campanie. L'importance prise, ici comme ailleurs, par la drogue dans les activités du milieu n'est pas étrangère à ce raidissement policier. Naples, en tout cas, demeure une plaque tournante, un centre de transit important en matière de stupéfiants, et une guerre sanglante oppose traditionnellement la « Malavita » aux truands de Marseille. Les rapports se tendent en même temps avec la police, et les courses navales entre « bateaux bleus » et vedettes officielles se font plus acharnées. Certes, les contrebandiers s'efforcent de faire face à ces « agres-

sions » en mobilisant toutes les ressources de l'électronique et des télécommunications. Mieux équipés, dotés de la radio et parfois de radars, les « bateaux bleus » se veulent insaisissables. En 1978, pourtant, l'une des embarcations de la « Malavita » sombra corps et biens et trois contrebandiers périrent en mer. Scandale.

Dans les « bassi » de la via Forcella, l'opinion indignée rendit aussitôt la police financière responsable de ce naufrage. Une cérémonie religieuse à la mémoire des trois truands disparus fut organisée à la chapelle de Santa-Lucia. Une foule incroyable de petites gens s'y précipita, trouvant ainsi l'occasion d'une protestation « politique », toute rétentissante de pleurs et de malédictions populaires.

Il faudrait ne rien comprendre à Naples pour s'étonner — ou pire, sourire — de ces péripéties qui ne sont pittoresques qu'aux yeux des étrangers. Dans ce « paradis habité par des démons », pour reprendre une vieille définition qui veut souligner le contraste entre la douceur du décor napolitain et la dureté de la vie qui l'habite, « combinaisons » et délinquance ne furent jamais le fruit d'une quelconque perversité des esprits. On ne voit jamais que pour survivre dans cette ville inachevée et sans vraie richesse, où la misère la plus sordide paraît consubstantielle à l'histoire locale. Les princes napolitains, d'ailleurs, et singulièrement les Bourbons, favorisèrent en leur temps une plèbe qu'ils purent lancer contre la bourgeoisie éclairée, venue à la révolution de France. Naples, aujourd'hui, est donc naturellement enfoncée dans un extraordinaire « état d'exception » qui n'en finit pas de séduire l'Europe.

Le décor de la via Forcella, avec ses entassements de raplages, ses étals croulants sous d'innombrables brio-à-brac de contrebande, ses « scugnizzi » (enfants des rues) de vit argent, ses prostituées vieillissan-

tes et ses homosexuels frôleurs, n'est pas seulement le quartier louche d'une métropole ordinaire. Il participe d'une véritable sous-culture qu'on aurait bien tort de prendre pour un simple folklore.

Toute une littérature, à Naples, exprime en fait sur le mode grandiloquent ces accablants tragiques avec la règle ou la moralité que commande depuis toujours la dure nécessité locale. On s'attendrait un peu au récit de ces mélodramas le plus souvent édités dans leur épilogue — qui nourrissent ici beaucoup de conversations. L'Europe qui ne retient de Naples que l'image honteuse d'une gouaille « pittoresque » : qui envoie ses touristes vers les moelles douces de Capri, a-t-elle souvent pris la peine de regarder cette ville qui est — aussi — sa mémoire ?

La « Scenaggiata », par exemple, genre théâtral bien particulier, surgit napolitain de la « commedia dell'arte », raconte par le menu le quotidien de cette mauvaise vie — dont le fond procède d'un désespoir maquillé en bavardages. Les thèmes en sont presque immuables : une famille pauvre, à bout de résistance, « tombe » dans la mouvance de la « Malavita ». La fille aînée se prostitue et le frère, poings serrés, part en guerre contre les maîtres de la ville. Hontes et déchirements : les choses finissent souvent au plus mal.

Hier encore, me souffle Maria, l'arrivée d'un garçon efféminé dans une famille des « bassi » était saluée comme un événement heureux, annonciateur de richesses prostituées et de rentes d'argent. La « scenaggiata », aujourd'hui, a donné naissance à toute une production cinématographique populaire qui en est le prolongement filmé. Les « Guappi » (petits voleurs), l'un des premiers films tournés sur la pègre napolitaine, est la plus célèbre de ces productions commerciales qui s'intitulent aussi « la Dernière Guape ». « On ne touche pas aux enfants », etc. Repris et modernisés, les vieux thèmes de la « scenaggiata » y

accusent l'évolution des mœurs. Les nouvelles guapes sans foi ni loi n'ont plus le respect des familles, s'abandonnant au commerce de la drogue, etc.

Naples sans moralité n'est sûrement pas sans moralisme.

Déambulant dans le quartier espagnol, flânant sur la place Dante, haut lieu du trafic de la drogue, il arrive tout de même que l'on s'interroge. Cette vision de Naples, terrible et romanesque à la fois, ne participe-t-elle pas, quoi qu'on dise et quoi qu'on veuille, d'une sorte d'exotisme au second degré ? Pour serrer au plus près la réalité quotidienne de 1979, faudrait-il s'attacher plutôt au demi-écho des communistes, qui, aux dernières élections européennes, ont perdu des voix dans la plupart des circonscriptions de la région ; aux manifestations des chômeurs organisées ou à la spéculation immobilière ; à la déroute significative des Noyaux armés prolétaires (NAP), version napolitaine des Brigades rouges, etc.

La vie politique, ici, avec ses compromissions et ses tonitruantes comédies, serait-elle la grande affaire à quoi se ramènerait finalement tout le reste ? N'est-elle, au contraire, à la surface des choses, que l'expression superficielle d'un grouillement moins facile à schématiser ?

En rejoignant l'intravouable cohue de la gare centrale — avec ses familles agglutinées aux portières des trains, ses mauvais garçons en maraude et ses valises qui, prestement, disparaissent — j'achète le « Corriere della sera », grand quotidien de Milan. En page 2 et sur trois longues colonnes, les envoyés spéciaux du meilleur journal d'Italie proposent un triple reportage sur Naples. Thèmes des articles : le travail noir des enfants, l'industrie de la « bonne aventure » qui fleurit sur la misère, et les superstitions du Mezzogiorno.

Quittant Naples, Son soleil attend les touristes.

(A suivre.)

Le Monde

étranger

LES PROPOS DU PRÉSIDENT CARTER
SUR LES DROITS DES PALESTINIENS

La politique des États-Unis à l'encontre de l'O.L.P. demeure inchangée déclare M. Mondale

La politique des États-Unis à l'encontre de l'O.L.P. « demeure inchangée », a souligné le vice-président Walter Mondale, affirmant que des propos attribués récemment au président Jimmy Carter sur ce sujet avaient été « déformés ». (Le Monde - du 4 août). Dans une interview à la télévision israélienne, M. Mondale a ainsi cherché à expliquer la parallèle que M. Carter avait tracé, en début de semaine, entre l'O.L.P. et les mouvements qui militent aux États-Unis pour les droits civiques.

« Le président a évoqué certaines dispositions des accords de Camp David et il estime que le droit au retour de certaines personnes sur le territoire d'Israël ne saurait être un effet négatif de la situation. C'est ainsi que M. Mondale a expliqué que, selon lui, M. Carter a « comparé cette situation avec celle de la compagnie pour les droits civiques aux États-Unis, quand l'assimilation de la discrimination dans les collèges était, par exemple, empêchée par des personnes qui n'avaient pas, elles-mêmes, l'intention d'être étudiées dans ces écoles ». « À aucun moment le président n'a voulu établir un lien entre les organisations pour les droits civiques de notre pays avec la prétendue O.L.P. », a affirmé M. Mondale.

Le vice-président américain a assuré ensuite : « Notre politique à l'égard de l'O.L.P. demeure inchangée. Nous faisons état de multiples reprises - nous n'avons pas de contacts avec elle tant qu'elle n'acceptera pas la résolution 242 des Nations unies et ne reconnaîtra pas le droit permanent d'Israël à exister. » Aux Nations unies, M. Zaidi Tarazi, chef de la délégation de l'O.L.P. auprès des Nations unies, a répliqué, vendredi 3 août, le contenu du « document de travail » élaboré par les pays arabes modérés, avec l'accord des représentants des Nations unies, qui sera soumis dans sa forme définitive au Conseil de sécurité lorsque ce dernier reprendra, le 23 août, ses travaux sur le problème palestinien, comprend les quatre points suivants :

— Droit du peuple palestinien à l'autodétermination ;
— Droit à une patrie palestinienne dans le cadre d'un « État indépendant » ;

IRAK AMNESTY INTERNATIONAL CONDAMNE LES EXÉCUTIONS SOMMAIRES

Dans un communiqué publié à Londres, jeudi 2 août, Amnesty International se dit « gravement préoccupé » par les arrestations qui continuent sur une large échelle en Irak. Les personnes qui ont été arrêtées, déclare l'organisation, sont exposées à des procès devant une cour spéciale qui ne satisfait à aucune des exigences légales de base des procès honnêtes. Il est probable qu'un grand nombre de condamnations à mort seront prononcées, et qu'elles seront suivies d'exécutions sommaires. Amnesty International rappelle que des tribunaux spéciaux ont été établis et leurs membres choisis par le Conseil de commandement de la révolution, organe dirigeant de l'Irak. L'organisation affirme avoir rassemblé les noms et les identités d'un moins cent trente-trois personnes, pour la plupart kurdes et membres du parti communiste irakien.

Amnesty International souligne encore que l'Irak compte le plus grand nombre d'exécutions capitales au Proche-Orient. Depuis 1974, une moyenne de cent exécutés chaque année. Depuis janvier 1978, l'organisation affirme avoir rassemblé les noms et les identités d'un moins cent trente-trois personnes, pour la plupart kurdes et membres du parti communiste irakien.

Amnesty International appelle au gouvernement irakien, afin qu'il observe les stipulations de la convention internationale sur les droits civils et politiques ratifiée le 25 janvier 1971. Cette convention prévoit que tout inculpé a droit à des interrogatoires honnêtes et publics devant un tribunal compétent indépendant et impartial, établi par la loi, à disposer du temps nécessaire et des facilités en vue de préparer sa défense et à ce que sa condamnation et la sentence le concernant soient revues par un tribunal d'un niveau supérieur, conformément à la loi.

— Droit de tous les Palestiniens à retourner dans leurs foyers, ou à recevoir un dédommagement financier, s'ils choisissent de demeurer à l'étranger ;
— Enfin, le document reprend la résolution 242 du Conseil de sécurité, qui reconnaît le droit d'Israël à vivre en paix, et l'oblige à se retirer des territoires occupés au cours de la guerre de 1967.

M. Tarazi a déclaré que ce document lui semblait « équilibré » et qu'il ne serait pas surpris si la commission des Nations unies pour l'établissement de la paix et de la stabilité au Sud-Liban, et si l'Assemblée générale des Nations unies, acceptaient ce document.

La guerre au Sud-Liban
Une fois de plus, les États-Unis ont critiqué Israël après le raid lancé dans la nuit de jeudi à vendredi par les forces israéliennes contre des positions palestiniennes au Sud-Liban. Le porte-parole du département d'État, M. Hodding Carter, a déclaré que son gouvernement « regrette de telles actions, qui ne peuvent que rendre plus difficile l'établissement de la paix et de la stabilité au Sud-Liban ». Le porte-parole a noté que, au cours de leur raid, les forces israéliennes avaient franchi la ligne de démarcation de l'ONU, et il a implicitement appelé Israël à respecter le mandat de la FINUNU. A Beyrouth, un communiqué du parti communiste libanais indique que deux militants de ce parti ont été tués au cours de cette opération, qui, selon l'agence officielle de la chaîne américaine N.B.C., autorisée pour la première fois à accompagner les unités israéliennes. — (A.F.P., U.P.I.)

Le premier anniversaire de l'assassinat d'Elizabeth Salka, représentante de l'O.L.P. à Paris, a été célébré vendredi 3 août par une réunion dans les locaux de la Ligue arabe où fut commis le meurtre. Le représentant de l'O.L.P. en Irak, M. Ibrahim Souss, a pris la parole pour faire l'éloge de son prédécesseur et évoquer les « martyrs de la révolution palestinienne assassinés en territoire français », avant d'exprimer l'espoir que la police française puisse retrouver tous les assassins.

Argentine
L'ÉGLISE CATHOLIQUE s'est prononcée vendredi en faveur du droit des travailleurs à donner à leurs associations professionnelles « les structures et l'organisation qu'ils jugent nécessaires », y compris en choisissant entre l'unité et la pluralité syndicale, sans pressions privées ou officielles.

Éthiopie
LE COLONEL TESFAYE WOLDE SELASSIE, membre du conseil militaire (DERG), a été nommé, le 2 août, ministre de la sécurité publique et nationale, portefeuille nouvellement créé. — (A.F.P.)

Guatemala
LE VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Alfonso Rios, enlevé il y a deux semaines par les guérilleros des forces armées rebelles, a été libéré dans la nuit.

Portugal
LE TRIBUNAL SUPRÊME a reconnu, vendredi 3 août, l'existence de la part de la droite portugaise (F.D.P.-extrême droite), qui a annoncé sa décision de se présenter aux élections législatives de novembre prochain. Le P.D.F., créé à partir du Mouvement indépendant de reconstruction nationale du général Salazar de 1976, se présente sous le sigle M.I.R.N.-P.D.P.

Turquie
LE TRIBUNAL DE L'ÉTAT DES SIEGES d'Ankara a condamné, le 2 août, le militant d'extrême droite Ibrahim

LES ÉLECTIONS EN IRAN

Plusieurs partis dénoncent des irrégularités

Téhéran (Reuters). — Les élections de l'Assemblée d'experts de soixante-quinze membres chargés de mettre au point le texte définitif de la Constitution iranienne se sont déroulées dans le calme, vendredi 3 août. Mais plusieurs partis se sont plaints d'irrégularités.

L'imam Khomeiny avait, dans la matinée, invité les électeurs à voter en masse pour infliger « un démenti cinglant à ceux qui, en Iran comme à l'étranger, veulent donner l'impression que les Iraniens sont les de la République islamique ». Le « guide de la révolution », qui n'était pas candidat, a voté à Qom, entouré de milliers de partisans.

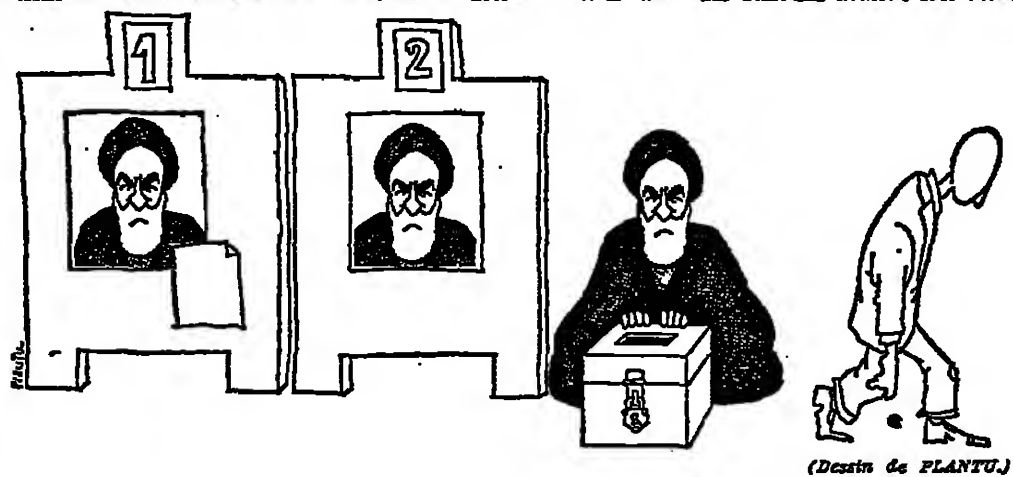
La participation a été modérée à Téhéran. Faible aux premières heures de la matinée, elle est revenue à son niveau habituel à celle enregistrée lors du référendum de mars dernier sur l'instauration de la République islamique.

Les opérations de vote ont officiellement pris fin à 13 h 30 G.M.P., mais les scrutateurs ont continué à travailler plusieurs heures après la fermeture officielle.

M. Sabbaghian, ministre de l'Intérieur, avait précisé que les bureaux resteraient ouverts « aussi longtemps que des électeurs se présenteraient ». A Téhéran, les tables étaient couvertes de listes de candidats du parti républicain islamique se réclamant de Khomeiny. Dans de nombreux bureaux, où tout isolait était banni, les photos des candidats de ce parti étaient apposées sur les murs. Aucune liste officielle des candidats n'avait été établie, et les élections étaient censées, savoir quel candidat se présentait et sur quelle liste.

Dans la cour de la principale mosquée du Bazar de Téhéran, des électeurs ont copié les noms des candidats du parti républicain islamique à partir de listes déposées sur les tables. L'un des scrutateurs a déclaré : « Si vous ne savez pas comment voter, je le ferai pour vous. » La commission de contrôle des élections a décidé d'ouvrir une enquête sur les informations selon lesquelles des scrutateurs auraient rempli eux-mêmes les bulletins de vote d'illégitimes.

Le parti républicain du peuple musulman de l'ayatollah Chariat-Madari a annoncé qu'il publierait samedi une liste des irrégularités commises. Un porte-parole du parti démocratique kurde a indiqué de son côté que les autorités n'avaient pas ouvert suffisamment de bureaux de vote et que des bulletins avaient fait défaut.



(Dessin de FLANTU.)

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Mauritaniens et Sahraouis négocient à Alger

De notre correspondant

Alger. — Mauritaniens et Sahraouis ont repris leurs ententes vendredi soir, 3 août, à Alger, après une interruption de quatre mois, marquée notamment par la rupture, le 15 juillet dernier, du cessez-le-feu unilatéral décidé par le Polisario une année auparavant, et le vote par le séminaire sahraoui de la résolution 242. La délégation mauritanienne est dirigée par M. Ahmed Salem Ould Eidi, deuxième vice-président du comité militaire de salut national (C.M.S.N.), qui avait déjà présidé la délégation de son pays aux entretiens algéro-mauritaniens d'avril et de juin derniers. La délégation sahraouie est, de son côté, dirigée par M. Bachir Moustapha Sayed, secrétaire général adjoint du Front Polisario, qui avait participé aux vingt-quatre séances d'entretiens mauritano-sahraouis à Bamako, Dakar, Paris, Tripoli, et au terme desquelles, dénonçant les « tergiversations » mauritaniennes, le Polisario avait décidé la rupture du cessez-le-feu. Pour M. Sayed, il s'agit d'une nouvelle « étape de négociations pour aboutir à la paix ».

En fait, dans l'esprit des Sahraouis, le terme de « négociations » est impropre puisqu'il s'agit uniquement de « mettre au point les modalités pratiques de la restitution de la partie du Sahara occidental occupée par la Mauritanie à son titulaire légitime, le peuple sahraoui ». Pour le Polisario donc, ce terme n'implique aucun « marchandage » sur la souveraineté de la République arabe sahraouie démocratique et indépendante de son territoire, dans les frontières laissées par la colonisation espagnole. M. Sayed a concentré ses critiques sur le Maroc et les États-Unis, soulignant notamment que

DANS UN CAMP DE RÉFUGIÉS DE LA ZAPU EN ZAMBIE

« Joshua Nkomo nous ramènera à la maison »

De notre envoyée spéciale

Lusaka. — « Après l'indépendance du Zimbabwe, ces jeunes filles devront rester ici un an ou deux, le temps de réorganiser le pays, voilà pourquoi on construit un dur », s'exclame M. Joshua Nkomo, président de la ZAPU (Union du peuple africain du Zimbabwe), Tour à tour, souriant et dédaigneux, puis, soudainement, violent, il répondait jeudi 2 août aux journalistes invités à visiter un camp de réfugiés situé à une trentaine de kilomètres de Lusaka en Zambie. Ce camp, appelé « camp de la victoire », abrite environ huit mille personnes, des familles, mais surtout cinq mille jeunes filles entre sept et vingt-deux ans.

D'un côté, de vieilles tentes et quelques bâtiments, un hangar où travaillent environ cent cinquante hommes et femmes. Les uns cousent, les autres tricotent à la main ou à la machine, plus loin on repasse : ces travailleurs volontaires, huit heures par jour, quoique froids, démontrent, fabriquant des vêtements pour leurs « camarades », et surtout pour les « boys », les guérilleros qui combattent en Rhodésie à partir de la Zambie. Tout ici provient de dons. Les machines, les fonds, tout. Les principaux donateurs sont les organisations mondiales, les églises et des pays, individuellement, surtout les pays de l'Est.

« Nous avons tout près de Lusaka un autre camp, raconte Joshua Nkomo. Il a été attaqué par les rebelles (l'armée rhodésienne) trois cents de nos garçons sont morts. Nous ferons transférer à environ cinq cent kilomètres. Ce camp est essentiellement pour les filles... La plupart n'ont plus leurs parents ou bien ne savent pas où ils sont. Leur maison a été détruite. »

Entourant leur chef, plusieurs centaines d'écoliers chantent pour les visiteurs : « Joshua Nkomo nous ramènera au Zimbabwe, Joshua Nkomo nous ramènera à la maison... Le Zimbabwe est notre patrie. »

Mais quand se fera ce retour ? A Lusaka, vendredi 3 août, les pays du Commonwealth discutent du Zimbabwe Rhodésie, mais on ne peut attendre de cette réunion une résolution. Ce n'est pas le but du Commonwealth. Au « club », on ne procède qu'à des échanges de vues. « Je ne suis ni encouragé ni découragé par ces discussions », déclare M. Nkomo. On y entend beaucoup de paroles, mais la voix des actes. « Le Commonwealth fera de son mieux mais que fera après la Grande-Bretagne ? »

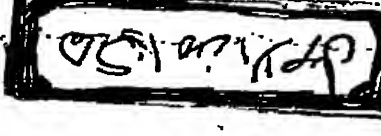
Boutade ou parole sincère ? Interrompu sur son rôle après l'indépendance, M. Nkomo, qui a cinquante-huit ans, a déclaré qu'il se retirerait : « J'ai combattu pendant trente ans, et-t-elle dit, il faut laisser la place aux jeunes. » Il est vrai qu'il a aussitôt ajouté : « Si mon peuple la veut, je la restaurerai cependant quelques mois. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

A TRAVERS LE MONDE

les, a été libéré dans la nuit. Les guérilleros réclamaient la libération de deux de leurs compagnons et d'un paysan arrêté il y a un mois. Ils n'ont pas obtenu satisfaction.

Yugoslavie
NOUVEAU REBONDISSEMENT de la polémique bulgare-yugoslave sur la Macédoine. — L'intention des organisateurs des soirées poétiques de Struga, en Macédoine, de célébrer comme écrivain macédonien le poète bulgare de langue macédonienne, a suscité le 2 août, une violente protestation de l'Union des écrivains bulgares qui accuse la Macédoine de vouloir créer « une conscience nationale dite macédonienne » et considère ce poète comme bulgare. Il s'agit là d'un « mélange de mensonges, de fausx et d'insultes », écrit l'agence yougoslave Tanjug. — (A.F.P.)



EUROPE

Union soviétique

***La direction de l'A.F.P. demande
qu'aucune entrave ne soit mise
à l'activité de ses correspondants***

De notre correspondante

de l'ancien président dans leurs murs, les Nixon ont fait savoir qu'ils renonçaient à s'installer à cette adresse et reprenaient la provision qu'ils avaient déjà versée.

Motif de cette opposition : les allées et venues, que la présence de l'ancien chef d'Etat ne manquera pas de provoquer dans l'immuable, constitueraient un trouble de jouissance insupportable pour ses habitants. Aucune objection d'ordre moral ou politique ne semble avoir été soulevée. En fait, le véritable motif de cet ostracisme est sans doute la peur : la sécurité ressentie par le premier souci des New-Yorkais qui habitent, quand ils le peuvent, des immeubles équipés de systèmes de surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ne saurait être comprise par les auteurs, de tous ou de justiciables la présence du « héros » du Watergate risquerait d'altérer dans ce respectable environnement.

Aux dernières nouvelles, les Nixon envisageraient d'être domiciliés au Connecticut, aux portes de Manhattan.

NICOLE BERNHEIM.

NICOLE BERNHEIM.

A partir du 26 août
PLUS DE LIBRE CIRCULATION
DES ÉTRANGERS ENTRE
LES CINQ PAYS NORDIQUES

De notre correspondant

gramme de cinq ans réclamé par Kieisinger. Sans doute les dirigeants américains ont-ils clairement qu'ils ne rallieront-ils à cette condition (M. J. son s'ont notamment assuré que l'attitude n'avait pas changé), il n'est pas interdit de le supposer.

M. Cranston, chef de file des seconds des démocrates du Sénat, s'est d'ailleurs au même avis. Si les Américains ne sont pas fondamentalement hostiles au traité ne passerait pas douze actuellement.

Si tout le monde, ou presque, compris les « colombes », pour ainsi dire, trouve son compte dans un semblable de dispositions qui, d'une part, obligerait le gouvernement soviétique à fournir plus d'informations sur les intentions de l'autre part, le contraindrait à obtenir des Soviétiques des réductions d'armements plus importantes au cours des négociations.

MICHEL TATU.

• **Le premier tome**
« *Mémoires* » de l'ancien se-
taire d'Etat américain, M. H.
Kissinger, sera présenté pour
première fois au public le 23 oc-
tobre prochain à la Foire inter-
nationale du livre de Franc-
fort, annoncée vendredi 3 août
à Munich, la maison d'édition ou-
slois allemande Bertelsmann qui
a acquis les droits pour la R.F.G.

Le premier tome, qui éva-
lué la période allant de 1968 à
1973, est épais de mille sept cents p.
Le second tome, qui va de
1973 à 1978, sera mis en vente au d-
but de l'année 1981, précise la ma-
ison d'édition ouest-allemande.
(A.F.P.)

ASIE

VI

Des «organisations» sont condamnées

Des tribunaux vietnamiens prononcés de lourdes peines contre des personnes accusées d'organiser des départs en gaux « de réfugiés ». M. F. Van Mon a été condamné à 15 ans de prison, M. N. H. H. à 10 ans de prison. M. N. H. H. est le président de la province Dongnai, a annoncé samedi quotidien du P.C.V., *Nhan Luu*. Le journal n'a pas précisé si le condamné avait été exécuté. Deux de ses complices ont été condamnés à des peines de 10 et sept ans de prison. M. N. H. H. était accusé de meurtres, d'

d'émigration illégale. Vendredi, le tribunal de Ho-Chi-Minh avait condamné plusieurs auteurs de départs à des peines de huit à dix-huit ans de détention.

D'autre part, l'agence Taïwan accusé vendredi, la VU, une américaine, qui croise en Asie du Sud-Est pour rechercher « host people » d'actions nocives à « La présence de bâtiments américains à proximité immédiate des eaux territoriales vietnamiennes pour pratiquer une certaine catégorie de personnes dans ce pays à émigrer illégalement, poursuit l'agence qui occasionne pour le futur

Vietnam

Des «organiseurs de départs illégaux» sont condamnés à de lourdes peines

ies supplémentaires dans l'application des accords intervenus à Genève les 20 et 21 juillet.

À Genève, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) a exprimé sa « grande inquiétude » devant les violations répétées du « principe sacré du non-refoulement » qui ont entraîné la mort de milliers de réfugiés en Méditerranée. Le H.C.R. estime que plusieurs pays ne respectent pas les lois internationales prescrivant l'octroi du droit d'asile à ceux qui le demandent et qu'il est urgent de l'on ne peut contraindre une personne à retourner dans le pays qu'elle s'efforce de quitter.

Enfin, à Paris, la Ligue

droits de l'homme a exp
«son inquiétude devant
formale comportant pour les
didats à l'émigration la mis
place d'un dispositif de con
prévisible». Elle souligne le
géreux précédent que cons
le «moratoire» sur le départ
réfugiés du Vietnam, qui con
en fait à suspendre l'applic
de l'article 12 de la Déclar
universelle des droits de l'ho
portant que «toute person
le droit de quitter son pays
(A.E.P. Ruyter).

Chine

Victimes de la révolution culturelle

TROIS ÉCRIVAINS SONT RÉHABILITÉS DONT DEUX À TITRE POSTHUME

Parti vendredi après-midi pour Lusignan (L.-et-G.), où il a poursuivi ses conversations avec M. François-Poncet, dans la propriété du ministre français. M. Andrei sera dimanche et lundi à Strasbourg et repartira Brest mardi via Paris.

● La Commission des Communautés européennes a officiellement confirmé, vendredi 3 août, la validité des porte-parole qu'elle était en train d'établir en contact avec le gouvernement français avec l'émir du Koweït. La Commission, a poursuivi le dialogue, a pris position sur plusieurs reprises en faveur d'arguments sur les questions pétrolières et les questions d'indépendance. Elle s'attendait par conséquent à la présidence (qui est actuellement irlandaise) la Communauté européenne se concentre sur différents aspects de cette qu-

Grande-Bretagne

La réduction des dépenses publiques suscite un mécontentement croissant

De notre correspondant

sevères de fonds publics ordonnées
l'ateur britannique suscitent un
sûre que leurs effets se font jour.
ductions de 3 milliards de livres.
ards prévues pour le budget qui
ront pas atteintes par une simple
ction travaillistes, mais qu'elles
quotidienne dans de nombreux

triciens, qui a décidé de confier la santé de ses quarante mille adhérents à une entreprise médicale privée. Une décision vivement critiquée par les autres centrales membres du TUC.

Mais la plus spectaculaire des premières révoltes contre les

compressions adjuvantes risque d'être celle des douaniers. Menacés par mille huit cents licenciements cette année et six mille supplémentaires en 1980, ils viennent d'entamer une grève du zèle qui devrait donner sa pleine mesure ce week-end : des queues de deux à quatre heures sont redoutées aux principaux ports et aéroports.

Dans le domaine de l'éduca-

tion, les 325 millions de livres retranchées par le gouvernement signifient à la fin des transports de marchandises, le manque de lait quotidien, et le doublement du prix des cantines. Les collectivités locales ont reçu l'ordre de réduire leurs dépenses de six cents millions de livres. Dans de nombreuses villes, cela signifie que les collecteurs de poubelles ne passent plus si souvent, moins fréquemment, la suppression des vacances des handicapés, des fermetures de bibliothèques.

Hormis la dévotion, aucun domaine n'a été oublié : c'est ainsi que trois mille comédiens ont suivi, voici quelques jours, dans les rues de Londres, le cortège du symbole du théâtre britannique, terrassé par la privation des subventions et la hausse de la T.V.A.

(Indefinite)

UN VISA POUR LA FRANCE A ÉTÉ ACCORDÉ AU PRINCE SIHANOUK

dant retenu à Pékin où il résidait alors.

ensuite manifesté son intention de venir à Genève, puis en France, lors de la conférence de l'ONU sur les réfugiés (20 juillet).

let). Craignant que sa présence en Europe ne suscite des polémiques et ne complique encore le problème des réfugiés, le gouvernement français n'avait alors pas caché qu'il la trouvait « *inopportune* », tout en indiquant qu'un visa serait accordé au prince s'il le demandait. Le prince Siha-
nouk possède une villa en Pro-

ence.

**LE MINISTRE ROUMAIN
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
REMET UN MESSAGE
DE M. CEAUSESCU**

demandé l'agrément du gouvernement français pour la nomination de M. Mohamed Sahnoun comme ambassadeur à Paris, en remplacement de M. Bedjaoui. Le gouvernement algérien a, d'autre part, annoncé qu'il avait donné son agrément à la nomination de M. Merillon comme ambassadeur à Alger (la Monda du 4 août).

L'ALGÉRIE DEMANDE NOMINEMENT DE M. SAHNOUN comme ambassadeur à Paris

LETTRES

A PROPOS D'UN FEUILLETON

Eugène Sue, Atar-Gull et... le socialisme

« Le Monde » vient de publier durant un mois, « L'Atar-Gull », d'Eugène Sue. Quelle a été la place de l'œuvre dans la vie de l'auteur ? Quelles étaient les préoccupations politiques de celui dont Victor Schoelcher était l'ami ? Jean-Marc Barroso, qui vient de consacrer une thèse à l'écrivain, répond à ces questions.

En écrivant *Atar-Gull*, malgré la « terrible crainte de passer pour un homme abominable, faisant de l'horreur à plaisir », Eugène Sue, jeune élève et littérateur dilettante, jouait et gagnait. Il rentrait en France après trois ans de voyages en mer qui lui avaient imposé, par souci de mer sa turbulence, son père, Jean-Joseph Sue, médecin. *Atar-Gull* a été avant tout le roman du sarcasme traduit dans une verve « fantastico-cylo-cruelle » qui permettait à son auteur d'effaroucher et de scandaliser, trop certain qu'il était d'enthousiasmer dans le même temps. C'est ce qui se produit : « L'Atar-Gull fut immense », raconte son ami Ernest Legouvé, et de fait les éloges pleuvaient, comme les critiques. Un an après une adaptation mélodramatique était donnée à l'ambigu, signe indubitable de succès.

Que s'était-il donc passé ? Eugène Sue venait simplement de montrer, avec une légèreté et un cynisme déconcertants, des scènes et des êtres dont l'outrance (qui était un jeu) laissent transpirer une bien embarrassante critique de l'homme et de la société : « ... la faiblesse de cette peinture trop exacte (je le crois) de la traite des Noirs, de leur esclavage et de ses résultats, fut voulu, non lever une polémique bâtarde et usée sur des droits que plusieurs contestent, mais bien poser des faits, des chiffres, au moyen desquels chaque partie adverse pourra établir ses comptes. L'addition, seulement restée à faire, sera l'auteur dans sa lettre-préface à Penimore Cooper.

Eugène Sue dénonce les terribles négriers et les riches colons qui se croient d'ailleurs honnêtes et bons, et pousse l'inconscience d'une société raciste jusqu'à récompenser le vindicatif, démocratique et criminel esclave Atar-

Gull en lui décernant un prix de vertu ! L'écrivain exulte de dérision ; sa jeunesse il est vrai succombe devant les tristes arcanes du monde : le favoritisme dont il bénéficie pour passer chirurgien en chef sur un navire de l'Etat le dégoûte ; les actes belliqueux des grandes puissances (ces « forbanes ») contre la Turquie lors de la bataille de Navarin l'écœurent ; la bonne conscience des gens placés lui répugne (particulièrement les lous-philipparides) ; c'en est trop pour un caractère aussi aisé : ce désenchantement, mêlé à une nature espiègle, engendrent une ironie amère qui animera encore bien des romans d'Eugène Sue. (La Salamandre, 1933, La Vie de Kout-Ven, 1833) : une ironie qui éclaire davantage ses extravagances de dandy.

Les très fermes salons du noble faubourg s'ouvrent au brillant et beau brun aux yeux bleus dont le nez « canaille » va si bien avec son esprit osé, une aristocratie rassurée par l'extrême élégance du jeune homme et les armoiries qu'il fait peindre sur ses voitures. Que l'on ne s'y trompe pas pourtant, l'homme de justice ne s'est pas égaré et ne cédera plus longtemps à l'égarement du monde : l'idylle s'effondre en effet avec la publication de *L'attribution* (1837). Dans ce roman historique, Eugène Sue s'en prend à Louis XIV, le roi et le despote, ce qui ne peut plaire ni aux aristocrates ni à Sainte-Beuve, qui lui reproche de n'avoir voulu montrer « qu'un côté, le petit et le vilain, d'un grand règne... »

Une série de malchances

S'ensuit une série de malchances et de désagréments pour le jeune écrivain marseillais : ruine, déception amoureuse, sécheresse littéraire, dépression morale profonde. Le dandy se retire en Solomnie, à Souvannes, où il trouve le calme rassurant qui lui permet d'écrire son doute en amour : *Arthur* (1838), premier roman-feuilleton d'Eugène Sue, est fort bien accueilli. Puis *Mathilde* apparaît en 1840 et en 1841, pour séduire les foules ; on s'arrache la Presse afin de découvrir avec anxiété que des mauvais ou des bons aristocrates (apparition des justiciers) s'appropriera la douce

Mathilde, qui enfin se révoltera devant la condition réservée à la femme par la société et ses lois : elle n'hésitera pas à faire un second mariage.

Eugène Sue est alors au seuil du tournant de sa vie. Devenu spécialiste de « la suite à demain » qui organise le « suspense », caractéristique des romans-feuilletons inaugurés en 1836, l'écrivain annonce un véritable roman « noir » dans sa préface des *Mystères de Paris* (le Journal des débats, 19 juin 1842), réservant ainsi des sensations fortes et inédites à un public avide et prêt à « assister à des sinistres scènes (...) dans des régions horribles, inconnues : des types hideux, effrayants (...) journalier dans ces cloques impures comme les reptiles dans les marais... ». Eugène Sue développe encore et toujours sa propension à l'horrible, au cruel. Ce monde ainsi décrit, c'est la classe dangereuse des « bas-fonds de Paris, dans la cité, tout près de nous... ». Il se produit alors un phénomène que personne n'attendait : la classe laborieuse, qui a compris, elle, le triste chemin de la misère, du chômage, de la violence et du crime, clame et chante soudain son nouveau romanier populaire « tant attendu ! Alors commence un incroyable dialogue épistolaire, égayé d'enquêtes et de réflexions, entre le peuple travailleur et misérable, des châtiments et Eugène Sue, l'éminent qui, après s'être écrit : « Je suis socialiste ! », déclare maintenant : « Je vois clair ».

La voie tracée

Sa route était dès lors tracée : il n'en changea que pour mieux défendre la cause du peuple et des opprimés, la femme incluse. En effet, le *Jury errant* (1844-1845), puis les *Mystères des enfers* (1846-1847), romans-feuilletons sociaux, fort revendicatifs dans une conception libertaire de la société devenue plus précise, furent les nouveaux jalons littéraires d'Eugène Sue qui menait droit à la révolution de février 1848. L'auteur réclame l'augmentation des salaires, l'égalité des salaires des femmes avec ceux des hommes, la participation des ouvriers dans la marche de l'entreprise, la libération de la femme, l'égalité de la justice, des activités culturelles, etc.

La Seconde République devait satisfaire dix-sept ans après la toute première revendication d'Eugène Sue : son ami Victor Schoelcher, antiraciste acharné et convaincant, se voyait en effet chargé par l'Assemblée de dresser le décret abolissant l'esclavage. Les bannières de l'Assemblée virent pour tant le député Eugène Sue timide et muet, après les élections partielles d'avril 1850, dans la Seine : l'écrivain n'était ni un philosophe ni un politicien, mais un philanthrope socialisant qui lançait avec passion des idées progressistes (et parfois révolutionnaires) tout au long de ses romans.

Eugène Sue s'exila volontairement à Annecy, en Savoie (alors Etat suisse), après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, reprenant les deux dérogations signées par Louis-Napoléon.

Dans l'exil, l'écrivain s'adonna à un travail littéraire intense qui lui permit d'oublier la triste réalité politique, et son propre isolement. Il poursuivait son plus long roman jamais écrit, les *Mystères du peuple*, vaste (et lourde) épopée du peuple commencée à Paris en 1849 et qu'il n'acheva qu'en 1866. Eugène Sue voulait démontrer avec ce roman qu'il n'est pas une réforme religieuse, politique ou sociale, que nos pères n'ont été forcés de conquérir de siège en siège, au prix de leur sang, par l'insurrection. Napoléon III éprouva le besoin de faire juger et supprimer l'œuvre en question (d'ailleurs comprise pour atteindre aux institutions « du gouvernement de son pays », pour renversement « de tous les principes sur lesquels reposent la religion, la morale et la société »), et pour bien d'autres motifs encore.

Eugène Sue mourut pendant la poignée de jours que le 2 août 1857 terrassa par une hémiplegie. Trois mille personnes suivirent, à l'aube, le char funéraire aux emblèmes républicains. C'est mille Chavours, président du Conseil municipal, avait télégraphié à Annecy : « ... tous défendrez qu'aucun discours ne soit pas (sic) prononcé, surtout pas des réfugiés... ». Eugène Sue, qui était resté calme à la mesure de la croyance d'Eugène Sue dans l'irréversibilité du progrès social de l'humanité.

A l'instar d'Atar-Gull, cynique et criminel, devenu dix années plus tard le digne et savant docteur David au service du progressiste Rodolphe dans les *Mystères de Paris*, Eugène Sue le « lion » sceptique était devenu toujours plus socialiste, à l'encontre de bien des littérateurs et hommes politiques de l'époque.

JEAN-MARC BARROSO.

UN DOCUMENT SUR LES EXPEDITIONS NEGRIERES

La publication de l'Atar-Gull d'Eugène Sue, œuvre dont la traite des Noirs fait la trame, met à l'ordre du jour un ouvrage édité en 1978 par la Société française d'histoire d'outre-mer et la librairie orientaliste Paul Geuthner. Il s'agit d'un document exceptionnel qui, sous le titre de *Répertoire des expéditions négrières françaises au XVIII^e siècle*, dresse la liste des mouvements au départ de Nantes de navires français utilisés au transport des esclaves entre les côtes africaines et les Antilles.

Dans l'énumération de ces mouvements de navires, à travers les renseignements donnés, sur leurs équipages, dans la citation sèche des incidents, noyades et morts qui marquent chaque traversée, surgit toute l'histoire de l'esclavage et le rôle que joua la France durant cette honteuse période. Il faudra attendre 1948 et Schoelcher pour que l'esclavage soit enfin condamné par la France. Jean Mettas, mort prématurément en 1975, signe le premier tome de ce document, travail gigantesque repris par Serge Daget. Mille quatre cent vingt-sept expéditions négrières y sont traitées.

« Répertoire des expéditions négrières françaises au XVIII^e siècle ». Société française d'histoire d'outre-mer, 800 pages.

INFORMATIONS PRATIQUES

UN COIN POUR JOUER

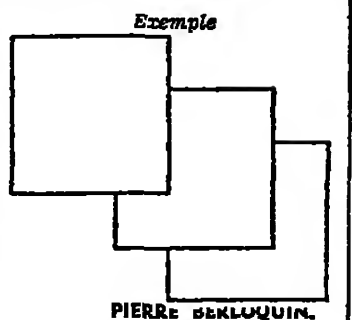
Problème n° 11

La logique des feuilles

L'induction, cet art de remonter le cours des événements logiques, est un des rares voyages dans le temps qui nous soient actuellement possibles. Le cheminement, des conclusions aux prémisses d'une situation prend donc d'autant plus d'intérêt.

Ici, trente feuilles de papier de format carré ont été posées successivement les unes sur les autres. Chacune est de dimensions identiques à celle qui se trouve au-dessus, vers le centre.

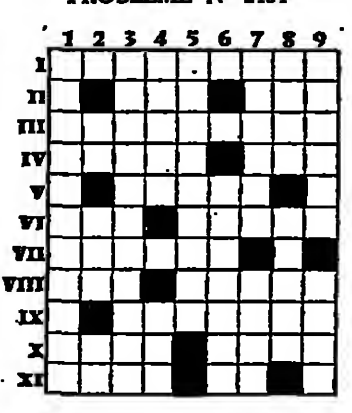
Dans quel ordre les feuilles ont-elles été posées ?



PIERRE BERLOQUIN.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2454



HORIZONTALEMENT

I. Peut avoir toute une collection de briquets. II. On reste blanc quand il est pourri. Peut blesser quand il est gros. III. Justifie la construction d'un chalet. IV. Coûtent cher, ont donc expiré. V. VIII. Fut une réaction de roses. Mot qui peut évoquer le portrait d'un inconnu. IX. Attachés par celui qui donne l'alarme. X. Court en Australie. Fixa un œil. XI. Capitale, pour Assurés ; Mineur, pour une messe.

VERTICALEMENT

I. Endroits où les truffes sont

très abondantes. — 2. D'un auxiliaire : Recommence à se frapper. Mis en marche. — 3. Pourrait être assimilée aux mangueurs de feu. 4. Que l'on a donc fait sauter. 5. 17. Bordeaux. 22. 11. Brest. 20 et 11. Océan. 21 et 11. Cherbourg. 19 et 12. Clermont-Ferrand. 23 et 17. Dijon. 24 et 14. Lyon. 22 et 14. Marseille-Marganne. 21 et 21. Nader. 23 et 14. Nantes. 23 et 11. Nico. Océan d'Azur. 27 et 8. Paris-Le Bourget. 24. 27 et 8. Pau. 20 et 16. Perpignan. 30 et 21. Rennes. 23 et 11. Strasbourg. 23 et 12. Tours. 21 et 10. Toulouse. 28 et 16. Pointe-à-Pitre. 30 et 23.

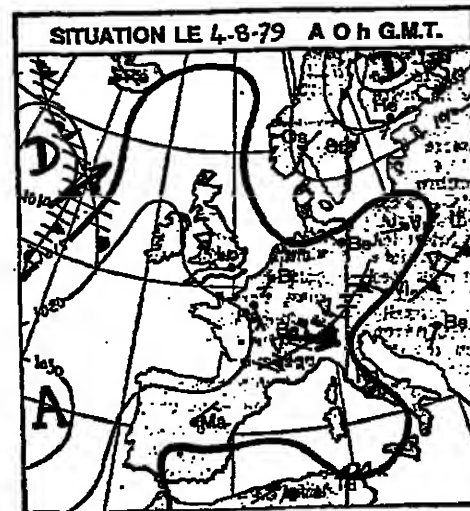
Solution du problème n° 2453. Horizontalement. I. Presbytie (cf. « conserves »). Zébré. II. Rance. Abri. Bien. III. Epître. Issues. — IV.

Diéser. SN. Dâ. — V. Id. Star. Oiseau. VI. Gâ. Sienne. Ava. — VII. Emoluments. Vis. — VIII. Receler. Esses. — IX. En. Soudeuse. — X. Tapi. Eu. Trés. — XI. Dame. Epis. — XII. Icare. Cerveau. XIII. Ed. Vision. Soc. — XIV. Remier. Erseau. — XV. Erid. Récrées.

Verticalement. 1. Prédigé. Bière. — 2. Rapidement. Cher. — 3. Enée. Oc. Ara. Md. 4. Scissile. Partie. — 5. Bâton. Utile. — 6. Framme. Ver. — 7. Tr. Rienne. Cira. 8. Idis. Karouées. — 9. Ers. Ont. Prier. — 10. Is. Insectivore. — 11. Usé. Si. Sensé. — 12. Ebène. Set. Sis. Laveur. Usa. — 14. Ré. Dévisés. Oul. — 15. Entités. Estoc.

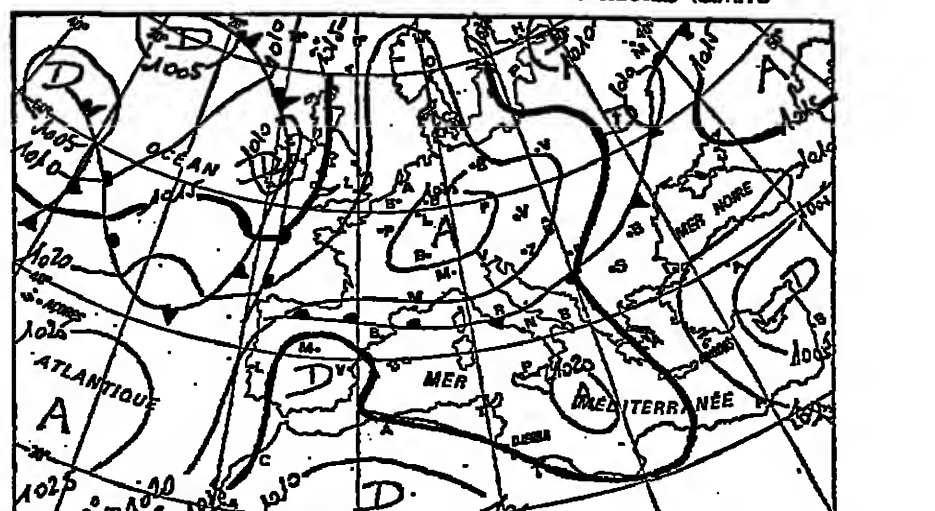
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 août à 6 heures et le dimanche 5 août à 24 heures.

Dimanche, le temps sera généralement bien ensoleillé au début de la journée après des brumes ou des brouillards temporaires formés au lever du jour, surtout en plaine et dans les vallées de l'intérieur. Ensuite, le beau temps s'étendra progressivement en de nombreuses régions. Cependant, les nuages deviendront plus abondants sur le bassin aquitain, le sud-ouest du Massif Central, les Pyrénées et le Roussillon, où des orages pourront se développer.



D'autre part, le temps deviendra plus nuageux sur la Bretagne et les côtes de la Manche, les isolées sont probables sur les côtes. Les vents s'orienteront au secteur sud-est, l'atmosphère et deviendront modérés.

Il fera un peu frais le matin dans les régions de l'intérieur, mais les températures maximales seront en hausse, sauf dans les régions affectées par des orages. Samedi 4 août, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1021,6 millibars, soit 765,8 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au

cours de la journée du 3 août : le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Alcala, 30 et 18 degrés ; Biarritz, 22 et 17 ; Bordeaux, 22 et 11 ; Brest, 20 et 11 ; Océan, 21 et 11 ; Cherbourg, 19 et 12 ; Clermont-Ferrand, 19 et 12 ; Dijon, 24 et 14 ; Lyon, 22 et 14 ; Marseille-Marganne, 21 et 21 ; Nader, 23 et 14 ; Nantes, 23 et 11 ; Nico-Océan d'Azur, 27 et 8 ; Paris-Le Bourget, 24 ; 27 et 8 ; Pau, 20 et 16 ; Perpignan, 30 et 21 ; Rennes, 23 et 11 ; Strasbourg, 23 et 12 ; Tours, 21 et 10 ; Toulouse, 28 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 3 août 1979 :

DES DECRETS
● Relatif au paiement de la taxe sur les salaires aux taux majorés ;
● Portant attribution d'une bourse de licence à certains candidats admissibles au concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique ;
● Modifiant le décret du 3 février 1973, modifié par le décret du 22 mars 1977, instituant des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs.

Sont publiés au Journal officiel du 4 août 1979 :

DES DECRETS
● Modifiant l'article R. 250-1 du code de la route (agents chargés de la surveillance de la voie publique) ;
● Modifiant le décret du 3 juin 1977 sur l'agriculture de montagne et certaines zones défavorisées ;
UNE LISTE
● D'admission à l'Ecole de formation des officiers du corps technique et administratif de l'armée de terre en 1979 (recrutement semi-direct).

Monde
aujourd'hui



Monde aujourd'hui

VU DE PARIS

ÉDITION

F 4

Schtroumpf patron

ELLE est derrière ses rideaux. Elle attend, à la limite, haineuse. Elle guette une détermination, un pas dans l'escalier, un coup répété contre la porte. Elle se tresse. A regarder grandir l'ombre de ses enfants, elle n'a pas vu tomber la nuit, passer le temps. Elle a envie de dire. Dire quoi au juste. Toute une journée de pas perdus.

Elle guette en surveillant le deube qui attache. Elle guette en repassant un pantalon, allez, elle peut bien y aller de sa pattemouille, elle n'empêchera pas les enfants de prendre un maigre pil. Elle attend. Elle attend une chemise à laver qui redonnera un sens à sa vie.

Sa vie, à mon Dieu ! Sa vie n'a été qu'un océan, elle a franchi chaque jour de marché le Golgotha des paniers à la main, elle s'est toujours levée tôt pour une lessive du mercredi, un petit déjeuner du dimanche, un coup de chiffon sur les meubles, et elle attend, soucieuse encore, et pr' évanouie, consciencieuse et tyrannique, mais chez elle on vous le dira on n'est pas gras à lécher les murs, non, bonne cuisinière, pour ça, reprennez-en un peu, et coquette malgré tout, propre sur elle, soignée, derrière son tablier, depuis le temps qu'elle garde ses bigoudis, elle n'a rien de la coquette, soignée, balais et des poussières, elle nettoie, elle attend et elle tourne, retourne des pensées, des hantises, des coiffes et des souvenirs, dévotion tourmente du temple familial, femme en souffrance, dans une consigne désaffectionnée, une gare dont on ne part plus.

Elle attend, s'inspire et ne veut pas décevoir. Elle attend, inquiète, derrière ses rideaux. Elle attend saint Pierre et un jour il viendra, j'ai réservé pour vous une suite au paradis, après la fin, le tout vous attend en bas, et elle s'excuse, mon Dieu le suis pas même coiffée, mes bigoudis, mon tablier, mon rôt sur le feu, saint Pierre en aura marre et elle ira toute seule prendre un billet de seconde classe dans une gare de banlieue, elle échouera, dégoûtée, plongée pour les écoles des écoliers à l'hôtel borgne des Martyrs-Fanés.

HERVÉ PRUDON.

QUAND la passion d'enfant devient métier, la réussite est souvent au bout du chemin. Mais la vie réserve une surprise : le métier, à la longue, étouffe la passion.

A vingt-sept ans Jacques Glénat a déjà franchi ces étapes. Fasciné, jadis, de la bande dessinée, il est devenu l'un des pontifex P.D.G. à l'âge où d'autres cherchent ardemment à entrer dans la vie « active », il est aujourd'hui à la tête d'une maison d'édition qui emploie, à Grenoble, quinze personnes sans compter les huit représentants qui assurent, dans la France entière, la promotion des œuvres qu'il publie.

Du patron il a la mise sérieuse, le regard cerné de lunettes sans fantaisie, le cheveu ni court ni long, le propos raisonnable. Il parle de sa réussite sans s'en étonner, sans se vanter, comme si elle était naturelle. Il a construit laborieusement la force d'organisation et de suite dans les idées. Il expose ses succès sans s'en glorifier. Il fait état de ses échecs sans gémir. Les affaires, dans la B.D. comme ailleurs, sont les affaires. Ce n'est pas le lieu du sentiment. Quand on dirige une entreprise qui, chaque semaine, double son chiffre d'affaires — pour atteindre 10 millions de francs en 1979 — on doit être réaliste plus que poète. L'âge ne fait rien à l'affaire.

Littérature de Jacques Glénat, fils d'un médecin de Grenoble, est d'abord celui d'un enfant sage qui collectionne les soldats, les petites autos et les jouets de bande dessinée (Mickey, Tintin, Spirou, etc.). Puis, c'est celui d'un étudiant hésitant qui, bac en poche, tourne autour du pot : il s'inscrit à l'école d'architecture de Grenoble, à la faculté de pharmacie, fait un peu d'anglais. Sans persévérer. Car sa voie il l'avait déjà trouvée, et l'aimait. Il n'a pas hésité, décidément, lui être d'aide. A l'âge de dix-sept ans, il avait créé un bulletin de liaison entre « amateurs éclairés » de

la B.D. Il le baptisa Schtroumpf, du nom de ces petits lutins inventés par le dessinateur Peyo.

Le premier numéro, polycopié, est tiré à 80 exemplaires. Dix ans après, à Paris, sur les quais, Jacques Glénat en a vu des exemplaires en vente chez des bouquinistes : « 200 francs pièce », dit-il en souriant. C'est rapidement le succès. Après dix numéros, on en est à 2 000 exemplaires. Aujourd'hui les Cahiers de la B.D. — héritiers de Schtroumpf — diffusent, tous les deux mois, 12 000 exemplaires. C'est la bible des amateurs de la B.D. qui y trouvent les meilleures monographies sur les dessinateurs et les scénaristes.

En 1971, nouvelle étape pour l'éditeur en herbe, qui a alors dix-neuf ans : il entreprend de publier un livre de dessins d'un de ses professeurs à l'école d'architecture. Dès son troisième livre, Jacques Glénat montre qu'il a du nez : il édite, à 2 000 exemplaires, une série d'une certaine Claire Bretécher : « C'était alors une jeune fille qui s'ennuyait dans un coin ». Aujourd'hui, le livre a dépassé les cent mille exemplaires. Quant à Claire Bretécher, devenue à la mode, « elle était toute seule », dit J. Glénat, avec un soupçon de regret mais pas de rancune. C'est la loi du commerce.

Principalement de la B.D.

De livre en livre le succès du jeune éditeur se confirme. Son catalogue compte cent cinquante titres, principalement — mais pas uniquement — de la B.D. Au total les ouvrages se sont jusqu'à présent vendus à plus d'un million d'exemplaires. La société grandit mais ne sort pas de la famille (tout le capital : 20 000 F, plus 200 000 F de prêts bancaires, et l'aimable soutien de ses parents) ni de sa ville natale. Le succès n'a guère servi à grand-chose : la grise patte à tout-fois.

L'éditeur minuscule est devenu l'un des premiers des « petits » éditeurs. Il n'est pas encore, pour les grands de la B.D., un concurrent bien redoutable puisque son chiffre d'affaires est plus de dix fois inférieur à celui du plus grand d'entre eux. Mais il a la vie devant lui.

Et puis, c'est un provincial. Dans les bureaux parisiens on a longtemps souri de ce mou-tique. Aujourd'hui, on le considère d'un autre œil. Paris l'attire pour la qualité de la vie : « J'ai fait du ski », mais aussi pour la sérénité du métier : « Certes, il n'y a pas grand monde comme éditeur en province, à cause du système de distribution du livre en France. Mais je tiens bon, car, à Grenoble, je réfléchis mieux. A Paris, la spécialité des éditeurs est de s'enflammer pour des riens, des modes. Quand le succès ne vient pas, le découragement est d'autant plus grand. Or, dans ce métier, les erreurs pardonnent d'autant moins qu'on est un petit. A Grenoble, je vois les choses plus sagement ».

Pourtant, au début de son entreprise, il venait à Paris une fois tous les quinze jours, l'un, dernier, une fois par semaine, cette année, deux fois. Pour l'an prochain, il prévoit de passer trois jours par semaine dans la capitale.

Les passions enfantines paraissent bien oubliées : Je lis ce qui sort avec un regard professionnel. Maintenant, quand j'ouvre un bouquin, je regarde d'abord le nom de l'éditeur. C'est un chef d'entreprise comme un autre. Il trouve, pour décrire sa vie, les accents du patron de P.M.E. : « Être petit patron, c'est avoir des problèmes qu'on n'imagine pas : la secrétaire enceinte qui devra être remplacée, le gars qui s'est fait tondre sur le pied une palette pleine de bouillasse, etc. Et puis, partir en vacances, c'est toujours la croix et la bannière. » Pour le petit Schtroumpf devenu grand, c'est le métier qui entre.

BRUNO FRAPPAT.

USINES

Travail en miettes

LS ont entre vingt et vingt-cinq ans, à peu près. Ce sont des enfants de la douve tourangelle, les enfants d'un pays de miel... Ils ont tous passé plusieurs années au lycée ou au G.E.T. (des lycées, eux aussi, maintenant) ; et même s'ils y ont rarement vécu des heures enthousiasmantes, ils y ont acquis un certain savoir, à tout le moins une certaine aisance, une vivacité, une liberté d'allure qui les différencient profondément de leurs aînés, happés par le travail dès quatorze ans, aux portes de l'industrialisme.

Les travailleurs chez H., une entreprise qui produit des articles de caoutchouc : tuyaux, bateaux... Une usine où « il n'y a que des O.S. et des chefs », à part quelques ouvriers d'entretien. Rien n'y rappelle ce qu'ils ont pu apprendre à l'école ; mais un temps plus ou moins long de chômage les a défaits d'un jour à l'autre. L'importance quel. Thierry, qui a un bac de technicien en construction mécanique, s'est donc retrouvé « contrôleur de tuyaux » : il est chargé d'en vérifier le diamètre intérieur et extérieur. Du matin jusqu'au soir. Du lundi au samedi. Et Alain, qui a un bac D et a fait trois ans d'études dans une école d'agronomie, est à la cuisine des courtoises.

Beaucoup qui leur ressemblent n'ont tenu qu'une semaine, voire un jour. Alain Pascal, peintre en lettres, qui avait dû renoncer à son métier parce qu'il était sujet au vertige : on l'avait mis — huit heures durant — à tenir un tuyau et à le guider sur une bobine, parce que l'enrouleur était en panne.

Sur les cent cinquante ouvriers embauchés en 1977, il n'en est resté que dix. Alain, Thierry et les quelques autres qui ont « tenu le choc » resteront sans doute un an ou deux ; le temps de trouver autre chose ou d'avoir une nouvelle de ce travail plus fort que la nausée du chômage. Ils ne peuvent pas imaginer de passer leur vie là. Leur présence et celle d'autres jeunes qui n'ont pas les mêmes diplômes mais qui leur ressemblent parce qu'ils ont vécu le même genre de vie à l'âge du lycée ont quelque chose d'exploit dans ces murs où rien n'a changé depuis une génération.

Il y a quinze ans, on faisait un tuyau exactement de la même façon qu'aujourd'hui : boudiner, tresser, vulcaniser, dégraisser. Les machines, les postes de travail étaient à peu près les mêmes. Mais les hommes étaient bien différents : c'étaient des

gens de la campagne, des paysans qui quittaient leurs champs de vigne pour venir là, et voyaient souvent une certaine promotion dans le fait d'entrer à l'usine : « ma » machine... Tout le monde, du chef à l'O.S., se connaissait plus ou moins : « Cent kilos », un vieux ouvrier aîné surnommé pour sa malice et sa petite taille, en était un bon exemple : avant de venir à l'usine, il avait longtemps travaillé chez le père de son concubinaire, comme « éboueur de lèches » (... comme les autres : en pays tourangeau, on appelle « lèche » la var de terre). Symbole de l'attachement d'un certain monde du travail, « Cent kilos » vient de partir en retraite.

Certains jours, l'absentéisme atteint 25 % des effectifs. Le lundi surtout. Et quand on demande à Pierre de quitter sa machine pour remplacer Paul qui est absent, il arrive que Pierre, juré de sa santé manœuvrière comme un simple plan, plante là son travail et disparaisse jusqu'au lendemain. « La machine est sous pression... Une remarque d'un chef peut déclencher le jet de vapeur... ». Tenez, voilà la clé : voilà le placard, prends donc ma place !

Des luttes syndicales récentes ont apporté une boutée d'air : désormais, la polyvalence est développée systématiquement ; puisque chaque poste de travail est irrémédiablement un poste d'O.S., la qualification consiste à savoir manier plusieurs machines. « Dans mon atelier, explique Francis, il y a eu pour commencer une douzaine de volontaires ; et puis le mouvement a fait tâche d'huile. On en a vu — fibres depuis des années dans la répétition du même geste — qui ont commencé à se dire que l'aventure valait peut-être d'être tentée, et qui ont demandé à changer de poste : ça a réveillé en eux le goût de faire quelque chose de nouveau ».

Aujourd'hui, l'objectif syndical est d'élargir la brèche : profiter de la formation permanente pour sortir carrément du monde du caoutchouc ; de la mécanique auto au permis de conduire des poids lourds, de l'anglais à la photographie ou à la comptabilité. Avec — en toile de fond — la volonté de « rendre à ceux qui ont rêvé d'annuler le travail dans les ateliers leurs capacités créatrices ».

M.-C. BETBEDER.

(Lire la suite page 9.)

LES GRANDS FLEUVES

Le Sénégal, convalescent de la grande sécheresse

par PHILIPPE DECRÆNE

PREMIER fleuve ouest-africain, atteint par les navigateurs venant du nord, le fleuve Sénégal semblait pouvoir conduire tout droit jusqu'au cœur de l'Afrique, qui exaspérait un attirail considérable sur les chercheurs de produits exotiques. En effet, c'est de cette « Afrique mystérieuse » — qui n'était que le pays connu avant le quinzième siècle, des Arabes — qu'arrivaient esclaves, morfil, poudre d'or, etc., vers le monde méditerranéen, par des relations continentales directes à travers les déserts. Les richesses fabuleuses qu'on supposait, à tort ou à raison, à ces régions intérieures donnaient un grand intérêt au fleuve Sénégal, qui est effectivement, jusqu'à Bahr, le seul qui pouvait permettre aux navigateurs de haute mer de pénétrer jusqu'à 1 000 kilomètres à l'intérieur des terres... (1). De fait, en ce qui concerne l'ouverture au monde moderne, tout commence à Saint-Louis, non seulement pour l'histoire du fleuve Sénégal lui-même, mais également pour celle du pays auquel il a donné son nom.

Les Portugais sont les premiers...

Id, comme en beaucoup de points d'Afrique, ce sont les Portugais (2) qui, les premiers, jetèrent l'ancre. En 1484, les caravelles de Nuno Tristão mouillèrent, sans y entrer, au large de l'embouchure du Sénégal, vole d'accès naturelle aux riches empires soudanais dont la réputation est parvenue jusqu'aux cours européens. Rabelais, lui-même, n'a-t-il pas, dans ses *Horribles et Epouvantables Faits et Prodiges* du très renommé Pantagruel, roi des Dipodés, fils du grand géant Gargantua, cité le Mali,

faillant ainsi entrer, dès 1482, le grand royaume soudanais dans la littérature française...

Paraphrasant ou citant de nombreux auteurs plus anciens, Paul Gaffarel écrit : « Le Sénégal ne donne pas seulement son nom à la contrée, mais aussi la vie et la fortune. Depuis sa source jusqu'à son embouchure dans un cours de plus de 1 700 kilomètres il détermine en grande partie les caractères physiques et même les conditions sociales du pays qu'il traverse ».

C'est lui, en effet, qui forme la grande ligne de séparation entre les deux races principales d'indigènes, les Maures sur la rive droite, les Noirs sur la rive gauche. Pour les Européens, il est la seule voie de transport pour leurs marchandises qui couraient de graves risques à circuler par terre. Dans cette admirable alliance des forces de la nature et des besoins de l'homme, tout vient du fleuve et s'y rattache : le sol, la culture, le commerce, les mœurs, la misère, la richesse, la paix et la guerre. Cette harmonie doit toujours être présente à l'esprit de quiconque veut comprendre l'histoire du Sénégal. Elle seule donne la clef... (3).

On retrouve un demi-siècle plus tard, chez l'historien André Villard, les mêmes affirmations plus nuancées toutefois sur le rôle économique et commercial du fleuve vis-à-vis de l'ensemble des régions traversées. Selon Villard « en somme, le fleuve Sénégal fait impression sur une carte par son heureux tracé qui en fit longtemps la meilleure route du Soudan, mais la barre, son cours difficile, son régime capricieux lui enlèvent ses avantages. Il est aujourd'hui surtout un facteur de vie entre le désert maure et les tristes solitudes herbeuses du Fouta. Il a attiré

des peuples. C'est la grande rue du mal et des biens... » Et d'ajouter — propos qui prennent une dimension particulière aujourd'hui où la mise en valeur de la vallée du fleuve figure au centre des préoccupations des dirigeants de Dakar : « Peut-être au prix de certains travaux pourrait-il mieux remplir ce rôle nourricier et redonner aussi bien un des chemins du Soudan qu'un des greniers de l'Afrique occidentale... » (4).

Trois siècles de mouvance française

Ce n'est, semble-t-il, que deux siècles après que les caravelles portugaises eurent commencé à fréquenter ces régions que les Français s'y installèrent de façon vraiment permanente. C'est en 1663, notamment, deux ans après la création du Cit par Pierre Cornille que des navigateurs normands construisirent un premier établissement dans l'actuelle Ile de Babagouy. Cependant, dès 1626, Richelieu avait envoyé au Sénégal un premier directeur, Thomas Lambert. Mais ce ne fut qu'en 1659 que le commis Louis Caillier, soucieux de mettre son logis à l'abri des crues du fleuve, l'im-planta dans l'actuelle Ile de Saint-Louis. La ville allait, de brefs intermédiaires près, demeurer trois siècles dans le mouvement français et, par sa position sur le fleuve, servir de tête de pont à la pénétration vers l'intérieur du continent noir.

Dans un texte manuscrit intitulé *Le fleuve Sénégal* n'a dit, l'écrivain Abou Anta Ka, conseiller culturel à la présidence

de la République du Sénégal, fait parler le fleuve en ces termes de la ville qui verrouille son embouchure : « J'ai vu Saint-Louis grandir. J'ai été le témoin de toutes les convoisances dont elle fut l'objet. Elle fut française, hollandaise, anglaise, bien que portant le nom d'un grand roi catholique et français. Sous Louis XIV, l'amiral Jean d'Éstrées, nommé gouverneur de Saint-Louis. Un autre Français acheva son œuvre : Faidherbe. Il fut le bâtisseur de Saint-Louis. Je le voyais souvent le soir se promener habillé à l'indigène, dans les quartiers de la ville, s'entretenir avec les notables dont il fit des citoyens français à part entière. C'est lui encore, Faidherbe, qui fonda l'École des fils de chefs où les enfants de ces hommes illustres s'initiaient au commandement en temps de paix... Saint-Louis devint la ville de l'élite sénégalaise. Ah ! combien de docteurs en médecine, combien de professeurs, d'ingénieurs, d'avocats, de hauts fonctionnaires, j'ai vu naître et remonter dans leur ville, monter des escaliers aujourd'hui croulants, se pencher sur le balcon de leurs villas à la manière des multatras : les Carpot, les Carère, les Guillaumont (5), les Valentin, les premiers maîtres de la cité... »

Après Faidherbe, la ville prit très rapidement des allures de petite et coquette métropole, après l'inauguration, en 1883, du chemin de fer Dakar-Saint-Louis, la création du gouvernement général de l'A.O.F., puis, en 1895, l'achèvement du pont Faidherbe, dont les arches, popularisées par les timbres-poste de l'ancienne agence philatélique des colonies, évoquent le pont Doumer d'Ha-nol. Siège des grands services

fédéraux, du gouvernement et des assemblées élues de Mauritanie et du Sénégal, d'une importante garnison française, Saint-Louis vit passer de nombreuses célébrités civiles et militaires. L'officier de marine Julien Viaud, alias Pierre Loti, habita un quartier qui sert de toile de fond à un récit que certains de ses exégètes veulent croire autobiographique, le *Roman d'un spahi*. Il est curieux que Loti ait la réputation d'avoir beaucoup contribué à donner de Saint-Louis l'image d'un lieu désertique, car dans son journal intime, *Un jeune officier pauvre*, il ne consacre que quelques lignes à cette cité où il vécut durant une année entière, écrivant à son sujet, en juillet 1874, à bord de l'*Éspadon* : « Le ciel était d'un bleu inconnu, même à l'Italie ».

La décadence de Saint-Louis

Pour certains, le déclin s'amorça dès 1874, lorsque Blaise Diagne, Noir de Gorée, ravi à Théodore Carpot, maître de Saint-Louis, le siège de député à l'Assemblée nationale française. Cette élection marqua la fin de la prépondérance des familles métisses qui, en 1874, représentaient encore plus de 13 % de la population totale de la ville. Mais en fait, ce qui devait bouleverser la vie locale, ce furent les transferts successifs à Dakar de la capitale de l'Afrique occidentale française (A.O.F.), puis de celle du Sénégal, l'ouverture de la voie ferrée Dakar-Bamako qui détourna l'essentiel du trafic du fleuve vers le chemin de fer, le transfert de la capitale de la Mauritanie à Nouakchott, la suppression de la garnison française.

A la veille de la seconde guerre mondiale, Saint-Louis vécut encore de grandes heures. Elle servit, en effet, de cadre à l'héroïque aventure de la Ligne. C'est de l'ancien quai de l'Hydrobase, où une entreprise polonaise vient de construire un port de pêche, à quelques mètres des cinéastes, marins, ou les mouettes viennent se poser sur les filets qui recouvrent les tombes, que s'envola, le 12 mai 1939, l'hydravion *Comte de la Vaulx*. Mermoz, Dabry et Glimzi, sur le *Léonore* 28, emportant 130 kilos de courrier, rallièrent Natal au Brésil à 3 173 kilomètres de l'embouchure du Sénégal en vingt et une heures et dix minutes. Le record du monde en ligne était battu à une vitesse horaire de 160 kilomètres, l'appareil atterrit par 2 600 litres d'essence au départ, ayant volé à une altitude inférieure à 200 mètres. Six années plus tard, parti à bord de la *Croix du Sud*, Mermoz effectua sa vingt-quatrième traversée de l'Atlantique sud, et son radio, le 7 décembre 1936, lança le dramatique et dernier appel : « Coupons moteur arrière droit... »

(Lire la suite page 9.)

- (1) Assane Seck, « Les esclaves du fleuve Sénégal » dans la *Revue de géographie de l'Afrique occidentale*, n° 1-2, Dakar 1966, page 71.
- (2) En revanche, ce sont des Diop qui ont fondé les premiers comptoirs européens en Guinée (Pélagie, Paris, La Mère).
- (3) Paul Gaffarel, *Le Sénégal et le Soudan français*, Delagrave, Paris 1890, page 10.
- (4) André Villard, *Histoire du Sénégal*, Maitre Vial, éditeur, Dakar 1943, page 23.
- (5) L'actuel et cinquantenaire — cinquante maître de Saint-Louis est M. André Guillaumont, ancien ambassadeur du Sénégal en France.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Une hospitalité excessive

Le périodique soviétique LITERATOURNAYA GAZETA écrit que « si l'hospitalité russe est légendaire », il est déplorable que « les festins préparés à cette occasion servent souvent de prétexte pour satisfaire sa glotonnerie et commettre des abus. Mais pourquoi donc la tradition hospitalière du pain et du sel, dont on ne peut qu'être fier, s'est-elle transformée en une indélébile occasion de manger avec excès ? Les Russes souffrent-ils d'une peur inconsciente de la faim, d'une mémoire génétique qui nous pousse à manger beaucoup ? C'est possible, mais la cause essentielle de cette goinfrerie réside dans un manque de fonds spirituel.

« Lorsqu'un Soviétique invite son hôte à prendre place à une table garnie de viandes froides, de salades, de caviar, de vin et de vodka, il offre en fait la nourriture à la place d'un divertissement spirituel. Il est vrai qu'il est difficile de fournir un plaisir spirituel, lequel exige du raffinement, de l'intelligence et du discernement. Hélas ! tout le monde n'est pas capable d'en faire montre. Il est plus facile de remplir le vide spirituel avec des zakouski et de nager dans le vin et les sauces les problèmes psychologiques et moraux. »

THE ECONOMIC TIMES

Des maharadjahs abusifs

Le quotidien indien de langue anglaise, THE ECONOMIC TIMES, constate que « les cadres supérieurs d'Aïr India se sont identifiés à l'emblème de leur compagnie : le maharajah. La commission parlementaire sur les entreprises publiques déclare à ce propos que, « fidèle à leur emblème, beaucoup de cadres supérieurs ont vécu comme des maharajahs aux frais de millions de roupies ». Le 4^e rapport de la commission, présenté par le président Jyotirmoy Bora au Lok Sabha (Parlement), déclare que les avantages dont bénéficient les cadres d'Aïr India « sont sans précédent dans l'histoire des entreprises publiques ». Il ne serait pas exagéré de dire, poursuit le rapport, que certains sont « la personnalisation en chair et en os de l'emblème de la compagnie, le maharajah ».

« La commission a par conséquent recommandé une révision complète des avantages accordés aux cadres supérieurs dans le secteur public, afin que ces avantages soient conformes au niveau de vie général du pays, lequel est actuellement assez bas. »

AL BAYANE

De toutes les couleurs...

Le quotidien marocain AL BAYANE ne mâche pas ses mots : « Les mauvaises langues ont assisté avec une franche hilarité à la campagne de rassemblement des façades qui a cours actuellement à Casablanca. Pourquoi avoir été si rigoureux, en principe, un arrêté municipal prévoit expressément que tous les édifices doivent être peints en blanc, à la rigueur en blanc cassé ».

« Or quelle débâcle de couleurs ! Les uns plus criards que les autres... La gamme va du jaune « pipi » au rose « don-don », en passant par le bleu électrique. Assurément, il est recommandé de peindre les façades de blanc pour éviter que cet arc-en-ciel ne vienne trahir vos yeux.

« Mais pensez-vous que les grands et les gros soient plus respectueux que les petits des préceptes municipaux ? Il suffit, pour se convaincre du contraire, d'aller voir le nouveau siège de la Banque populaire, grosse banque parmi les grosses banques. Cet énorme édifice a adopté une teinte franche et audacieuse : un marron bien « gras » dont on se demande bien ce qu'il nous rappelle ! »

NEWS FROM ICELAND

La géographie et les couronnes

Le bulletin mensuel islandais NEWS FROM ICELAND narre une jolte escroquerie basée sur la méconnaissance de la géographie : « Deux bifoutiers de La Hays ont été récemment les victimes d'un truoc de deux hommes à l'air respectable qui, à chaque ahoit, ont demandé très poliment régler en monnaie suédoise. Les deux marchands acceptèrent avec plaisir. Ils ne découvrirent que plus tard que l'argent reçu était, non pas suédois, mais islandais. L'unité monétaire porte, certes, le même nom dans les deux pays, mais la couronne suédoise vaut soixante-quatre couronnes islandaises.

« Ainsi, l'un des marchands reçut seulement 75 guelder islandais (12 000 guelder de marchandises). Dans le second cas, les 8 000 guelder de marchandises ne valaient plus que 50 guelder.

« Inutile d'ajouter que l'un n'a plus jamais revu ce ou ces beaux parleurs.



Un champion belge

Le quotidien bruxellois LE SOIR relate la performance suivante d'un compatriote : « Un habitant de Grammont, M. Charles Faut, âgé de quarante-trois ans, vient de battre, dans un étang du Herve, près d'Engelen, le record du monde d'endurance... de pêche à la ligne. Le record précédent de ce genre d'exercice était détenu par deux Américains qui ont pêché durant trois cent soixante heures depuis un bateau, en 1976 (...).

« Au bord du petit étang du « Visserum », en plein cœur du Paysanland, sous les yeux de sa famille et d'une dizaine d'admirateurs, M. Faut lutte contre le sommeil. C'est que les règles du Guinness book de records sont strictes : pour figurer dans ce catalogue des records mondiaux les plus fous, sous la rubrique « endurance de pêche à la ligne », on n'a le droit de dormir que cinq minutes par tranche d'une heure (...).

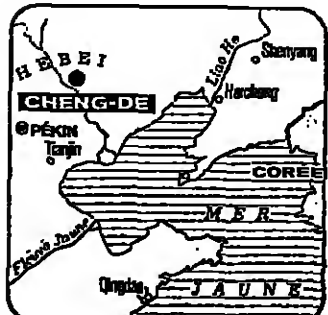
« Après douze jours de pêche ininterrompue, M. Faut avait déjà pêché septante-deux kilos de poissons, dont deux cent cinquante-sept truites et treize kilos de carpes (quatre pièces, dont une de quatre kilos six cents). C'est une autre exploit dont personne ne peut douter, puisqu'il est authentifié par les signatures du maître et du « champion » (...).

« Si le nombre de prises n'a aucune importance pour l'attribution du titre de « meilleur maraichon de pêche à la ligne », il a cependant un rôle important dans la réalisation de l'exploit. Pour ne pas s'endormir, M. Faut a besoin de s'activer (...). C'est pourquoi il utilise cinq gaulles dont il surveille la moindre vibration.

« Ainsi donc, le mardi 24 juillet, à 2 heures du matin, un Belge sera entré dans la légende. Il aura pêché pendant quatre cents heures sans s'arrêter. »

Lettre de Cheng-de

Le Versailles des empereurs mandchous



CHENG-DE est une petite ville à 250 kilomètres au nord-est de Pékin. Il n'y a pas encore de route vraiment carrossable entre elle et la capitale. Je ne sais pas ce que sont les trains de jour, mais le train de nuit met sept heures pour parcourir la distance et ne comprend de couchettes qu'en deuxième classe. Cependant, dans l'unique hôtel, la complaisance du personnel est touchante : on a envoyé un cycliste à la poste pour porter mes deux cartes postales et on m'a rendu la monnaie le lendemain.

A 600 mètres d'altitude, le site de Cheng-de est en forme de « U » dont la branche nord-est et la branche sud-ouest se coupent au confluent de deux rivières. Admirable cadre de hautes collines déboisées, qui s'élèvent par plans successifs à partir de la plaine étroite. Au-dessus d'une des premières se dresse un gigantesque rocher en forme de massus — les Chinois disent un battoir à linge — haut de 50 mètres environ, seul de son espèce. A mi-hauteur pousse un murier dans une anfractuosité de la pierre : quiconque trait manger sur l'arbre des mûres de ce murier vivrait neuf mille ans.

Cheng-de a d'abord été une chasse impériale avant de devenir un dix-huitième siècle, si je comprends bien, une résidence où les empereurs mandchous sinisés recevaient les représentants des minorités nationales, les Tibétains en particulier. La plus importante partie des édifices religieux est consacrée à cet usage. Il y a deux séries de temples : une moitié regardant vers le sud, l'autre vers l'ouest.

Nous avons visité d'abord trois des principaux temples bouddhistes vers le sud. Le premier est le Shu-Kiang si. Le bas est tout tibétain, c'est-à-dire qu'on avance entre des édifices blancs et noirs, à toits plats, ornés de fausses fenêtres en forme de trapèzes, mais la symétrie de l'ensemble est chinoise ainsi que les portes successives qui le franchissent. Tous les pavillons qui se font penser ne sont pas tout à fait semblables. A mi-pente se dresse le temple, encadré par de grands arbres plantés sur la colline derrière lui.

C'est un édifice rectangulaire de style chinois. L'extérieur est à quatre étages de toitures, mais l'intérieur ne forme qu'une seule nef. On bute, en entrant, aux pieds d'un bouddha debout, en terre dorée d'une vingtaine de mètres de haut et qui occupe quasi toute la hauteur de la bâtisse. Bien que les fenêtres des étages ne laissent aucune pénombre, l'effet de vertige et d'horreur religieuse est certain et immédiat. Deux acolytes plus petits, l'un plus mâle, l'autre plus féminin, flanquent le bouddha central. On nous signale qu'il a évidemment fallu dresser les statues avant de construire le temple autour. Les murs sont recouverts d'une sorte de

nid d'abeilles dans les alvéoles duquel se trouvaient jadis « dix mille » figurines d'or massif, hautes d'environ 20 centimètres.

Les deux autres enclosures religieuses, tournées vers le sud, que nous visitâmes sont d'une autre allure et d'une autre grandeur. Elles avaient pour but de rappeler aux hôtes tibétains les coutumes de leur pays, en particulier le Potala de Lhasa. La plus vaste, le Pu-tuo-zong sheng miao, est dominée par le rectangle d'une grande façade noire, elle-même juchée sur une haute terrasse de pierre. La sévérité de l'ordonnance géométrique est adoucie par la présence, à gauche, de quelques constructions basses et, surtout, à droite, par une autre façade moins élevée, moins large et un peu en retrait. Ainsi, les architectes chinois ont créé l'illusion d'un ensemble qui n'aurait pas été conçu d'un seul coup. Ils ont rendu vivant un édifice dont la majesté austère aurait pu paraître morte. Cependant, nous suivons une avenue délavée qui monte en serpentant au milieu des mêmes édifices tibétains qu'au Shu-Kiang si.

Et l'on se rend compte que presque toutes ces constructions sont des « fabriques », de fausses maisons dont toutes les fenêtres sont aveugles. C'est la première fois que je vois en Chine des bâtiments si aseptés et factices. Je reste perplexe : le retrouve mon refus de m'abandonner à la magie du Hémisphère du Nord. Après tout, aujourd'hui que le but et le sens de tous ces mensonges ont disparu, il n'y a plus dans l'air placé et sous le ciel bleu tendre que la gentillesse d'un jeu anodin, une plaisante promenade dans un parc artistement disposé.

Sur la terrasse, la façade n'est décorée que par une bande de faïence verte qui coupe le mur de bas en haut juste au centre. Cette bande est constituée par six niches superposées où sont assis six bouddhas, également en faïence verte : c'est la touche chinoise dans l'édifice.

Nous montons ensuite par des

degré dans l'épaisseur du bâtiment principal jusqu'à une cour centrale dont le sol doit être au second étage de la façade. Nous nous apercevons alors que de ce pseudo couvent de Lhasa ne subsiste que le mur extérieur. Le centre de la cour est coupé par un pavillon à toit d'or de style chinois. Dans un angle de la cour, inaccessible en haut d'un massif de maçonnerie à demi ruiné, se dresse un kiosque à toit d'or.

Le Xu-mi-fu shou miao a été construit pour loger le panchen-lama lorsqu'il fut reçu par l'empereur Qian lang en 1779. De loin il semble avoir été ordonné comme le temple précédent. La même dissymétrie anime la façade de part et d'autre du même cube noir sur lequel seraient posés des pavillons bas. Mais le grand bâtiment central repose directement sur le sol, au niveau de la vallée ; il n'a que trois étages. Les fenêtres tibétaines sont encadrées d'un riche décor chinois en faïence verte : tandis qu'on rappelle à l'hôte illustre son couvent lointain, on lui offre aussi la somptuosité chinoise. La dissymétrie est ici fonctionnelle : l'édifice central était destiné à la vie religieuse, sur la gauche un pavillon à toit d'or servait de logement.

Au centre de la terrasse qui sert de toit au grand cube noir, se trouve une cour presque entièrement occupée par un grand pavillon chinois surmonté du toit d'or qui, de loin, semblait posé sur le haut du couvent : il n'y a guère qu'une rue profonde de trois grands étages, large au plus de 5 mètres, entre le pavillon et les quatre corps de logis qui forment la cour. C'est là, dans ce sanctuaire assombri et privé de vues, que le panchen-lama enseignait et méditait. Le plus beau est le toit d'or de ce pavillon de style : les angles sont décorés de têtes d'éléphants en bronze doré, sur chacune des quatre arêtes courantes ondulantes deux dragons, eux aussi en bronze doré. Il y aurait cinq ou six tonnes d'or sur ce toit.

BOLIVIE

Portrait de femme

À l'entrevue ainsi, placide, ment installée derrière le comptoir de sa petite échoppe entre des ponchos d'alpaga et les tissages aux couleurs chatoyantes, son chapeau melon légèrement de guingois, elle ressemble à l'Indienne qu'elle est. Indienne qui hante de son pas rapide les rues en pente raide des hauts quartiers de La Paz. Pourtant, pour la trouver, il faut bifurquer vers la rue bosselée du Marché-aux-Soleils, derrière l'église de San-Francisco, et dévaliser les étagères à tourterelles. Le planimètre ambulant s'illumine du sourire chaleureux de Doña Paulina, cette jeune femme aymara responsable de la section féminine de la « Mink'a ».

Dans cette Bolivie austère et si magiquement belle des hauts plateaux andins, le réveil aymara s'est notamment traduit par une association indienne, gérée par les autochtones et à leur profit. Du temps d'avant la conquête espagnole, la « Mink'a » était une forme de travail en commun pratiquée dans les villages, et la tradition se perpétue encore de nos jours. Mais au cours des dix dernières années, la « Mink'a » est aussi devenue un symbole de la revendication indienne.

Volubile quand il s'agit d'expliquer la situation actuelle de l'Indien en Bolivie, passionnée même quand il faut défendre ses droits légitimes trop longtemps bafoués, Doña Paulina rougit et étale de rire sa conversation d'engagement vers sa vie personnelle. Elle la juge de peu d'intérêt, si banale tant elle se répète presque à l'infini : une vie sans histoire, une vie qui est un combat journalier pour survivre. Née en 1945 dans une petite communauté rurale de la province d'Arma, elle habite La Paz depuis quelque trois ans. Avant, elle était venue pour aller à l'école secondaire, car au village c'est tout juste si l'école primaire fonctionne : à peine quelques familles forment la communauté, et c'est donc se trouver vraiment d'insécurité les Indiens ? ». Interrogée-elle avec une lueur malicieuse dans les yeux.

Elle, elle a toujours rêvé de savoir davantage. Mais ce fut difficile. Elle se souvient de la maison, âgée d'une douzaine d'années à peine, pour accom-

plir un frère plus jeune et venir à La Paz proposer ses services au collège où il avait été inscrit, en échange de la permission de suivre les cours. Instituteur rural, son père avait compris cette loi de connaissance, et avait accepté de faire un effort supplémentaire pour instruire cette gamine à l'esprit éveillé. Ainsi, Paulina put achever l'école élémentaire secondaire, tout en travaillant pour subvenir à ses propres besoins. De cette époque lui est resté un arrière-goût d'injustice et une volonté ardente de se battre pour la cause de l'Indien et de la femme indienne.

« Éduquer la femme — affirme-t-elle sereinement — c'est éduquer toute une génération. Sur l'alphabète, la femme travaille côté à côté avec l'homme, il faut qu'elle ait elle aussi la possibilité de s'instruire. La femme indienne est doublement marginalisée, car si elle ignore généralement l'espagnol, elle ne sait pas non plus lire ni écrire. Il n'existe pas d'école en langue vernaculaire.

La fierté de sa langue

« Il y a quelques années, à l'école primaire, l'enfant — fille ou garçon — qui parlait aymara était mis à l'amende. Et comme les parents n'avaient pas d'argent pour payer, c'en était fini de l'école obligatoire. C'est récemment seulement que l'Indien a commencé à réapprendre la fierté de sa propre langue, que nous avons enfin compris que nous avions autant, sinon plus, de droits que ceux qui nous gouvernent. »

Changer la vie en Bolivie, réinventer le Collasuyo — ce pays des Collas qui était l'une des quatre régions principales du Tahuantinsuyo, l'empire inca — Doña Paulina habite en un sourire. « Ce n'est pas si simple, et il faut prendre le temps. La première priorité, c'est d'éduquer les nôtres. Nous avons d'abord besoin de savoir. Après, on pourra songer à changer les gens, les structures, et, pourquoi pas, le gouvernement. On ne nous laisse pas parler, affirmer que nous sommes, dire ce que nous voulons. Alors, il faut se préparer et nous renforcer, après on pourra véritablement faire quelque chose. Participer directement.

Pourtant, j'ai préféré le Temple de la Joie universelle. Il regarde vers l'ouest. Devant l'enceinte nous traversons une esplanade dallée, plantée de pins ; l'herbe pousse entre les pierres. De là on découvre les deux vallées.

Rien n'a été restauré : les angles des toitures pendent un peu, le bois de cèdre apparaît partout sous les peintures écaillées. De grands pins poussent sauvagement dans les cours désertes où les aiguilles brunes font un tapis silencieux sous les pas. Le lambeau à disparu du kiosque à moitié ruiné. Sous le porche, le bouddha, charitable, sourit vers les portes fermées, les géants gardiens sont encore en place. Quelques hommes pauvres vêtus errant dans les cours. On a le sentiment qu'il tout est paisible et vrai.

Nous montons ensuite sur le socle du temple supérieur. La terrasse est occupée par un édifice couvert de tuiles jaunes. A l'intérieur, le plafond doré est très beau et intact. Au centre, se dresse un énorme bûche de bois, au milieu duquel on entre aperçoit par les ouvertures, une statuette compliquée. Mes guides insistent pour que je regarde la statue, de ce côté, et de cet autre. Je jette un coup d'œil et je passe. Quand nous serons ressortis du temple, ils me diront : « Avez-vous vu que ce bouddha était en train de faire l'amour ? ». Non, je ne l'ai pas vu ; ils auraient pu me le dire plus tôt ! C'est la dernière épreuve pour devenir bouddha : une pénétration sans éjaculation. Ils ajoutent qu'en se présentant plusieurs fois par semaine à l'examen, à condition de toujours rater l'épreuve, la vie d'ascète devient supportable.

A mon tour, je leur demande si la veille il sont vu dans un coin un autre bouddha qui faisait aussi l'amour et dont je ne leur avais rien dit, moi non plus. Mais, bien sûr, ils l'ont vu.

Et nous montons derrière le temple pour une longue promenade jusqu'au rocher en battoir à linge.

BERNARD LALANDE.

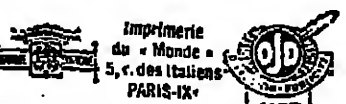
à la vie politique, c'est aussi pour plus tard. Moi, candidate aux élections ? Non. Mon rôle, c'est d'y préparer ma fille, toutes nos filles, qu'elles soient à même un jour de décider elles-mêmes de leur sort et d'assumer leur destin de femme et d'Indienne, sans avoir à rougir de leur ignorance. »

Président de l'association Bartolina Sisa (1) des femmes paysannes, Doña Paulina a quatre filles. La plus jeune, Isabel, a un peu plus d'une année, et sa mère la porte sur son dos, enveloppée dans une couverture — comme n'importe quelle petite Indienne des Andes. Isabel ouvre de grands yeux curieux sur le monde étrange de cette Bolivie mal intégrée, où la majorité indienne — quelque 70 % des cinq millions d'habitants — n'a pratiquement pas droit à la parole. Lors de notre dernier entretien avant de quitter La Paz, Doña Paulina nous a raconté, toujours avec le sourire, un incident révélateur : elle s'était rendue au commissariat de quartier pour demander un papier officiel qui tardait à venir. Le policier de faction l'a interpellée : « Indienne insolente, de quel droit viens-tu ici réclamer ? Tu ne sais donc pas attendre ? ». C'est pour qu'Isabel ne connaisse plus pareille humiliation quotidienne que Doña Paulina revendique ardemment la place de la femme indienne dans son pays.

CLAUDE B. LEVENSON.

(1) Bartolina Sisa : femme de Tupac Katari, chef indien qui mena la rébellion contre les Espagnols en 1781 et amitié avec ses troupes la ville de La Paz pendant plus de trois mois. Arrêtée, les deux rebelles furent exécutés « pour l'exemple ».

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérance : Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.

Le Sénégal, convalescent de la grande sécheresse

voirs ont été étudiés dans le Hart bassin, dont celui de Manamantal qui a été retenus.

Andréïé Ministre des travaux publics de la fédération du Mali, M. Amadou Aï, aujourd'hui Juste commissaire de l'O.M.V.M., explique : « Pour la mise en valeur des fleuves, la coopération internationale est devenue très utile pour la création d'infrastructures régionales, c'est-à-dire les barrages de Diabla et de Manamantal, le chemin ferré de Sanké-Djébo à Kayes via Mali, et une douzaine d'installations portuaires seront propriétés communes et gérées par les gouvernements des pays de l'O.M.V.M. » M. Aï rappelle les trois principaux objectifs à atteindre : « Dans le domaine agricole, organiser rapidement 500 000 hectares de terre ; - dans le domaine industriel, créer 100 000 emplois ; - dans le domaine des transports, créer 100 000 kilomètres-heure dans le régime de Manamantal ou se substituer à des routes périmées de 700 ; dans le domaine de la navigation flu-

à partir à nous affirmer : « Nous avons fait un adreé pari que nous sommes le bras de gagner et qui aura des conséquences considérables pour les populations de toute la vallée du fleuve... Ici, nous employons 4 500 personnes, dont 70 espatés, et nous versons mensuellement 200 millions de francs CFA de salaires. Nous cultivons 5 500 hectares de canne, dont 4 800 sont en exploitation, totalement irrigués... En 1979, nous aurons raffiné 31 000 tonnes de sucre, ce qui représente la moitié de la consommation nationale... »

A Dégand, le préfet Tréflaume Bourras, jette à ses heures, comme le chef de l'Etat qui a présencé l'un de ses ouvrages, monnaie de fleur « limite naturelle, politique, météorologique », expliquant : « Derrière six mois de l'année, la tempête seule remonte jusqu'à, à 140 kilomètres de l'océan, et les pêcheurs captèrent alors des poissons de mer. Le barrage de Dama entrainera la disparition de cette longue suite et permettra d'importantes activités agricoles permises. »

This is a black and white map of West Africa, specifically focusing on the region around the Senegal River and the Niger River. The map shows the following details:

- Neighboring Countries:**
 - MAURITANIE** (Mauritania) to the north.
 - MALI** to the east.
 - GUINÉE** (Guinea) to the south.
 - GUINÉE-BISSAU** (Guinea-Bissau) to the southwest.
- Senegal:**
 - Capital: **DAKAR**
 - Other cities: **St-Louis**, **Dessalé**, **Fatick**, **Matam**, **Bakel**.
 - Regions: **Dessalé**, **du Fatick**.
- Mali:**
 - Capital: **BAMAKO**
 - Other cities: **Koulikoro**, **Sikasso**, **Korhogo**, **Kankan**, **Timbuktu**.
- Guinea-Bissau:**
 - Capital: **BANJUL**
 - Other cities: **Bissau**, **Cacheu**, **Porto**.
- Geographical Features:**
 - Senegal River:** Flows from the north, through Senegal, and into the Atlantic Ocean.
 - Niger River:** Flows from the north, through Mali, and into the Atlantic Ocean.
 - Atlantic Ocean:** Located to the west of Senegal and Guinea-Bissau.
- Scale:** A scale bar at the bottom indicates distances of 0, 100, and 200 km.

A Matam également, c'est un ancien enseignant, M. Ibrahim Seriba Thioub, providence de tous les chercheurs et enquêteurs, qui fait office de cicerone. Sans mériter le surnom de "grand baobab", il est un homme d'une haute stature en couleur consacrée à l'histoire des alimzans du Fouta-Toro. Il est sans aucun doute le plus bel ornement de cette ville qui, depuis que l'ancien toro Faidherbe a été englouti par les eaux du fleuve En 1850, ne possède plus aucun monument ni bâtiment digne de ce nom. Les seuls vestiges de la ville, légendes, faits, rumeurs, poésies et traditions orales, M. Thioub raconte à sa façon la fondation de la ville.

Et puis, lui aussi, il s'attarde sur la sécheresse : « Le fleuve est aujourd'hui comme mort... Ce sont des camions venus de Saint-Louis qui nous amènent ici du poisson de mer. Beaucoup de pêcheurs ont abandonné leurs filets et cultivent, mais le fleuve ne sert plus de son lit. La dernière inondation importante a eu lieu en 1965, lorsque de Gaulle est venu à Dakar et a proposé le référendum pour savoir si les Africains acceptaient la communauté... »

Il suffit d'une courte promenade sur le fleuve pour constater la vétérarité des propos de M. Thibaut. Aucune pêche miraculeuse, et les filets sont pratiquement vides lorsqu'on les relève. Aucun champ non plus de grande étendue aux abords immédiats de la ville. Heureusement, Matam est une ville de rivières, parce que le fleuve est à portée de main. C'est à Dakar comme vendeurs de journaux, d'oreilles, marchands ambulants ou fonctionnaires et envoient une partie de leurs revenus aux parents restés au pays. M. Sancha, technicien agricole, est Européen qui réside ici de façon permanente, nous confirme : « Il y a des émigrés qui organisent des collectes en France pour acheter des groupes de motopompes et des tracteurs pour le Sénégal. Cette solidarité, on la retrouve également à Bakel, d'autres des « escalas » du fleuve, centre vital du pays sarakollé, centre traditionnelle d'émigration.

Des laptots aux dockers

Dès le dix-neuvième siècle, les Sarakollé, ou Soninké du haut fleuve s'engagent déjà en grand nombre comme laptois (suppléants) dans la marine de guerre française. Au vingtième siècle, on retrouve leurs descendants dans la marine de commerce, dans la marine de pêche, dans la marine de Douane, etc. Le capitaine général Sembène Ousmane a décrit leurs conditions de vie à Marseille. Insistant sur les aspects financiers de l'émigration, une enquête collective effectuée par le Centre français de recherche et de documentation du Sénégal (C.R.D.S.), que dirige M. Mohamed Padel Die, indique qu'en 1877 les deux seuls bureaux de poste des villages de Cissé et Dembauskane ont reçu plus d'une centaine de lettres émigrées (le franc C.F.A. valait alors 100 centimes) en mai-juin 1877.

Au-delà de Kayes, commence la région qui servit de tête de pont à la pénétration française au Soudan et surtout en direction du bassin du Niger. Ancienne capitale du haut Sénégal, titre que lui enleva

Bamako en 1907, Kayes fut également pendant longtemps un important port fluvial, ruiné par la concurrence du chemin de fer.

A 12 kilomètres de ce centre administratif déchu, Médine rappelle la résistance du méfis Paul Hule, g.ii, en 1857, fit front durant trois mois et deux jours aux guerriers d'Isl Hadj Omar qui voulaient s'emparer du fortin dominant le fleuve. Une simple pyramide entourée de trois canons perpétue le souvenir de la fois d'armes.

Un autre rhodolithe tout aussi modeste nargués les chûtes du Felou, pileuse Bafoûlébé, confluent du Baling et du Bakoy n'a pas le rhodolite frontonement. Les sources du Sénégal non plus, à proximité desquelles pourtant l'explorateur Gaspard Théodore Mollien affirme avoir personnellement gravé en 1817, la date de « sa » découverte, dans l'écorce d'un arbre voisin.

Du moins, reste-t-il le récit d'un voyage effectué en compagnie de ses guides Ali et Boukari, et dont Mollien relate en ces termes la principale étape : « Nous avons commencé à gravir une colline très escarpée. Nous étions encore loin de son sommet lorsque Ali, s'arrêtant tout à coup, nous montra sur notre

gauche, à peu de distance de la route, un bouquet d'arbres toujours qui cachait la source à nos yeux. On ne peut qu'ajouter avec Bonkari le long de la montagne et parvins dans ce bois épais où les rayons du soleil n'avaient jamais pénétré, et je traversai le Sénégal, dont la largeur pouvait être de là à pieds ; en le traversant, nous aperçûmes au-dessus de l'autre deux bassins d'où l'eau sortait en bouillonnant, et plus haut un troisième qui n'était que humide, de même que la rigole qui aboutissait au bassin par où l'eau s'écoulait vers nous. C'est ce bassin que les noirs regardent comme la source du fleuve... » (7). C'est ainsi qu'il y a cent soixante-deux ans paraissent avoir été les vives polémiques qui fléchissent opposés par plusieurs auteurs, géographes et géographes sur le lieu de naissance du Sénégal.

PHILIPPE DECRAËNÉ

(6) Dont 225 millions de dollars en provenance des trois pays arabes (Arabie Saoudite, Abon Dabhi et Koweït), et 195 millions de dollars en provenance des divers pays occidentaux, dont la République fédérale allemande (100) et la France (52).

(7) G. T. Mollien, *Découvertes des sources du Sénégal et de la Gambie*, Delagrave, Paris, 1888, page 247.

A Pôdar, dont le nom aurait pour origine les pots d'or qui étaient vendus aux premiers commerçants européens venus s'installer ici, le préfet Mamadou Mustapha Fall explique que la ville n'a été désacralisée que depuis le 2 juin 1971. Alors, truite sur un bœuf, alcool dans la main, Mam Fall, le site était jadis sanctifié d'éléphants, où était jusqu'alors isolée par les eaux pendant une grande partie de l'année. L'inauguration du pont El-Hadj-Seydou-Nourou-Tall, du nom du petit-fils du grand conquérant El Hadj Omar, a changé la vie des citadins.

Celui qui a donné son nom au pont est, en dépit de ses cent seize ans, venu en personne présider aux cérémonies du 2 juin... Là encore, les conséquences de la sécheresse constituent le thème central des discussions, et le préfet rappelle qu'en 1978, à la suite de la destruction massive de leurs troupeaux, certains éleveurs peuhl s'étaient suicidés.

Maire de Podor, ancien combattant de l'armée française,

M. Boubaou Sali égremente les visiteurs sans se souvenir de la violence de ces jours, cotés de la frontière, où le climat du son état, est un désagréable et un contour hors pair. Il évoque la geste d'El Hadj Omar, né à quelques kilomètres d'ici, mort dans des circonstances mystérieuses dans les grottes du pays Dogon, à Bandiagara, rappelant les liens personnels qu'il entretenait avec le pays. Il se souvient d'un moment où il dressa contre la pénétration coloniale française.

Puis il raconte l'histoire de la cité qu'il connaît comme Dagaana et Matam, l'un des grands centres de transit de la gomme arabique destinée aux industries européennes, tandis que l'une de ses filles émerge avec patience les visiteurs éprouvés par une chaleur qui dépasse celle de l'umbrelle. Il est vrai que, avec Matam, il y a aussi la ville d'Okob en République de Djibouti, Fodora partage la réputation d'être l'un des points les plus chauds du continent africain.

A Richard-Toll (*Le jardin de Richard*), dans le bureau qu'il occupe dans l'ancien hôtel du baron, gît un bâtiment moderne caché que courent deux tours de pout. M. Toll, chef du service des eaux et forêts, est pessimiste : « La sécheresse a diminué le nombre des poissons parce que la quantité d'eau était devenue insuffisante et parce que les crues étaient trop brutales, car les conditions déforment la surpopulation normale. La surexploitation par des populations sauvages et la modification du milieu naturel par certains aménagements hydro-agricoles sont également responsables de cette situation. »

En revanche, à l'extérieur de la ville, au siège de la compagnie sucrière du Sénégal, l'atmosphère est radicalement différente. Le

Pour l'historien André Villard (*Histoire du Sénégal*, Dakar, 1943), le Sénégal est la rivière des Azénagués, les barbares Zenaga. Mais ce point de vue est loin de faire l'unanimité.

Paul Gaffarel, dans son ouvrage intitulé *Le Sénégal et le Soudan français* (Edit. C. Delagrave; 1930), a noté : « C'est Lanzarote le Gambia qui, dans son voyage de 1278 (p) donna au fleuve le nom d'un "d" qui "l" habitaient sur ses rives ; mais le nom ne fut complètement inconnu des indigènes. Il a longtemps été écrit *Sénoga*. C'est depuis une certaine d'années seulement que les Européens ont ajouté un "s" au trait d'union de *Sénégal* et *Gambia* ». Les anciens Wolof le nommaient *Djelli-Baïf* et sur les portulans, il a longtemps été désigné par la dénomination de *Vedamou* ou *Sénégal* de l'*or*, *Male* le mot *si* signifiant *l'or*. C'est aussi l'ancien nom curieusement du vrai nom du fleuve est l'*Ouidéah*...

Pour sa part, le contre-amiral Vaillon, consacrant dans le *Bulletin de la société de géographie de Paris* (1888, n° 6) un article à l'origine de certains noms ouest-africains, signale que le fleuve Sénégal était dénommé Dachgi, Dechnander, Deotpaglie ou Gogilede. Enfin, selon des sources moins erudites, Sénégal serait la déformation de deux mots qui, dans l'une des langues autochtones, signifierait « ma rivière ».

(Suite de la page 7.)

La direction refuse pour le moment de prendre en charge financièrement cette formation et d'aller plus loin que les quotas légers, mais elle sait qu'elle est dans une impasse. Et si elle a récemment décidé de faire appel à un organisme spécialisée dans le contrôle des absences pour résoudre, elle ne peut pas ignorer que cela ne changera rien à une maladie qui fait des progrès inquiétants : la nausée du travail en milieu.

« Un gros effort d'accueil et d'explication est d'ailleurs fait à l'embauche. Les bas salaires ont été sérieusement relevés. Et, depuis deux ans, des réunions d'atelier rassemblent régulièrement le chef d'atelier et une dizaine d'ouvriers représentant les différentes catégories de travail. La direction y donne des informations sur la production, les accidents du travail, l'absentéisme ; et la discussion qui suit, centrée sur les conditions de travail, est susceptible de s'étendre aux questions les plus variées.

Ainsi, eu l'il des mois, ont été réglée un certain nombre de problèmes simples. Restent les problèmes majeurs : l'existence des ateliers, par exemple, qui est la cause d'une grande partie des accidents : « Il n'y a d'argent que pour les dépenses directement productives. » Mais Francis le militant, Francis qui s'accroche depuis cinq ans à cette vie d'O.S., avec la conviction chevillée que se disputent à ce niveau des enjeux essentiels ? Francis ne cherche pas à masquer la complexité de la situa-

« Quand les patrons ont lancé

tes réunions d'atelier, le syndicat y est hostile. On voyait bien qu'il s'agissait de faire passer une directive générale. Mais les gars, eux, se sont précipités sur l'occasion qui leur était donnée de pouvoir dire enfin ce qu'ils avaient sur le cœur au sujet de leur travail. Chez D., à Montluçon, où le syndicat voulait carrément boycotter les réunions d'atelier, il a dû changer d'attitude en vitesse parce que rien ne pouvait empêcher les gars d'y aller; bien plus (quand il a décidé de venir y défendre ses positions), il s'est rendu compte qu'il ne devait pas intervenir trop souvent parce que les gens voulaient s'exprimer par eux-mêmes.

► On est déboussolés de voir les patrons se mettre à se poser des problèmes comme ceux des conditions de travail, du contenu du travail, ou même du droit des ouvriers à la parole... Bien sûr, c'est le statut de nous, inférieurs, qui les amène à le faire. Les inconvénients de la division du travail commencent à devenir plus lourds pour eux que les avantages : l'absentéisme, les défauts de la production, l'instabilité du personnel... Ils sont obligés de chercher dans des directions nouvelles.

« Mais nous aussi, nous sommes obligés de sortir des schémas traditionnels du syndicalisme. Il faut que nous nous remettons à réfléchir. Au lieu de refuser les réunions d'atelier, je crois qu'il faut se battre pour qu'elles gagnent du pouvoir, en arrivant à discuter des investissements, du lancement de telle production par rapport à telle autre... »

M.C. BEITBEDER.

RADIO-TELEVISION

« QUELLE FRANCE ? » SUR ANTENNE 2

Climats girondins

DEPROGRAMMEE le soir où elle devait être diffusée, en raison des impératifs de l'actualité (Antenne 2 a diffusé le 25 juin un reportage sur le drame des réfugiés vietnamiens), l'émission consacrée au département de la Gironde pourrait bien être la dernière de la série « Quelle France ? ». Série brillamment inaugurée en juillet 1977 avec le Nord-Pas-de-Calais et qui se limitera donc à six numéros. Il était prévu au départ qu'un système d'une fois par mois la « Question de temps » serait ainsi de faire connaître mieux les spécificités de « coins » de la France dont les élus auraient accepté qu'ils soient montrés dans leurs réalités. Et même... ces élus étaient d'accord pour payer en partie ces productions. Le rêve. On les intéressait, à tous les sens du mot, à l'affaire. On précisait en outre les règles du jeu, et cela pouvait se bien passer, ce qui fut parfaitement le cas pour le Nord-Pas-de-Calais et pour l'Alsace. Seulement voilà, les responsables politiques — et administratifs par extension — ne sont pas tous aussi surs de leur assise. Certains ont

crain... D'autres se sont plaints, comme dans l'Hérault et les Pyrénées-Atlantiques, allant jusqu'à porter en justice les raisons de leur déception. D'autres encore n'ont pas hésité à intervenir carrément.

C'est arrivé dans le Bordelais, et, contrairement au numéro consacré à la Haute-Loire où l'on ne sentait guère de trinquages (le Monde daté 1^{er} juillet), ce panorama girondin est assez étrange. Composé des images réalisées par des professionnels partis avec l'ambition de proposer une enquête sur le « pays », le film est affublé d'un commentaire off résolument « rose » et construit (re-construit) de façon à donner au téléspectateur le sentiment que tout va très bien, et même de mieux en mieux.

À la rédaction en chef d'Antenne 2, où l'on reconnaît les ambiguïtés de cet aperçu, on annonce que, à la rentrée, le temps d'un magazine, un samedi, on laissera la parole à ceux qui, sur place, auraient des choses à dire... On prévoit aussi de trouver dorénavant d'autres moyens de faire connaître les provinces.

PRATIQUER l'omission et l'on est diplomate, ou homme politique, c'est faire habilement son métier. Mais lorsque l'on est fabricant d'information, passer les ombres sous silence peut devenir un vilain péché. Oh ! en lançant l'idée de leur série « Quelle France ? » Eric Clouet, Guy Claisse et Philippe Gildas n'avaient pas de mauvaises intentions ! Bien au contraire. Ils se sont dit, comme tout le monde : les chaînes nationales ne laissent pas assez la parole aux Français non parisiens, or, dans les stations de FR 3, journalistes et réalisateurs, trop « impliqués » dans les réalités de leurs régions, ne donnent pas toujours des faits une vue objective, « extérieure ». Ils se sont dit encore que les Bretons, entre autres, peuvent être curieux de savoir comment on vit en Alsace, qu'un Lillois a sûrement envie de voir et d'entendre un habitant de Pau.

Il arrive cependant que la mise en œuvre pratique d'une « bonne idée » transforme singulièrement celle-ci. Et Louis Bérilot, rédacteur en chef d'Antenne 2, conclut carrément à l'échec de l'expérience : avec « Climats », le numéro consacré à la Gironde — « la chaîne se trouve dans la situation de diffuser un film de syndicat d'initiative » — et « des élus locaux n'ont pas échappé à la tentation d'une valorisation politique sans nuances de leur département ».

Dans la mesure où le financement de ces émissions a été imaginé comme une coproduction avec les conseils régionaux (pour 40 % du budget), le DATAR (pour 20 %) et à 2 pour les 40 % restants, fallait-il espérer que les bailleurs de fonds laissent tout dire ? Fallait-il

« Ça va très bien »

On n'allait donc pas laisser M. Pierre Leballit, président de l'Association de défense des plages et landes en question, exprimer à l'antenne les réserves ou les inquiétudes que suscitent ces plans sur la comète touristique. De surcroît, ce dernier n'était pas natif du département mais venu du Pays basque, et donc « non représentatif », aux yeux des délégués à la commission de travail sur l'émission.

Le spectateur aura donc droit sur ce point — vue superbe de l'océan — au jugement circonstancié d'un scientifique chercheur à l'université, du genre « la côte aquitaine sera conçue à l'échelle des ambitions, en tenant compte des oppositions et tout cela dans la concertation ». Il n'entendra que relativement peu

M. Mano, modeste viticulteur de Saint-Loubès, s'interroger sur les fluctuations des cours du bordeaux, mais on lui fera l'apologie du rôle bénéfique et équilibré du C.I.V.V. (Comité interprofessionnel des vins de Bordeaux). Ou encore, il apprendra que le port du Verdon est appelé à restaurer le rôle de plaque tournante commerciale qui fut celui de l'ancien Bordeaux. Sur les avatars de la centrale nucléaire de Braud-Saint-Louis, on glissera en une demi-seconde.

Mais ne talons pas de mauvais esprit. Le scénario proposé par Eric Clouet n'a pas été modifié. Ce qui a changé en cours de réalisation, c'est l'interprétation des images. « Belle image d'allure : survol en hélicoptère de la forêt landaise avec arrêt à la papeterie de Fauroux, ou bien promenade à travers les vignobles magnifiquement entretenus. Quoi de plus impressionnant qu'un chal amoureusement surveillé ? C'est peut-être Montaigne qui disait : « J'aime ce pays parce qu'il est beau et parce qu'il est le mien ».

Il faut croire que tous les Girondins sont aussi chauvins. C'est le cas, au dire de Gabriel Delaunay, ancien président de la région. Interrogé lui en tant qu'écritain, il vante l'esprit frondeur, antijacobin des Bordelais, mais précise que, s'ils ont des problèmes, ils les règlent sans avertir la terre entière. Le Girondin, selon lui, est pudique. Il vous répondra toujours : « Ça va très bien », même si... Sous-entendu : chez nous, le linge sale se lave en famille. C.Q.P.D.

MATHILDE LA BARDONNIE.
★ Lundi 6, A 2, 21 h. 40.

Écouter-voir

● SÉRIE : LA PREMIÈRE LETTRE —
Dimanche 5, FR 3, 20 h. 30.

Roger Roussel, l'adolescent-résistant torturé par la police française et abattu par l'armée allemande (le Monde daté 23-24 juillet), est ici montré à travers le deuxième « lieu de rencontre » : l'école, qu'il venait de quitter quand la guerre a éclaté.

Sans se soucier de bienveillance et avec des trésors d'imagination, des enfants mêlent histoire et fiction jusqu'à les confondre : malicieux, l'un commente les offenses de l'ennemi et les contre-attaques comme il le

ferait d'un match de football, d'autres chantent et dansent le mariage de Roger et Mathilde puis reconstituent les enfers (la prison ?). Fidèle à sa volonté de faire « autre chose » sur le thème de la Résistance, Armand Gatti propose un spectacle audacieux, brouillon et poignant.

● SOURCES D'AILLEURS : LES ETATS-UNIS. — Mardi 7, TF 1, 20 h. 35.

Cette soirée consacrée à la télévision américaine sera principalement illustrée par un téléfilm de Stanley Greenberg Pueblo, inspiré d'un événement authentique.

VU

Popesco

Quel métier, bon Dieu, et quel talent, quel art dans la façon de doser un silence, de filer une réplique, quelle force et quelle science ! Elle avait tout, Elvira Popesco, la beauté, le tempérament, l'exotisme, l'invention. Il ne lui aura manqué que la chance. Celle de tourner un grand film et de passer ainsi véritablement à la postérité. Comme Raimu. Elle l'égalait.

On l'a bien vu, vendredi, dans la foule d'Au théâtre ce soir... Elle venait d'arriver par sa seule présence la Locomotive, une comédie délicate.

Le rôle se relevait sur un assez beau portrait : le dosage habile de témoignages, d'interviews, d'extraits de pièces et de films.

Tous quelconques, ces films : ce n'est vraiment pas de veine. Même celui, le Roi, de Pierre Moinel, où justement elle se mesurait à Raimu.

Elle a inspiré les auteurs les plus cotés de l'entre-deux-guer-

res : les Verneuil, les Deval, les Barnstein. Ses partenaires habituels à l'écran s'appelaient Victor Boucher, Jules Berry, Louis Jouvet, Maurice Chevalier, Fernandel. Et, de tout cela, il ne reste que des traces, la marque que laisse le passage trop éphémère d'un personnage en quête de rééquilibrage. Le plus curieux d'est que, à la tête du Théâtre de Paris puis du Marigny, elle a composé avec bonheur des affiches sensationnelles : le Violon sur le toit, Domage qu'elle soit une putain, la Puce à l'oreille...

« Un bon texte, c'est bien rare », nous disait-elle, toute dorée, encore, toute fraîche, à quatre-vingt-deux ans. Mais son meilleur rôle ne lui était pas destiné. A l'origine, c'était un rôle d'homme. Écrit pour Raimu précédemment, et il ne lui ressemblait en rien : c'est la Mamma, d'André Roussin, toute noire et sombre sous sa perruque en ailes de corbeau, et ses volées de deuil.

CLAUDE SARRAUTE.

Correspondance

A qui la faute ?

À la suite de l'article de Mathilde La Bardonnie annonçant l'émission sur Léon Blum — premier numéro de « l'Histoire en jugement », — diffusée par TF 1, le mercredi 25 juillet (le Monde daté 22-23 juillet), nous recevons de M. André Brissaud, responsable de cette série, une réponse dont nous publions les extraits suivants :

Que mon émission sur le grand leader socialiste vous déplaît, c'est votre droit le plus strict de l'écrire. Mais, dans votre article, il y a quelques phrases et mots que je ne puis laisser passer sans réagir, car ils montrent une volonté indiscutable de nuire.

Vous osez m'accuser d'antisémitisme ! C'est grave. D'autant plus grave que faux. Je vous mets au défi de prouver votre calomnieuse affirmation qui ferait haïr les Juifs à tous ceux qui me connaissent ou m'ont connu. Un seul exemple, pour vous informer. Deux de mes premiers livres d'histoire ont été respectivement préfacés par deux de mes amis, André Maurois et Robert Aron, de l'Académie française.

Je ne vous permets pas d'écrire que « les propos de M. Tixier-Vignancour étaient les thèses hostiles du premier assesseur, André Brissaud », ni d'ajouter : « Tant de conviction antisocialiste filmée avec tant de complaisance, c'est beaucoup. » Je dis : « Une telle perfidie de votre part, c'est trop. » J'ajoute :

« Comment osez-vous m'adresser un tel reproche alors que, dans ce « procès », sont exposées les thèses « pour » et « contre » sur Léon Blum et que, soucieux de la vérité historique, nous avons deux « contre » et trois « pour » dont le temps de parole, dans mon émission, est exactement trois fois plus long que celui des deux « contre » ? »

De son côté, M. Patrice Bufotot, qui a étudié la politique militaire du parti socialiste S.F.I.O. dans l'entre-deux-guerres, nous adresse une lettre de mise au point concernant les assertions de maître Jean-Louis Tixier-Vignancour, appelé à témoigner au cours de ce procès fictif :

Le principe même de l'émission consistant à faire passer devant un prétendu tribunal de l'histoire un homme politique ou autre personnage « historique » n'est pas une bonne formule. Celle-ci devient franchement de mauvais goût dans le cas de Léon Blum lorsque l'on sait que le gouvernement de Vichy le fit passer devant la cour de Riom !

Et on reprend, en 1979, les mêmes accusations que celles formulées par Vichy lors du procès de Riom. Les vieux mythes ont la vie dure, et il y a des contre-vérités qui doivent être dénoncées. Comme ces deux affirmations de maître Tixier-Vignancour, que les « jurés » ou autres participants de l'émission n'ont pas réfutées.

La première affirmation concerne « les 400 avions livrés par le Front populaire aux républicains espagnols et qui auraient manqué à l'armée de l'air française en mai 1940 ». Les études actuelles confirment toutes que les livraisons d'appareils français à l'Espagne républicaine s'élevaient à un total de 80 appareils et non de 400 comme l'affirme maître Tixier-Vignancour.

Encore faut-il préciser que tous ces appareils, commandés au titre du Plan 1 adopté en juin 1933, ont été conçus vers 1930 et pour certains, comme le Potez 25 bien avant. Bien qu'ils soient encore en service en 1937, ces appareils sont dépassés sur le plan technique à cette date. Lors de la déclaration de guerre, en septembre 1939, il va sans dire qu'ils sont complètement dépassés et incapables de s'opposer à

des appareils « modernes ». Les quelques appareils encore en service dans l'armée de l'air ne seront pas utilisés dans la bataille de mai-juin 1940. Il est donc faux d'affirmer que les appareils livrés à l'Espagne auraient permis à l'aviation française de s'opposer avec efficacité à la Luftwaffe en mai 1940 puisqu'ils étaient tous périmés sur le plan technique.

« Le Front populaire n'a pas préparé le pays à la guerre », est la seconde affirmation inexacte. Le Front populaire a en effet donné les moyens financiers nécessaires au réarmement. Le 7 septembre 1936, le conseil des ministres adopte un plan quadriennal de défense nationale. Le général Gamelin demande pour le réarmement 9 milliards de crédits. Léon Blum et Edouard Daladier estiment cette somme insuffisante puisqu'ils portent ces crédits à 14 milliards. Le budget militaire de 1937 est supérieur de 50 % aux prévisions de 1936. Une caisse autonome de défense nationale est créée en mars 1937 pour gérer les emprunts de défense nationale.

Enfin les nationalisations des industries d'armement et des usines aéronautiques ont permis de passer d'une production semi-artisanale à une production de masse en concentrant les entreprises.

Si le matériel moderne est livré trop tard c'est faute d'avoir démarré le réarmement bien après celui des Allemands, qui a commencé dès 1933. Rendre le Front populaire responsable de la défaite de 1940 est une affirmation « politique » et non « scientifique » : elle est un moyen de perpétuer le « mythe » lancé par le gouvernement de Vichy, qui, en discréditant le Front populaire, a voulu cacher les responsabilités d'une certaine droite pro-allemande dans l'effondrement du pays en juin 1940.

Les films de la semaine



★ Jean Gabin et Michèle Morgan dans « Quel des braves » de Marcel Carné (1936). Mercredi 8, A 2, 20 h. 35.

● TROIS SUR UN SOFA, de Jerry Lewis. — Mardi 7, FR 3, 20 h. 30.

Sous des personnalités d'emprunt, cow-boy, sportif, amateur de sociologie (il se déguise même en femme), Jerry Lewis essaie d'être un psychiatre plus rapide dans ses conclusions que Janet Leigh, sa fiancée. La mise en scène, elle, traîne en route mais les pitreries de Jerry sont savoureuses, même s'il a, souvent, fait mieux.

● LE BUISSON ARDENT, de Daniel Petrie. — Mercredi 8, FR 3, 20 h. 30.

Le problème de l'ethnologue, des digressions psychologiques et sentimentales. Dans ce pesant mélodrame, Richard Burton fait une drôle de tête. Il y a de quoi.

● QUAI DES BRUMES, de Marcel Carné. — Mercredi 8, A 2, 20 h. 35.

La conservation du couple Jean Gabin-Michèle Morgan par le « réalisme poétique » : brumes, pavés mouillés, étres loanches ou en marge, amour brisé par la fatalité, impossible départ vers les « ailleurs ». L'esthétique de Carné, l'univers de Prévert indissociables. Et des acteurs fabuleux.

● SEPT FOIS FEMME, de Vittorio de Sica. — Jeudi 9, FR 3, 20 h. 30.

Zavattini et de Sica empiètent dans une comédie à schémas commerciaux et cinématographiques. Paris est la ville et Shirley Mac Laine la femme aux sept visages. Shirley s'épuise à se transformer, à montrer tous ses dons de comédienne, jusqu'au cabotage. Comme on l'aime bien, on lui pardonne.

● FLAMMES, d'Adolfo Arietta. — Jeudi 9, TF 1, 22 h. 30.

Plutôt mieux que ce que réalise d'habitude ce bricoleur de l'underground parisien. Au moins, Caroline Leeb, jolie, charmante, poétique, n'est pas un travesti. Et certains plans sont bien composés. Quant à l'obsession, la névrose de la jeune fille pour un pompier en uniforme, elle prête plutôt à rire.

● LE GRAND SILENCE, de Sergio Corbucci. — Vendredi 10, A 2, 23 heures.

Ce n'est déjà pas banal de voir Jean-Louis Trintignant en tueur muet de l'Utah sauvage, à la fin du dix-neuvième siècle. Pourtant, Klaus Kinski, grinçant et sadique, lui donne le pion dans ce

western italien où les tremolos d'Ennio Morricone accompagnent des scènes violentes et sanglantes, des ténies à faire frémir.

● ON A RETROUVÉ LA SEPTIÈME COMPAGNIE, de Robert Lamoureux. — Dimanche 12, TF 1, 20 h. 35.

Henri Guybet a remplacé Aldo Maecione auprès de Jean Leferbère et Pierre Mondy mais les trois sigotos de la 7^e compagnie en déroute continuent d'appliquer le système D. pendant la débâcle de 1940. Les Allemands se laissent-ils rouler aussi facilement ?

● AVEC LE SOURIRE, de Maurice Tourneur. — Dimanche 12, FR 3, 22 h. 30.

Maurice Chevalier, arriviste et salaud de charmes dans une comédie de mœurs (on y voit beaucoup les milieux du music-hall parisien et la scène du « chapeau de Zozo » est un morceau d'anthologie) écrite pour le cinéma par Louis Verneuil, solidement mise en scène par Maurice Tourneur dont c'est un des meilleurs films des années 30.

● LES IMPLACABLES, de Raoul Walsh. — Lundi 13, FR 3, 20 h. 30.

Un western, un vrai, riche en détails authentiques sur les convoyeurs de troupeaux (2000 kilomètres du Montana au Texas) avec de grands espaces, le style dur et dramatique de Walsh et des aventuriers qui sont joués par Clark Gable, Robert Ryan et Cameron Mitchell. Il y a aussi Jane Russell en femme-pionnier qu'André Basty jugeait, avec raison, d'une « épaisse vulgarité ».

● LA LOI, C'EST LA LOI, de Christian-Jaque. — Lundi 13, TF 1, 20 h. 35.

Le tracé capricieux de la frontière franco-italienne dans un village des Alpes et la malice méchante de Toto font que Fernandel, victime de tracasseries administratives, devient quasiment chœur. Fernandel et Toto ensemble, quel régal ! Et le métier de Christian-Jaque vaut celui de certains artisans de la « comédie italienne ».

● Radio France tient à la disposition des auditeurs les enregistrements des émissions de Rosmonde Fajol, consacrées à la défense des consommateurs. Deux des cassettes sont d'ores et déjà disponibles. L'une concernant l'alimentation, l'autre la sécurité. (Renseignements : cassettes Radio France 75786 Paris Cédex 18.)

Jeudi 9 août

CHAÎNÈ II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf? 13 h. 15. Dessin animé. 13 h. 35. Feuilleté: Les arpentés verts; 14 h. Aujourd'hui, madame (Sydney Bechet); 14 h. 30. Les aventures de Charles Chénouettes; 15 h. C'est nous: 15. Méliès.

18 h. Récit A2: 18 h. 30. C'est la vie; 18 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Les trois canotiers.

20 h. 35. Drame télévisé: Le tueur de Jack, de R. Kallis; 21 h. 15. Les hommes.

Lire neuve à écouter-Votr p.

22 h. Musique: Requiem de Durufle, par l'Orchestre philharmonique de Lille. dir. J. Casadesu. Chœurs: Ensemble vocal de Lille. dir. H. Guy, avec N. Denize et B. Litron.

Une œuvre de 1567. En deux parties, moderne et médiévale à la fois.

22 h. 15. Fendite: 22 h. 15. Pour chez les enfants, par Grégorio-Hardy et J. Delavie.

Des l'âge d'un an le petit homme, à partir du petit Enfant, il ne supporte pas de rester seul. Après, on le laisse seul, on le laisse disparaître sans le remarquer, on par quelle autre enjoliveur sont-elles remplacées.

19 h. 30, Les chemins de la connaissance : la machine et le merveilleux ;

90 h. La Comédie-Française présentée : « *Fédra* » ; de Saint-Beuve en scène J. Bancel Avec R. Aron, G. Sarrailh et M. L. Dreyfus ; 91 h. 30. *Silvius ou les premiers siècles de l'Eglise*; 92 h. 30. *Charles e Bird* ; Parker.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. Quotidiens vacances ; 8 h. 2. Les notes sur la guitare ; 9 h. 35. Les grands chœurs de France : Debussy, Sibellus, Prokofiev, Tartinì, Stravinsky ; 12 h. Les vacances du musicien ; 12 h. 35. Jazz ;

14 h. *Sévilas*. - Orchestre philharmonique de Luxembourg. M. Tournier : *Ravi!*, *Saint-Saëns*, *Schumann*, 15 h. 35. *Grenier musical* ; 17 h. 15. Les chants de la terre ;

18 h. 2. Klokoe ; 19 h. 5. Jazz ;

20 h. Informations festivières ; 21 h. 25. Direction Festiv d'Orange. - Orchestre philharmonique, direction V. Negri. Motet : Nisi Dominus (Vivaldi) ; 22 h. Le sponde del Tebro (« A. Scarlatti ») ; « *Sérénade à cinq pour cordes et continuo* » (Albinetti) ; « *Chœur lyrique et cordes* » (Corelli) ; et Concerto grosso pour S.B.A.R. de Scarpia ; 23 h. 30. Ouvert la nuit. David Calina.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 45, **Jeli** : Des chiffres et des lettres ;
19 h 55, **Les trois caméras** ;
20 h 35, **Feuilleton** : Il y a plusieurs localités à l'adresse indiquée, de N. Cortal : réal. F. Chatelet
Quatre ans après les commentaris : problèmes posés par une roman de fiction
21 h 30, **Magazine littéraire** : Ah! vous écrivez
Avec MM. C. E. E. E. E. (Chatelet, Vercy), J. Chatelet, L'Université et le style qui s'écrit, et M. C. Chatelet
22 h 45, **Ciné-club, FILM** : **LE GRAND SILENCE**, de S. Curtiz (1938), avec J. A. Trintignant, K. Kinski, F. Wolff, V. McGee, L. Pistilli
Après la vision de la scène, la vision de la scène

flüte : Gastoldi, Coralli
Honegger; Villa-Lobos, M
12 h 22, Antenne des États

10^{tes} : Gastoldi, Corelli, Telemann, de Bismorckoff,
Hörsinger; Vivaldi, Montéclair, Fendlerich, Marfan;
11^{es} : Gagliardi, Scarlatti, Grétry, maître de Schubert; 12 h.
Les Vespérales du musicien; 12 h. 35, Jazz;

14^{es} A. Bittelmann. *Grandes œuvres religieuses* :
Rachmaninov, Brahms, Beethoven, Sordani;
Archiviana, Direction P. Paray ; Chausson, Chabrier ;
17 h. 30, L'Amant déseigné (A. Banquart) ;

18 h., 1. Klockner; 19 h., 3. Jazz;

20^{es} Informations Festival; 20 h. 5. Les chants
de l'église; 21 h. 15. D'opéras franco-
allemands en direct de Strasbourg. Direction H. Zender.
Avec B. Pirany, piano ; E. Kerecs-Gaby,
alto ; J. Schmitt, ténor ; M. Rost, soprano ;
(Mozart); 21 h. 30. Les Vespérales (Zender). Concerto pour
piano n° 1, et 2^e et 3^e majeur (Mozart); et symphonie
n° 6 (Mahler); 22 h. 15. Ouvres
la nuit : David Cairns.

0 h. 5. David Cairns.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 38. Dramatisation : *Histoire de voyous* (La Belle affaire), adapt. D. Etino, réal. P. Arazo.
Histoire de truands ou les *coûture volés*.
Deux toiles de Van Gogh ont disparu, mais
c'est une feinte, aux *affaires de démonstration*.

22 h. 10. Variétés : *Ça Balance*.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 20. Émissions régionales : 19 h. 40. Pour

du muscle; 12 h 35, JAL
- 18 h 5. Devoir de
révision : dernière séance

du musicien; 12 p. 35, Jamé : summer sequence;
13 h. 5, Devold : des vacances : Idmet; 14 h. 2,
Bélaire : sérénades-musiciens : Diderot, Rousseau
et musique 15 h. 20, Festival : Salsburg. En
direct 16 h. 30, Mozart, Puccini; 17 h. Les
Paléons (Rameau);
18 h. Musique; 19 h. Jamé;
20 h. 5, Informations festivalis; 20 h. 30, Festival
d'Orange 1979 : « Turandot » (Puccini), par le
Nouvel Orchestre philharmonique et le chœur philhar-
monia. Direction N. Santl. Solistes M. Napier, T. Zyls-
Garr, N. Merthiolini; 23 h. 30, Ouvert la nuit :
David Cairns; 1 h. Hommage : Slocco, R. Yaffe.

FRANCE-CULTURE

20 h. 25, FILM : ON A RETROUVE LA SEPTIEME COMPAGNIE, de R. Lempière (1975), avec P. Mondy, J. Lefebvre, H. Guybét, R. Lamooureux, P. Tornade, E. Colla.

Trois soldats français, senties mais déboullards, juts prisonniers par les Alle-mans en 1940, organisent leur évasion d'un camp de transit.

22 h. 30, Jazz estival Cedar Walton Quartet.

CHAÎNE 11 : A 2

12 h. 30, La vérité est au fond de la mer-mite ; 12 h. 50, Dessin animé ; 13 h., Quinze minutes avec...

23 h. Solistes : Fran

FRANCE-MUSIQUE

7 h. M. Musique Chantilly : Clémence, Pugnani ;
10 h. S. Concert de la Société Anonyme, Société
de l'Amateur, 4 h. M. Charles Tournemine, Jorgis Mystère ;
le 30, Dînée en musique ; le 31, Festival de Lausanne ;

14 h. L'été en trams ; 16 h. Broadway-Broadway ;
18 h. Théophraste : Astor Tassinari ;

19 h. Concerts : Les Jeunes Musiciens de France,
Mendel ; 19 h. Jazz pour l'école ;

20 h. S. Demi-palmé : 30 h. 30, Festival d'Orange
1937... Concerts donnés au Théâtre Antique ; e les
Jeunes Musiciens de France ; 21 h. 30, Concert
d'Opéra de Munich, direction W. Schwallbach ; 23 h. 30,
Cœurs de nuit... En hommage : A. Clement, M. Corette ;

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. FILM (cinéma public) : LES IMPLI-
CABLES, de R. Walsh (1885), avec C. Gabis,
J. Russell, R. Ryan, C. Mitchell, J. Garcia,
H. Shannon.

En 1867, deux frères, anciens combattants
russes, rejoignent le Montana en 70.
Le grand troupeau d'un marchand de bes-
taux qu'ils veulent d'abord déposséder.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales : 8 h. Les matinales du mois
d'août : 10 h. 15. L'été à Paris : 8 h. Université de
l'universel ; 10 h. De l'autre côté de la frontière ;

Grandes en

[illegible]

22 à 24 ans (sans
 mention) archéologue
 membre de l'histoire
 naturelle de nos peuples
 21 h. 15, 15
 (sans en dire).
 22 h. 30, La nuit
 13 h. Au rythme

22 h. 30, Chalcophylla, de R. Diwo;
 22 h. 30, Un livre, de
 F. Kratzer; 23 h., Festival de Mon-
 treux; 1 h., J.-C. Léval.

R.T.L. (informations toutes les
 demi-heures): 5 h. 30, M. Favière;
 8 h. 30, A.-M. Puysson; 11 h., La
 grande parade de Paris, avec P. Eba-
 nister; 13 h., Journal de F. Permand;
 14 h. 30, Joyeux anniversaire,
 M. L. 15 h., 15 h., 15 h., 15 h.,
 La pure vérité qu'on nous a dite;
 15 h. 30, Fabrice et Sophie; 15 h. 30,
 Les grosses stars, de F. Bourard;
 16 h., Journal de P. Alexandre;
 18 h. 30, His-pando; 20 h. 30, Cam-
 paigne service; 21 h. 15, Disco, avec
 S. Bérnet; 0 h., Station de nuit.

B.M.C. (informations toutes les
 heures): 9 h. 15, La récréation;
 11 h. 45, Midi match; 12 h. 40,
 Quatre ou double; 13 h., Le journal,
 de J. Paoi; 14 h. 30, Vie privée;
 15 h. 45, L'actualité; 16 h.

Concerto pour piano n° 4 en sol majeur (Beethoven) ;
« Un Survivant de Varsovie » (Schoenberg) ; « L'Oiseau
de feu » (Stravinski), par l'Orchestre des jeunes de
la Communauté européenne et Jeunesse-Chor, de
Vienna. Direction C. Abbado ; 22 h. 20. Ouvert la
série : David Cairns ; 0 h. 3. Germaine Tailleferre ;
L'h. Le studio musical des Hautes-Alpes.

de P. Alloué; croyable vérité; 18 h., Cherchez le vous faire rire? disque; 17 h., Radio plus; 19 h. 10, Cocc-cola music; 20 h. 30, Venez dans ma Hix-parade; 22 h. 30, Le journal du soir et le livre du jour; 23 h. 40, All-

UTRILLO ET VALADON A ALBI

FOOTBALL

LES VISITEURS DU PARC DES PRINCES

Marseille: un leader éphémère

Le club marseillais de football, l'Olympique de Marseille, a été élu leader éphémère du championnat de France de football professionnel, dimanche 27 juillet, à la suite de sa victoire sur le FC Metz (2-0).

Le club marseillais, entraîné par Raymond Goethals, a marqué ses deux buts par l'intermédiaire de son attaquant, Jean-Claude Lattès.

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le club marseillais a ainsi pris la tête du classement du championnat de France de football professionnel, devant le FC Nantes (1-0) et le FC Girondins de Bordeaux (1-0).

Le Monde

régions

A PROPOS DE...

DÉMOLITION DANS LE MAINE-ET-LOIRE

Châteaux en caisse

Le château de Cimbres, vaste demeure édifiée à Tierce, dans le Maine-et-Loire, vers 1830, et flanquée de quatre tours, va être entièrement démonté et vendu à l'étranger en pièces détachées.

Deux tours prendront le chemin des Pays-Bas, une autre partira en Belgique et la quatrième sera remontée en Grande-Bretagne. C'est une entreprise belge qui procède au démontage. Les divers éléments — poutres, cheminées, fenêtres, toiture, décoration — qui suscitent la convoitise des acheteurs étrangers passent une nuit de cinq mille tonnes. Une note de cent trente camions assure leur évacuation outre-frontière.

Comme beaucoup d'autres, le château de Cimbres, édifié au XIX^e siècle sur le modèle des châteaux médiévaux ou Renaissance, n'est qu'une copie. Il ne peut donc être ni classé ni inscrit à l'inventaire des monuments historiques. Bien que remarquablement construite et avec un grand souci du détail,

ces demeures sont d'un entretien de plus en plus coûteux. Leurs propriétaires ne peuvent bénéficier d'aucune aide publique. Ils ont aussi de la peine à les vendre à bon prix, car elles ne sont pas d'époque.

Placé dans cette situation et assailli d'impôts, le propriétaire du château de Cimbres a dû se résoudre à céder la bâtisse morcelée par morceaux à des amateurs d'antiquités. Ceux-ci, nombreux en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, recherchent particulièrement les éléments gothiques ou Renaissance pour les remonter chez eux.

Pas de doute, en particulier dans les pays de la Loire, où déjà a été pris le chemin de l'Europe du Nord. Le même propriétaire belge, qui travaille à Cimbres, a, en 1978, démantelé, de la même manière et dans le même département, le château de la Bourvière et le manoir de la Coterie.

Les associations de défense du patrimoine architectural commencent à s'inquiéter de cette « fuite des vieilles pierres ».

Ile-de-France

SIX ANS APRÈS L'ADOPTION DU PROJET AILLAUD

Une nouvelle consultation est lancée pour l'aménagement de la colline de la Défense

Une dizaine d'architectes français de renom présenteront à la fin de ce mois leurs projets pour l'aménagement de la colline qui couronne et ferme le quartier de la Défense, à l'ouest de la capitale. Ils répondront ainsi à la consultation lancée en mai dernier, à la demande du ministre de l'Environnement et du cadre de vie (le Monde du 25-26 mars), par l'établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (EPAD).

Le dossier préparatoire remis aux architectes prévoit la construction de 120 à 140 000 mètres carrés de bureaux et de bâtiments administratifs. Il est demandé d'adopter un « parti monumental » et de faire en sorte que les immeubles prévus soient totalement invisibles depuis la place du Carrousel jusqu'à l'Étoile, de façon à préserver la « perspective prestigieuse » des Champs-Élysées. Un ministère, on a parlé de celui de l'Intérieur ou de l'Industrie, mais il s'agit d'un projet plus véritablement de celui de l'environnement, s'inscrivant dans ces bâtiments nouveaux.

Une fois de plus, on remet donc en chantier cette partie du grand quartier d'affaires, qui a déjà fait l'objet de longues et vives polémiques au début de 1978, une consultation avait été lancée; dix propositions avaient été présentées. Après de longues hésitations, c'est le projet de M. Emile Aillaud, comportant deux grands immeubles minimes concave formant le quartier face à la capitale, qui fut retenu. Un débat s'engagea par la suite sur le point de savoir s'il convenait ou non de laisser la place au projet de M. Aillaud, ou de le modifier. Le président de la République intervint personnellement pour obtenir que le haut de la colline, mais peu à peu, soit fait pour qu'il fallait revoir l'ensemble du projet et peut-être renoncer à cette conception un peu naïve consistant à édifier à la « tête Défense » une sorte de miroir géant dans lequel se refléterait symboliquement la capitale.

La Défense est une opération à laquelle sont intéressés les habitants des trois communes des Hauts-de-Seine qui doit vivre en osmose avec le département. Il n'est peut-être pas utile d'insister le « pari Défense » du monument chargé de couronner le quartier. La consultation terminée, il faudra choisir un nouveau projet. Celui de M. Aillaud, qui est responsable de la construction de plusieurs immeubles d'habitation et a été remanié, sera, dit-on, pris en considération, en même temps que ceux de ses nouveaux concurrents.

Restera aussi à organiser le déménagement d'un ou de plusieurs ministères. Opération dont M. d'Ornano, ministre de l'Environnement et du cadre de vie, amoncelait au printemps qu'elle devait être terminée dans cinq

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Côte-d'Azur

Le POS de Bormes-les-Mimosas est publié. Par arrêté du ministre de l'Environnement et du cadre de vie, publié dans le Journal officiel du 2 août, le plan d'occupation des sols de Bormes-les-Mimosas (Var) est rendu public. Ce POS a été publié d'autorité par M. Michel d'Ornano, malgré l'opposition de la municipalité qui le trouvait trop « prospectif » (le Monde du 18 juillet 1979).

UNE ÉTUDE DES ÉLÈVES HAUTS FONCTIONNAIRES

L'Occitanie à l'E.N.A.

« Si l'Etat et les collectivités publiques ne décident pas de les soutenir et de leur donner les moyens d'un nouveau développement, la langue et la culture occitanes sont condamnées. Il s'agit de quelques années. » Ce diagnostic en forme d'appel est la conclusion majeure d'une étude réalisée par onze élèves de l'Ecole nationale d'administration pour leur examen de sortie, en mai dernier.

L'affaire a fait quelque bruit dans les milieux gouvernementaux et elle en fera encore davantage dans les départements du Midi lorsque le dossier des énarques, complété et enrichi, sera publié à la rentrée par les éditions Éléments.

C'est en effet la première fois que des élèves de l'E.N.A. choisissent un sujet portant sur l'Occitanie. Titre de leur travail : « L'Etat, la langue et la culture occitanes ». Ils étaient neuf, filles et garçons, tous méridionaux, auxquels se sont joints un étudiant espagnol et une élève allemande. L'avenir des cultures régionales, et plus particulièrement de la culture occitane, les préoccupait. Or ces futurs fonctionnaires de l'Etat central ont été choqués de constater qu'aucune réflexion administrative n'a été menée sur les rapports entre l'Etat et les langues et cultures régionales. Ils ont donc décidé d'en faire leur sujet d'examen.

La décision, connue à l'automne 1978, s'inscrivait dans une certaine maîtrise de conférences. Michel Debré, le réformateur de l'école, s'en émut et songea à poser une question écrite au gouvernement. Le secrétaire général du gouvernement s'inquiéta auprès de l'école de la teneur exacte du sujet. On rassura M. Lagarde : des problèmes occitans, on n'avait retenu ni le volet économique, ni l'aspect aménagement du territoire, encore moins les implications politiques. On se bornait à parler culture.

Le dossier, réuni en trois ou quatre mois par les élèves, ne contient en définitive rien qui puisse alarmer les autorités. Compte tenu des marges d'information que l'on peut réunir sur le sujet, c'est un excellent travail, qui, dans le cadre de ce pays et de ville moyenne ». Le ministre

Les énarques — qui sont tous aujourd'hui dans des ministères ou des bureaux administratifs — dressent d'abord un bilan de la réalité culturelle occitane des trente-deux départements concernés. Deux millions de personnes parlent encore la langue, une centaine de livres paraissent chaque année, tirés à cent mille exemplaires. On dénombre un millier d'auteurs en langue d'oc, trois troupes de théâtre, vingt chanteurs professionnels vendant près de soixante mille disques. Quinze mille élèves du second degré suivent des cours, huit mille ont présenté l'épreuve d'occitan au bac 1978. Si la culture occitane est populaire, si elle fait preuve d'un étonnant dynamisme, elle est néanmoins en péril. Car, depuis la Révolution, l'Etat a tout fait pour l'éliminer. Et la baisse de vitalité des régions méridionales n'a pas arrangé les choses.

Or les énarques considèrent que

Une véritable démocratie culturelle

de la culture devrait se doter d'une structure départementale pour mieux aider associations et municipalités. Autant de suggestions des futurs hauts fonctionnaires qui proposent que pour en coordonner l'application on crée des « offices culturels régionaux » — comme celui qui est à l'étude en Languedoc-Roussillon, et même une « conférence des présidents des commissions culturelles régionales ».

Ce coup de tout aux cultures régionales mettrait-il en péril le pays ? Une identité culturelle régionale retrouvée, estime le rapport, et l'aspiration à une véritable démocratie culturelle ne peuvent que mettre la France en accord avec ses partenaires européens sans menacer aucunement l'unité nationale, comme certains voudraient la faire croire.

Les anciens élèves de l'E.N.A. n'en restent pas là. Ils sont en train de constituer une « association des hauts fonctionnaires amis de la langue et de la culture occitane », l'AFALCO. Objectif : combler le fossé d'incompréhension qui, selon eux, existe actuellement entre les mouvements occitans et les fonctionnaires, établir des contacts entre ceux-ci et ceux-là, à l'occasion de projets précis : continuer les études sur ce sujet et en publier les résultats.

MARC AMBROISE-RENDU.

Alsace

LE PLAN D'INTERVENTION ANTINUCLÉAIRE DE FESSENHEIM EST RENDU PUBLIC

Tous les plans d'intervention concernant la protection des populations proches des centrales nucléaires françaises seront publiés avant la fin de l'année. C'est ce qu'annonce M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, répondant à une question de M. Rodolphe Pesce, député socialiste de la Drôme. Il ajoute que le plan d'intervention de la centrale de Fessenheim « vient d'être rendu public ».

Le ministre de l'Intérieur précise une nouvelle fois que les plans Orsecas, départementaux, ne seront diffusés qu'aux principales autorités responsables des secours « pour des raisons touchant à la fois à la protection des informations relatives à la défense nationale et aux impératifs de la sécurité publique ».

Les plans d'intervention prévus pour chaque centrale, les différents degrés d'alerte, les moyens mis en œuvre pour informer immédiatement les élus et la presse, les équipes qui devront intervenir pour surveiller la contamination éventuelle et les moyens dont elles disposeront (le Monde du 27 avril).

Le plan d'intervention de Fessenheim, réclamé avec insistance et depuis longtemps par les élus du Haut-Rhin, a fait l'objet d'une très longue élaboration. Mis en chantier par le préfet du département au début de l'année, il devait être publié au mois de mai. Il vient seulement de l'être, avec trois mois de retard et alors que la plupart des élus et des dirigeants d'associations sont en congé.

Le plan d'intervention de Fessenheim servira de modèle pour l'établissement de ceux des autres centrales. M. Bonnet annonce aussi que les mesures de protection des populations voisines des installations nucléaires de Marcoule (réacteurs expérimentaux), de Pierrelatte et du Tricastin (usines d'enrichissement de l'uranium) sont « actuellement soumises à un examen approfondi ».

Mais le ministre ne fait aucune mention de l'urgence de l'élaboration des décrets de la Hague et il ne dit pas si les mesures de protection intéressant le Gard, le Val d'Aude et la Drôme seront rendues publiques.

Faits et projets

TOURISME

● L'affaire du Plaza-Athènes. — Comme nous l'indiquions dans nos dernières éditions du vendredi, M. Bougenaux, directeur du Plaza-Athènes, de la Blanchisserie et de la Trémoille, le 3 août dans un communiqué, qu'il « demeure directeur général de ces trois établissements jusqu'au 31 octobre 1979, date à laquelle il cessera ses fonctions ».

● Deux nouveaux hôtels à Abidjan. — Deux nouveaux hôtels de classe internationale, un de deux cent quatre-vingt chambres (un Novotel) et l'autre de trois cents chambres, s'ouvrent au début du mois prochain à Abidjan. Ces deux nouvelles unités portent la capacité hôtelière de la Côte-d'Ivoire à trois mille huit cent chambres. — (Reuters.)

● Une nouvelle carte de crédit. — Les sociétés Air Inter, Adia Novotel, P.M. Mercure, Cotel et la Société française d'assistance lancent une nouvelle carte de crédit baptisée « France-Affaires ». Le paiement d'un abonnement annuel de 120 F donne droit à l'utilisation de cette carte, qui vaut par exemple à son détenteur des réductions sur les locations de voiture ainsi qu'une assistance médicale et mécanique en cas d'accident.

TRANSPORTS

● Nouvelles du pétrolier Atlantique-Express : 25 millions de dollars. — Le pétrolier Atlantique-Express qui était entré en collision il y a deux semaines, au nord-est de l'île de Tobago avec l'Algerien-Capitaine un autre pétrolier battant pavillon libérien, a coulé le 2 août par 1 500 mètres de fond. D'autre part à Londres les responsables de la grande compagnie Lloyd ont indiqué que le coût de l'accident de pétrolier se montait à 25 millions de dollars (25 millions pour le navire et 40 pour la cargaison). Ce serait la plus grosse perte maritime jamais enregistrée. — (A.F.P.)

ENVIRONNEMENT

● Vert, nouveau magazine. — Sous le titre Vert, un groupe de journalistes et d'écologistes — parmi lesquels on relève les noms de MM. Yves Manciet, Michel Péricard et Antoine Reille — vient de lancer un magazine de l'écologie. Tiré à cent mille exemplaires, sur cinquante-deux pages, format 20 x 28, distribué par les N.M.P.P., et vendu 8 francs, ce mensuel illustré se donne pour objet de « traiter de l'ensemble des problèmes écologiques » de manière à « influencer la direction d'une civilisation décidément trop matérialiste » et « ralentir le taux de son accélération ».

AÉRONAUTIQUE

LES VENTES DE L'AIRBUS EN CINQ MOIS ONT RAPPORTÉ 45 MILLIARDS DE FRANCS

« Au cours des cinq premiers mois de 1979, nous avons vendu cent soixante-dix Airbus, qui représentent un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars, c'est-à-dire 45 milliards de francs », a déclaré M. Bernard Lathière, administrateur-gérant du consortium européen Airbus-Industrie, dans un entretien que publie le numéro de juillet du mensuel d'information de la Société nationale industrielle aéronautique.

« Evidemment, ajoute M. Lathière, les sept derniers mois de 1979 ne suivront pas ce rythme. » Airbus-Industrie a désormais atteint la taille américaine, à laquelle l'industrie européenne, tout au moins dans le domaine civil, n'était pas habituée. Ayant vendu deux cent cinquante appareils en un an et demi, nous n'en avons produit que vingt-cinq en trente, si bien que nous devons livrer nos commandes de façon décalée. Nous devons donc augmenter notre cadence extraordinairement vite, et la quadrupler en cinq ans. C'est une sorte de mobilisation générale de l'industrie européenne pour s'engouffrer dans la trouée que le succès de nos ventes a creusée à l'ouverture dans le monde américain », affirme l'administrateur-gérant d'Airbus-Industrie.

Occupant actuellement dix-sept mille personnes, en Europe, l'Airbus devrait employer trente-cinq mille à quarante mille personnes en 1983, ce qui représentera 15 % du total des effectifs de l'industrie européenne.

● M. Derek Brown vient d'être nommé directeur pour la coordination des projets nouveaux à Airbus-Industrie. Il sera responsable de l'établissement de la politique du consortium européen en matière de projets d'avions nouveaux au-delà des programmes A-300 et A-310, en particulier pour un appareil gros porteur quadrimoteur long-courrier de deux cents places, un gros porteur court-moyen-courrier à fuselage allongé (trois cents à trois cent trente sièges) et un appareil pour courtes et moyennes distances de cent vingt à cent soixante places.

CARNET

Naissances

— Huguette DEUTSCHER et Volker BOHM annoncent la naissance de Géraldine, Elizabeth, Polymnie, le 29 juillet, à Lille.

— Le docteur et Mme Jacques RAES sont heureux d'annoncer la naissance de

Pauline, née Louise Jan, le 1^{er} août 1979.

— Pascal et Françoise RYCKBART-DESPLÈN, leur fille Vanessa, sont heureux d'annoncer la naissance de

Romain, le 29 juillet 1979.

« Le Masque », Vabre-Tizac, (Aveyron).

Décès

— Trébeurden, Le Pecq, M. A. Fourchon, son époux, M. et Mme F. Laruelle, ses enfants, Benoit, Marie et Claire, ses petits-enfants.

— Les familles Jan, Vincent, Magdon de Saint-Elier, Guiguen, Le Calvez, Toute la famille et les amis dévoués,

font part du décès de Mme A. FOURCHON, née Louise Jan, endormie dans la paix du Seigneur, le 30 juillet 1979, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu le 1^{er} août, dans l'intimité de la famille, selon la volonté de la défunte. Cet avis tient lieu de faire-part.

« Tybarba », rue de Trocadero, 22580 Trébeurden, 7820 Le Pecq.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

(PublMott)

MOQUETTE 100 % PURE LAINE T3-T4 à MOITIE PRIX, divers coloris au prix exceptionnel de 98 F le m² sans pas de couture et sans gresil 534 rue de Valenciennes, Paris (15^e) M^e Conventio.

Tél. : 642-42-63 ou 258-41-83

OUVERT EN AOÛT

Visites et conférences

LUNDI 6 AOÛT

VIRITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 11 h. : entrée de l'exposition, Grand Palais, Mme Zujovic : « Exposition Napoléon III ». 14 h. : 20 h. 1, qual. de l'Écodage, Mme Varmecq : « Le Concubinage ». 15 h. : statue d'Henri-IV au Pont-Neuf, Mme Lagrange : « Du Pont-Neuf aux Tuileries ». 15 h. 30 : rue Claude-Lorrain, Mme Fournier : « Cimetière d'Autreuil ». 16 h. : Calcaire nationale des monuments historiques, M. Moufflard et ses secrets » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

16 h. 30 : rue Vieille-du-Temple : « L'hôtel de Rohan » (Histoire et Archéologie).

16 h. 30 : rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de l'Île Saint-Louis » (M. Tournier).

SCHWEPPE, la paix des ménages. A chacun le sien. « Indian Tonic » SCHWEPPE Lemen.

Les hauts fourneaux de la Chiers vont s'éteindre à Longwy

vrage majeur de B. Ohlin, la répartition du revenu par le prix des biens, ne prendra toute sa valeur autour des années 60-70 avec la véritable amorçure de l'internationalisation du système économique.

(M. Bertil G. Ohlin est né le 22 avril 1869 à Klippan (Suède). Diplômé de l'École des hautes études commerciales de Stockholm, docteur en lettres, Bertil G. Ohlin a d'abord eu une carrière universitaire avant de devenir membre du Comité des Monnaies (1908), ministre du commerce (1904), membre de la seconde Chambre (1915-1970), président du parti libéral (1944-1947), membre du Conseil de l'Économie (1947-1951), président du comité du prix Nobel des sciences économiques (1959-1974). M. Ohlin est l'auteur de

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

REMOUS SUR LE STERLING

Cette semaine encore la LIVRE, et à moindre titre le DOLLAR, ont tenu la vedette sur les marchés des changes. Le STERLING, parce qu'il a enregistré une baisse sensible après sa récente hausse : la devise américaine parce qu'elle a consolidé, et même au-delà, son redressement.

Calme lundi, le marché s'est animé le mardi. A l'origine de cette agitation : la forte chute du STERLING dont le cours fléchissait de 2,3145 à 2,2490 DOLLARS de 9,82 à 9,58 FRANCS F.B. et 4,22 à 4,15 DEUTSCHENMARK. Cette baisse brutale faisait suite, il faut le rappeler, à une hausse sensible qui avait vu, en juillet, la LIVRE monter de 7 % par semaine.

Le FRANC FRANÇAIS, pour sa part, s'est bien comporté. La nouvelle hausse des taux d'intérêt — on a largement déborder 10 % au jour le jour — n'étant sans doute pas pour rien dans son bon comportement. Les rumeurs d'une prochaine réévaluation du DEUTSCHENMARK n'ont pas moins continué de circuler. Les taux les plus « folkloriques » étant avancés. L'approche du 15 août n'est sans doute pas

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Marcs	Franc français	Florin	Lira italienne
Londres	—	2,2490	9,5825	3,7225	4,1571	64,5827	4,5718	1,958,24
New-York	—	2,3190	—	3,8889	4,2154	67,5292	4,6356	1,984,04
Paris	—	—	23,4884	69,2772	54,5792	3,4153	48,7359	0,1219
Zurich	—	—	23,5958	69,3628	54,5601	3,4340	50,0256	0,1224
Bruxelles	—	—	23,537	—	23,537	—	212,01	5,1963
Amsterdam	—	—	23,537	—	23,537	—	212,01	5,1963
Milan	—	—	—	—	—	—	—	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le contre-valeur en francs de 1 dollar, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

rapport au DOLLAR, de 5,5 % par rapport au FRANC FRANÇAIS et de 5,5 % par rapport au DEUTSCHENMARK. Un tel mouvement apparessait excessif à bien des observateurs, qui n'hésitaient pas à parler de la « fragilité » du STERLING. Cette fragilité, encore accrue par le redressement du DOLLAR.

Ces pronostics se sont avérés fondés. L'annonce de la nationalisation des avoirs de British Petroleum au Nigeria et un sondage faisant état de prévisions pessimistes des chefs d'entreprise britanniques ont agi comme des déclencheurs de ce mouvement. Le STERLING amorçait même un léger mouvement de reprise le lendemain, dans l'attente de la publication de ce mouvement. Les réserves de change britanniques, réserves qui ont atteint le montant record de 23,49 milliards de livres. La fin de la semaine ne devait pas apporter de grands changements.

Pour le DOLLAR, la période sous revue a été plus calme. Le redressement amorcé la semaine précédente après la nomination de M. Paul Volcker à la tête du Système de réserve fédérale s'est poursuivi lundi et mardi. Les déclarations de M. Volcker étaient, il est vrai, de nature à favoriser la poursuite de ce mouvement. Le nouveau patron du « Fed » n'hésitait-il pas sur la priorité à donner à la lutte contre l'inflation ? N'aurait-il pas qu'il était prêt à utiliser l'arme des taux pour stabiliser la devise américaine ? Pourtant, mercredi, un retournement de tendance se produisit. Le DOLLAR rependit une partie du terrain gagné, et en alista de même jeudi. Regain de confiance après une courte

SECRET

A l'annonce de la reconduction, par le gouvernement d'une campagne de publicité visant à inciter les Français à souscrire un masse au SICA-Volcker, cet automne, le monde a voulu connaître le coût de cette campagne en 1979. Après tout, ne s'agit-il pas de l'emploi de deniers publics ?

« Le cabinet du ministre ne souhaite pas divulguer ce chiffre », écrivait récemment pour une question apparemment légitime. D'autant plus étrange que le haut fonctionnaire interrogé a bien voulu confier que ce coût n'était pas très élevé. Alors pourquoi le talon, au risque de laisser courir les imaginations ? — P. C.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS	COURS
	27/7	28/7
Or fin (prix en barre)	41980	41980
Or fin (prix en lingot)	41980	41980
Pièces françaises (20 fr.)	252	252
Pièces françaises (10 fr.)	126	126
Pièces suisses (20 fr.)	252	252
Pièces suisses (10 fr.)	126	126
Monnaie indienne (20 fr.)	252	252
Monnaie indienne (10 fr.)	126	126
Souverains (20 fr.)	252	252
Souverains (10 fr.)	126	126
Souverains (5 fr.)	63	63
Pièces de 20 dollars	1806	1780
Pièces de 10 dollars	903	890
Pièces de 5 dollars	451	445
Pièces de 25 pesos	1721	1821
Pièces de 20 marks	375	391
Pièces de 10 florins	133	151
Pièces de 5 florins	66	75

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
 - TRAVAIL FÉMININ : « Harcasser le droit et le fait », par Nicole Pasquier, « Le métier du père de famille », par Alain Plazet.
- PROCHE-ORIENT**
 - Les élections en Iran.
 - Les propos de président Carter sur les droits des Palestiniens.
- AFRIQUE**
 - Dans un camp de réfugiés de la Zambie : « Joshua Nkomo nous ramènera à la maison ».
- DIPLOMATIE**
- EUROPE**
 - GRANDE-BRETAGNE : la réduction des dépenses publiques suscite un mécontentement croissant.
- AMÉRIQUES**
 - ÉTATS-UNIS : l'étude de plan sur l'énergie de M. Carter par le Congrès est reportée en septembre.
- ASIE**
 - VIETNAM : des organisateurs de départs illégaux sont condamnés à de lourdes peines.
- SOCIÉTÉ**
 - A propos d'un feuilleton, Eugène Ionesco, Atter-Gull et le socialisme.
 - Faits divers...
- JUSTICE**
- ÉDUCATION**
- RELIGION**
 - La mort du cardinal Alfredo Ottaviani : un serviteur inconditionnel de l'Église.
- SCIENCES**

LE MONDE AUJOURD'HUI

- PAGES 7 A 12
- Grands fleuves : le Sénégal, confluence de la grande sécheresse, par Philippe Desroches.
 - Lettre de Chang-de, par Bernard Lelande.
 - RADIO-TELEVISION : quelle France ? par Suzanne 3.
 - Climats globaux, par Mathilde Le Baronnelle.

13-14. CULTURE

FESTIVALS : Twyla Tharp au premier degré à Arles.

14. SPORTS

FOOTBALL : les visiteurs du parc des Princes : Marseille, un leader éphémère.

15. RÉGIONS

Une étude des élèves boursiers fonctionnaires : l'Occitanie à l'ENA.

16. ÉCONOMIE

SOCIAL : les boîtes for... de la Chiers vont s'élargir à Longwy.

17. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (19 A 13) : Carnet (15) ; Informations pratiques (15) ; Météorologie (6) ; Mots croisés (6).

● M. Georges Marchais fait, dans l'Humanité du 4 août, une mise au point à la suite d'un article paru dans l'Europe du 2 août, et selon lequel « le bruit a couru — sans bien sûr être confirmé — que Georges Marchais aurait pu subir pendant son séjour en Yougoslavie un traitement médical ou peut-être même une intervention chirurgicale ».

● Il est abject que des journalistes d'obédience à copier des ragots qu'ils savent être fausses de toutes pièces », écrit le secrétaire général du P.C.

● Un garde civil a été tué, samedi 4 août, dans la ville industrielle basque d'Elbar, d'une rafale de mitrailleuse tirée par deux inconnus. Quatre-vingt-cinq personnes, dont quarante et un policiers ou gardes civils, ont été tuées en Espagne à la suite d'actes de terrorisme, depuis le début de l'année. — (A.F.P.)

● Une bombe a explosé, sans faire de victimes, vendredi 3 août, peu après 18 heures, dans une petite entreprise de mécanique de Biarritz, dirigée par l'un des fondateurs du mouvement.

Le numéro du « Monde » daté 3 août 1979 a été tiré à 520 787 exemplaires.

A B C D E F G

EN IRAK

Arrestations devant les caméras...

L'un des cinq principaux accusés du « complot » dénoncé récemment par le régime irakien, et notamment mis en cause la Syrie comme instigateur de ce « coup d'État manqué », dans un film d'une heure et demie projeté à Bagdad aux cadres du parti Baas et à certains journalistes.

Ces images, tournées en vidéo et en couleurs, montrent l'accusé, M. Mohel Abdel Hussein Machhad, ancien secrétaire général du conseil de commandement de la Révolution irakienne, prendre la parole dans une réunion à laquelle prirent part deux mille cadres du parti Baas au pouvoir avant d'être convoqués sans avoir eu vent du « complot ». Après une allocution du président irakien, M. Saddam Hussein, M. Machhad monte à la tribune pour raconter « toute l'histoire de ce complot », qui remonterait à 1975.

D'après lui, le chef de « l'organisation secrète » qui voulait renverser le pouvoir pour proclamer l'union entre l'Irak et la Syrie, et la nomination du président

syrien Hafez El Assad à la tête de l'État unifié et du parti Baas, qui aurait également été unifié, est M. Mohamed Aysch, membre du Conseil de la révolution et ministre de l'Industrie. M. Aysch, « a-t-il affirmé », était en contact avec le président syrien en personne ».

Lorsque M. Machhad dénonçait un « membre de la conjuration », la personne nommée se levait, était aussitôt arrêtée par deux membres de la police militaire et conduite vers la sortie de la salle.

M. Machhad, qui ne semblait pas avoir été torturé, a été interrompu une fois, lorsqu'il a dit : « La camarade Hafez El Assad... Le président Hussein lui a alors demandé s'il est républicain ou « Oul ? ». Il n'est tout de suite repris en disant : « Le traître Hafez El Assad ».

Environ quarante-cinq personnes, dont le général Walid Sirat, désigné comme étant le « chef de la branche militaire de l'organisation secrète », ont été arrêtées devant les caméras. — (A.F.P.)

Aux États-Unis

Le gouverneur Brown s'apprête à entrer dans la course à la présidence

Correspondance

Los Angeles. — M. Jerry Brown s'apprête à entrer dans la course à la présidence. Mais le gouverneur de Californie qui a été élu philosophe politique très précède, n'est jamais à court d'idées, le fait avec son ambiguïté insolente et légendaire. Sans doute, après plusieurs mois de vaines querelles politiques, a-t-il transigé le 30 juillet sur les formalités imposées et s'est inscrit sur les registres de la Federal Elections Commission, obtenant ainsi l'autorisation de lancer sa campagne et de solliciter des contributions pour financer sa candidature aux primaires. Mais M. Brown s'est gardé de se déclarer définitivement candidat officiel à la présidence.

Il a usé d'un stratagème auquel il a aussi eu recours un autre candidat républicain, M. Reagan. Il a annoncé la création d'un comité exploratoire dirigé par M. Tom Quinn (1) et destiné à sonder les chances des candidats. Cette méthode permet à M. Brown d'échapper à la clause qui limite les contributions autorisées à mille dollars par individu et à 5000 dollars par association.

Voilà qui devrait suffire à dissiper l'illusion que certains entretenaient sur l'originalité d'un gouverneur qui se présentait comme un politicien pas comme les autres. « Un rebelle qui ne s'est jamais vraiment rebelle », ainsi le définissait récemment un journaliste de Los Angeles Times ; des stéréotypes l'ont largement dépassé au cours des premiers mois de 1978. Il n'est pas près aujourd'hui de répéter cette erreur.

« J'en suis sûr », est un ton de ne pas être en retard sur ses rivaux sans s'engager devant une opinion plus que partagée. Selon un récent sondage du San Francisco Chronicle, 75 % des Cali-

forniens s'opposent à la candidature présidentielle de leur gouverneur. Selon un autre sondage effectué parmi les démocrates californiens, M. Kennedy est de très loin le favori de l'« état doré ».

Ses partisans, lors des primaires de 1978 lui reprochant de n'avoir pas maintenu ses alliances et de n'avoir laissé sur place aucune des infrastructures qui lui auraient été utiles aujourd'hui. Le gouverneur de Californie répond : « Je suis toujours ainsi dans une campagne politique ; en l'organe de nouvelles forces. La nouvelle « force », c'est aussi cette métaphore que le gouverneur appelle la théorie du canot ; « Vous donnez un petit coup de rame à gauche, un petit coup de rame à droite et vous touchez tout droit, sans dévier la ligne médiane ».

La ligne médiane consiste à mener de front l'opposition au nucléaire, un conservatisme fiscal basé sur l'équilibre budgétaire le plus strict, l'idée que la nation américaine ne peut s'offrir la luxue d'un système national d'assurance « à la carte ». M. Brown se propose de « transformer le parti démocrate », ce n'est pas par la nouveauté des thèmes, à l'exception du projet de Marché commun entre le Mexique, le Canada et les États-Unis. Il pratique l'amalgame de thèmes appartenant aussi bien aux républicains qu'aux démocrates. Il est le seul démocrate à soutenir Kennedy est « un vrai vieux jeu ». Soutiendra-t-il M. Carter si celui-ci recueille l'investiture démocrate ? « Oui », a-t-il répondu, bien à contre-cœur.

SYLVIE CROSSMAN.

(1) M. Tom Quinn était directeur de l'Air Resources Board, agence chargée de contrôler la pollution atmosphérique.

HANOI CONFIRME LA DÉFECTION D'UN VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Hanoi a confirmé officiellement, samedi 4 août, la défection du premier vice-président de l'Assemblée nationale, M. Hoang Van Hoan, réfugié en Chine (le Monde des 3 et 4 août). Un responsable vietnamien a déclaré au correspondant de l'agence France-Presse à Hanoi : « Saisi par la peur après la défaite essuyée par les agresseurs chi-nois, M. Hoan a profité de la permission qui lui était accordée d'aller se faire soigner en R.D.A. pour fuir à l'étranger. Depuis plusieurs années, il était malade et avait la permission de quitter le pays. Il avait à plusieurs reprises été autorisé à aller recevoir des soins à l'étranger. » On refuse à Hanoi de considérer cette défection comme une « affaire » de quelque importance ou à commenter les informations faisant état de l'arrestation de quatre dirigeants. — (A.F.P.)

Il faut en outre se contenter de considérer l'affaire comme une grave pour coquer, selon certaines sources, une réunion du plénum du comité central du P.C.V.

A Mexico

L'AMBASSADE DE SUISSE EST OCCUPÉE PAR UN COMMANDO DE DÉFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Mexico (A.F.P.). — Les membres du Comité national pour la défense des prisonniers politiques (C.N.D.P.P.), qui ont occupé vendredi l'ambassade de Suisse à Mexico, demeurent dans les locaux de la mission diplomatique, jusqu'à ce que le gouvernement mexicain réponde à leurs exigences : répartition de cinq cent quatre-vingt-cinq militants politiques « disparus » ou des explications sur leur sort ; libération de cent cinquante prisonniers politiques détenus ; assurances que les prisonniers politiques incarcérés au pénitencier de Santa Marta, à Mexico, seront mieux traités. Au nombre des vingt-sept occupants figurent quatre femmes et trois enfants, dont un bébé de moins d'un an.

LA MISSION SPATIALE DES DEUX COSMONAUTES SOVIÉTIQUES TOUCHE À SA FIN

La mission spatiale des deux cosmonautes soviétiques Vladimir Likhov et Valeri Riomine, qui ont quitté la Terre le 25 février dernier et qui détiennent aujourd'hui le record de vie dans l'espace (le Monde du 17 juillet), touche à sa fin. C'est ce qu'a annoncé l'agence Tass, vendredi 3 août, précisant que les deux hommes terminent leurs expériences à bord de la station Salout-6 grâce au radiotéléscope qui leur a été apporté par le camion spatial Progress-7 (le Monde du 30 juillet). Ils ont procédé vendredi à des travaux de radiocartographie de certaines régions de la surface terrestre, ainsi qu'à des observations radioastronomiques.

Les deux cosmonautes, qui étaient partis d'Union soviétique à bord du vaisseau Soyuz-24, qu'ils ont largué le 13 juillet, reviendront sur la Terre à bord de Soyuz-24, qui, venu à vide, s'est amarré le 8 juin à Salout-6.

LES STATISTIQUES DE 1978

Les accidents de la circulation sont plus nombreux dans les grandes villes du sud de la France

Le dernier bulletin d'information du ministère de l'intérieur publie et commente les statistiques concernant les accidents de la circulation dans les agglomérations durant l'année 1978.

Ces accidents ont entraîné la mort de 3 259 personnes et occasionné des blessures à 189 972 autres. Malgré une diminution des tués (59 par rapport à 1977), la catégorie d'usagers la plus touchée reste dans les villes de plus de 200 000 habitants, soit 28,8 %. La diminution la plus sensible du nombre des tués se constate dans la catégorie des conducteurs de voitures particulières — 84, soit — 10,7 % par rapport à 1977. Le nombre des conducteurs de vélomoteurs tués a augmenté sensiblement : + 24 sur un total de 147, soit + 23,12 %. Parmi les blessés, la catégorie la

plus touchée est celle des cyclomoteuristes : 49 005 sur 193 271 blessés, soit 25,35 %, malgré une diminution des accidents : — 2 364. Ces chiffres permettent enfin d'établir une sorte de classement des agglomérations les plus dangereuses. Dans les dix-neuf villes de plus de deux cent mille habitants (Paris exclue), celles où l'on enregistre le plus grand nombre d'accidents rapporté au nombre d'habitants sont, dans l'ordre décroissant : Nice, Toulouse, Toulon, Marseille, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Reims, Rouen, Grenoble, Rennes, Tours, Lyon, Nancy, Le Havre, Saint-Etienne, Brest, Lille. Ainsi, à Nice (358 537 habitants), on a compté 3 301 accidents, soit 0,92 accident pour 100 habitants, tandis qu'à Lille (550 272 habitants), les chiffres correspondants sur un total de 520 accidents et de 0,16 accident pour 100 habitants.

NOMBRE DE TUÉS DANS LES AGGLOMÉRATIONS

	1977	1978
Piétons	1 148	1 043
Cyclomoteurs	279	297
Conducteurs de voitures de tourisme	230	277
Passagers de voitures de tourisme	230	277
Motocyclistes et vélomoteurs	229	244
Bicyclettes	151	181

LA GRÈVE SURPRISE D'UNE COMPAGNIE AMÉRICAINE

Les touristes croient moins aux « charters »

Les vols à la demande à destination de Montréal, au Canada, des 3, 4, 8 et 10 août, qui avaient été vendus par Sotair, filiale d'Air France, sous la marque Jet'Am Tours (séjours et circuits en Amérique) ont été annulés en raison de la grève qui affecte la compagnie américaine World Airways, chargée d'assurer le transport de ces voyageurs.

Jet'Am indique, dans un communiqué, quelle recherche « très activement » une solution et qu'en tout état de cause, le remboursement du transport est « garanti » et que les passagers tiendront les passagers informés par l'intermédiaire des agences auxquelles ils s'étaient adressés.

Déjà, un premier groupe de passagers — 283 au total — avait été acheminé par Air France, heures à l'Orly avant d'embarquer le vendredi matin 3 août pour Montréal. Jet'Am s'était laissé surprendre par la grève de World Airways, qui n'avait pu trouver, sans délai, de solution de remplacement en cette période d'extrême pointe. Air France, consultée, avait été dans l'incapacité de venir en aide à une société de son groupe.

Le trafic charter des trois aéroports parisiens — Orly, Roissy, Le Bourget — est assez réduit par rapport à celui des plateformes européennes voisines et a représenté 7 % du trafic total en 1978 alors qu'il a atteint 18,6 %

à Londres, 22,8 % à Bruxelles, voire 48,8 % à Düsseldorf. New-York qui a longtemps tenu la tête d'affiche des destinations « charters », a reculé, l'an dernier, à la troisième place (106 000 passagers) derrière Athènes et Palma de Majorque aux Baléares. Montréal ne se place qu'au onzième rang avec 34 301 passagers.

On constate un recul de la part du marché de l'Amérique du Nord, dans le trafic charter au départ et à destination de Paris. Ce phénomène s'explique, selon les experts, par un transfert massif de clientèle vers des compagnies régulières depuis la mise en vigueur par celles-ci de bas tarifs, notamment des « vols vacances ». D'autre part, Londres, plus libérale en matière de vols à prix réduits, a récupéré à son profit une partie du trafic sur l'Atlantique nord, grâce notamment à « train du ciel » de Freddie Laker qui assure, au départ de Gatwick, des liaisons quotidiennes vers New-York et Los Angeles.

La réforme de l'Agence nationale pour l'emploi : une bataille politique en perspective ?

C'est un seul projet de décret — et non plusieurs — qui a été élaboré au ministère du travail et de la participation en vue de réformer l'Agence nationale pour l'emploi (le Monde du 3 août). Selon ce texte préparatoire, qui s'attache à définir le nouveau statut de l'Agence, l'organisme d'Etat — les Moulinsaux devaient vers l'établissement public à caractère industriel et commer-

cial, et la composition de son conseil d'administration serait tripartite (pouvoirs publics, patronat, syndicats).

Ces deux grandes innovations étaient contenues dans le rapport Farge, publié en novembre dernier. Les syndicats avaient exprimé à l'époque leur désaccord, craignant que l'on ne sortisse de la privatisation de l'ANPE, et que l'ancien statut du personnel de l'Agence soit remis en cause. Ils n'étaient pas, d'autre part, favorables à leur participation au conseil d'administration de l'ANPE. Ils ne voulaient pas, assuraient-ils, « gérer le chômage ». Ce projet de décret a été soumis à la direction générale de l'Agence avant d'être proposé, à l'Assemblée nationale, à la commission des Affaires sociales. S'appuyant sur la décision du Conseil constitutionnel parue au Journal officiel du 27 juillet, le gouvernement entend donc réformer l'ANPE par décret. Cette volonté politique, surtout dans la mesure où le groupe R.P.R. a déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à créer des bureaux régionaux de l'emploi, qui regrouperaient les organismes existants. Cette idée n'est pas soutenue par M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. Un débat au Parlement entraînerait une opposition entre le groupe R.P.R. et un ministre R.P.R. et le gouvernement veut évidemment éviter cet affrontement.

BÈGUES

Depuis 1938, des milliers de personnes de tout âge ont bénéficié des découvertes définitives d'un Ancien Bègue. Rens. grat. Pr. M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

EN BREF

japonaise pour la science et la technologie, et Gerard Smith, ambassadeur itinérant américain, chargé des problèmes de la non-prolifération nucléaire. On s'attend à Tokyo à ce que M. Smith sollicite la coopération du Japon à la réalisation d'un projet américain de stockage de déchets nucléaires dans une île du Pacifique. Selon des experts japonais, le Japon n'approuverait ce projet que du bout des lèvres. — (A.F.P.)

● El-Gabon met en exploitation une nouvelle découverte. — El-Gabon vient de décider la mise en exploitation d'une grande gisement pétrolier découvert à la suite du forage « GMB » sur la rive sud-est de la ville de Mayumba, au Gabon.

Le début de la production devrait intervenir à un rythme modeste au début du second trimestre de 1980. L'ensemble des travaux effectués à cette date permettra de se prononcer sur les possibilités et modalités éventuelles d'un développement de l'ensemble du gisement.

● Hausse salariale limitée à 1,7 % au second semestre. — La hausse des salaires en Espagne ne devra pas dépasser 1,7 % au cours du second semestre, a déclaré le 3 août à Madrid, M. Fernando Abril Martorell,

vice-président du gouvernement espagnol, chargé des affaires économiques. Le ministre a rejeté les revendications des principaux syndicats, qui demandent un ajustement compris entre 4 et 8 % pour les six derniers mois de 1979. — (A.F.P.)

● Généralisation du système de paiement mensuel de l'impôt. — A partir du 1^{er} janvier 1980, les contribuables des départements du Var, de la Haute-Corse et de la Corse du Sud pourront opter pour ce système facultatif de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu. Ainsi s'étend à tous les départements métropolitains la réforme introduite par la loi du 28 juin 1971, mise en œuvre à partir de 1972. Trois millions sept cent mille contribuables ont déjà adopté ce système, soit 21,6 % des personnes soumises à l'impôt sur le revenu.

● Une trêve des contraventions ? M. Claude Payement,

Vous aurez bien plus de succès... devenez

GRAPHOLOGUE

apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études.

MSI - Ecole Suisse de Graphologie, dep. 3, Weiermattstr. 4, CH-1022 Berne